



**1/ BURUNDI :** Le Sénat réfléchit sur les conséquences de la Colonisation Belge, dont la réforme du 21 août 1925 / Le Génocide de 1972 : La CVR a exhumé plus de 10.000 corps de fosses communes à GITEGA

**2/ TANZANIAN** former President Benjamin William Mkapa has died

**3/ UGANDA** Government warns Ugandans against travelling to Rwanda

**4/ ETHIOPIE :** Sudan rejects Ethiopian proposal on filling GERD - Egypt, Sudan, Ethiopia resume Nile dam talks / How the murder of musician Hachalu Hundessa incited violence in Ethiopia

**5/ RDC CONGO :** Vers un déploiement de la Brigade d'Intervention de la Force de la Communauté de Développement de l'Afrique australe (CDAA) - Tanzanie, RDC, Malawi, Zimbabwe, Afrique du Sud et Zambie - pour protéger la RDC contre de nouveaux troubles civils / SADC - La RDC reprend ses droits sur deux localités occupées par l'armée zambienne / RDC : les cas d'Ebola dans la province de l'Equateur augmentent et dépassent la précédente épidémie (OMS) / Reprise de la coopération militaire entre la RDC et les USA, les militaires congolais seront désormais formés aux États-Unis

**6/** Un réfugié du Soudan du Sud, athlète et olympien, nommé Ambassadeur de bonne volonté du HCR

**7/ USA :** US Pulling Africa Command from Germany / US Pulling Almost 12,000 Troops From Germany / Pentagon to shift US troops from Germany to Belgium, Italy / L'US European Command s'installe en Belgique

**8/ CHINA :** Tanzania signs road construction agreements with two Chinese firms / RDC : Sele Yalaghuli accélère l'interconnexion numérique des données des régions financières

**9/ NIGERIA :** Le sauvetage numérique des stèles akwanshis

**10/ BURKINA FASO :** Gunmen kill more than a dozen in attack in eastern Burkina Faso / 20 People Killed by Gunmen in Burkina Faso

**11/ COTE D'IVOIRE :** Alassane Ouattara annonce sa candidature à l'élection présidentielle d'octobre / Troisième mandat de Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire: l'avertissement de Fitch

**12/ MOZAMBIQUE :** accord gazier de 14,9 mds usd / Le groupe bancaire sud-africain Standard Bank investira 485 millions \$ dans Mozambique LNG / Gaz : le mégaprojet mozambicain ne cesse de séduire le monde financier / 24/06/2020 - Maputo débloque une garantie de 2,25 milliards \$ par rapport au projet gazier Mozambique LNG

\*\*\*\*\* DIASPORA \*\*\*\*\*

HAÏTI :

Haïti - Diplomatie : La primature déplore l'incident contre le drapeau dominicain à la frontière  
07/08/2020 10:11:36 <https://www.haitilibre.com/article-31478-haiti-diplomatie-la-primature-deploire-l-incident-contre-le-drapeau-dominicain-a-la-frontiere.html>

Haïti - Diplomatie : La primature déplore l'incident contre le drapeau dominicain à la frontière  
Dans une note de presse le Bureau de Communication de la Primature informe que le Gouvernement d'Haïti a pris acte de l'incident malheureux qui s'est produit lundi 3 août sur la frontière haïtiano-dominicaine au niveau de Malpasse-Jimani précisant « Le drapeau dominicain hissé sur un mât dans la limite de la Borne 252, située en territoire dominicain, a été descendu[illégalement par des haïtiens]. À la suite de cet incident des coups de feu ont été tirés. »

Rappelons que lundi plusieurs haïtiens avaient décidé d'enlever un drapeau dominicain hissé sur un mat affirmant qu'Haïti avait la propriété des terres jusqu'à la Province d'Azua. Une initiative qui a provoqué l'intervention des militaires dominicains du Corps spécialisé de sécurité frontalière terrestre (CESFRONT) qui ont fait face à des jets de pierres et de bouteilles lancées par les haïtiens très motivés avant de répliquer en tirant des coups de feu Lire : <https://www.haitilibre.com/article-31456-haiti-flash-affrontement-entre-haitiens-et-des-militaires-du-cesfront-a-la-frontiere.html>

Poursuivant, la Primature précise dans sa note « [...] Le Gouvernement tient à informer que la question des drapeaux haïtien et dominicain à la Borne 252 a été résolue, conformément à un accord préalable entre la République d'Haïti et la République Dominicaine, à la suite de réunions organisées au cours des mois de janvier et de février 2020. Dans le but de normaliser la situation, une cérémonie spéciale avait été prévue au cours de laquelle les drapeaux des deux pays devaient être hissés en même temps des deux côtés de la ligne frontalière.

Aussi, le Gouvernement déplore-t-il ce malentendu qui tend à nuire aux relations amicales entre les deux pays. Il en profite pour porter à la connaissance du public qu'une enquête est ouverte pour déterminer les auteurs et co-auteurs de cet acte.

Des dispositions ont aussi été prises pour hisser les deux drapeaux à la Borne 252, en vue de maintenir le calme et la sérénité à la frontière haïtiano-dominicaine, Malpasse-Jimani. »

GUADELOUPE :

Le port de la Guadeloupe est bloqué

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/port-guadeloupe-est-bloque-859046.html>

Les personnels de plusieurs entreprises affiliés à la CGTG bloquent l'accès au port de la Guadeloupe. Une nouvelle action du syndicat qui réclame le paiement des salaires des employés et l'application des décisions de justice

Des manifestants bloquent le Port autonome de la Guadeloupe depuis 7 heures ce matin. Ils sont une vingtaine. Cela suffit pourtant à en bloquer l'accès. Des barrages empêchent toute entrée et sortie de conteneurs.

Dans le secteur du transport, certaines entreprises n'ont pas payé les salaires depuis plusieurs mois, selon la CGTG qui réclame le paiement des ouvriers.

Dans le secteur de la banane, la CGTG réclame l'application des décisions de justice par les exploitants condamnés.

Un blocage qui intervient après plusieurs manifestations devant la préfecture et le Conseil régional, notamment. Cette fois Jean-Marie Nomertin, le secrétaire général de la CGTG, avertit qu'il compte durcir le mouvement.

## MARTINIQUE :

L'épidémie de dengue continue en Martinique

Par Florin Hossu 07/08/2020 - 16:32

<https://www.rci.fm/martinique/infos/Sante/Lepidemie-de-dengue-continue-en-Martinique>

Les chiffres publiés par Santé Publique France confirment la situation toujours problématique de la dengue en Martinique. Plus de 1500 nouveaux cas ont été recensés au cours des quatre dernières semaines.

Les indicateurs de surveillance épidémiologique de la dengue indiquent la poursuite de l'épidémie en Martinique. La répartition spatiale des cas biologiquement confirmés montre une circulation virale très active sur l'ensemble du territoire et particulièrement au sein des communes du Centre et du Nord de l'île. Le Sud reste néanmoins encore impacté par l'épidémie notamment la commune du Diamant.

La Martinique est actuellement placée en Phase 4 niveau 1 du PSAGE\* dengue : épidémie confirmée.

Le nombre estimé de cas cliniquement évocateurs de dengue vus en médecine de ville au cours des quatre dernières semaines (2020-28 à 2020-31) est de 1580 cas. En semaine 2020-31 (du 27 juillet au 2 août 2020), le nombre hebdomadaire de cas reste parmi les plus élevés depuis les premiers dépassements de seuils en novembre 2019. Les nombres hebdomadaires de cas atteignent respectivement 610 et 440 cas en semaines 2020-30 (20 au 26 juillet 2020) et 2020-31. Ils sont bien supérieurs aux valeurs saisonnières attendues pour la période.

Le nombre cumulé de cas évocateurs de dengue depuis novembre 2019 est de 8380 cas.



\*\*\* AFRIQUE DE L'EST \*\*\*

BURUNDI :

BURUNDI : Le nouveau bureau de l'Assemblée Nationale – Législature 2020-2025

<http://burundi-agnews.org/news/burundi-le-nouveau-bureau-de-lassemblee-nationale-legislature-2020-2025/>

PARLEMENT, ELECTIONS 2020 – BUJUMBURA, Vendredi 7 août 2020 – L'Assemblée Nationale du Burundi a élu son bureau pour la législature de 2020-2025 :

– Hon. NDABIRABE Gélase Daniel, Président de l'Assemblée Nationale du Burundi ( CNDD-FDD );

– Hon. Dr. NTAKARUTIMANA Sabine, 1ère Vice Présidente de l'Assemblée Nationale du Burundi ( CNDD-FDD );

et – Hon. GASHATSI Abel, 2ème Vice Présidente de l'Assemblée Nationale du Burundi ( UPRONA );

Tous ont été élus à l'unanimité par les Honorables Députés. La Remise et Reprise à la tête de l'Assemblée Nationale du Burundi s'est faite dans la bonne humeur.

L'Hon. NYABENDA Pascal (CNDD-FDD) , désormais ancien Président de l'Assemblée du Burundi, et l'Hon. NDABIRABE Gélase (CNDD-FDD).

\*\*\*\*\*

Le Burundi prend la tête du commandement de l'AMISOM

<http://burundi-agnews.org/afrique/le-burundi-prend-la-tete-du-commandement-de-lamisom/>  
AFRIQUE, GEOPOLITIQUE, DEFENSE – MOGADISCIO(SOMALIE), Dimanche 2 août 2020 –

Le Lieutenant Général NDEGEYA Diomède, de la Force de Défense Nationale du Burundi, est le nouveau commandant des forces de l'African Union Mission In Somalia (AMISOM). Remplaçant le Lieutenant Général TIGABU Yilma de la force armée éthiopienne. Ce dernier était à la tête de l'AMISOM depuis janvier 2019.

L'AMISOM est une force de paix de l'Union Africaine. Coordonnée avec le Conseil de Sécurité de l'ONU. Elle comprend les armées du Burundi, de Djibouti, de l'Ethiopie, du Kenya et de l'Ouganda.

\*\*\*\*\*

BURUNDI / SENAT : La COLONISATION BELGE, réforme du 21 août 1925

GEOPOLITIQUE GRANDS LACS AFRICAINS, PARLEMENT, HISTOIRE, JUSTICE, DEFENSE – GITEGA, Vendredi 31 juillet 2020 – L'Hon. NDIKURIYO Révérien, Président du Sénat du Burundi, a organisé une retraite réflexion sur la COLONISATION.

Elle a eu lieu entre jeudi 30 juillet 2020 et ce vendredi 31 juillet 2020. Destinée aux sénateurs et à tout le monde intellectuel des Burundi.

Cette rencontre réflexion de 2 jours avait pour thématique : « La réforme administrative du 21 août 1925 au Burundi et ses conséquences : Actions à mener pour faire face aux conséquences politiques, économiques et sociales ».

Avec un panel intéressant d'intervenants pour aider à pénétrer la généalogie de la COLONISATION DU BURUNDI. Des personnalités intellectuelles tel : Dr MANIRAMBONA Jean Bosco, M.

BATUNGWANAYO Aloys, Dr SENTAMBA Elias, Pr. NDAYIZEYE Léonidas, et Dr. NZOSABA Laurent.

Voici les conclusions de cette rencontre, sous la forme “COMMUNIQUE FINAL SANCTIONNANT LA RETRAITE SENATORIALE TENUE AU GRAND SEMINAIRE JEAN PAUL II EN PROVINCE DE GITEGA, Grand Séminaire Jean Paul II, 30-31 Juillet 2020” :

[  
[http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2020/08/bdi\\_burundi\\_colonisation\\_retraite\\_senat\\_juillet\\_2020.pdf](http://burundi-agnews.org/wp-content/uploads/2020/08/bdi_burundi_colonisation_retraite_senat_juillet_2020.pdf) ]

Depuis le début de son mandat en 2015(\*), l’Hon. NDIKURIYO Révérien a réalisé plusieurs réunions réflexions sénatoriales sur la COLONISATION.

Le Burundi a subi une COLONISATION GERMANIQUE et BELGE, dictée par la CONFERENCE DE BERLIN entre 1884-1885. La COLONISATION est CRIME CONTRE L’HUMANITE. Plus de 800 MILLIONS D’AMÉRINDIENS ET AFRICAINS en ont été les victimes entre le 15ème et le 20ème siècle.

(\*) En 2015, le BURUNDI a subi une REVOLUTION COLOREE avec une tentative ratée d’un COUP D’ETAT MILITAIRE. Organisées par les familles occidentales d’anciens esclavagistes et anciens colons BELGES, FRANCAIS, AMERICAINS, et le VATICAN.

\*\*\*\*\*

BURUNDI / GENOCIDE 1972 : Plus de 10.000 corps exhumés des fosses communes à GITEGA  
<http://burundi-agnews.org/genocide/burundi-genocide-1972-plus-de-10-000-corps-exhume-des-fosses-communes-a-gitega/>

JUSTICE, HISTOIRE – GITEGA ( Centre IWACU ), Jeudi 16 juillet 2020 – La Commission Vérité Réconciliation (CVR) du Burundi a organisé une conférence de presse. Cette rencontre avec la presse avait pour ambition de présenter le bilan des recherches de la CVR dans les fosses communes de MUTOBO et de NYAMBEHO. Mais aussi de manière générale sur tout le territoire de GITEGA jusqu’à présent ! La CVR a révélé avoir exhumé dans les 19 fosses communes trouvées à GITEGA, 10.978 corps de victimes Burundi du GENOCIDE DE 1972.

En 1972, en accord avec les anciennes familles de COLONS et d’ESCLAVAGISTES, le DICTATEUR HIMA BURUNDAIS MICOMBERO MICHEL décida d’en finir avec les BAHUTU BURUNDI [ <http://burundi-agnews.org/hutu> ]... Le samedi 29 avril 1972, le régime HIMA burundais assassina le MWAMI NTARE NDIZEYE CHARLES, puis déclencha la phase 2 du GENOCIDE REGICIDE DU BURUNDI. Soit plus de 500.000 morts BAHUTU BURUNDI et 1,5 MILLIONS de réfugiés BURUNDI sur une population de 3 MILLIONS DE BURUNDI à cette époque.

Le Burundi a connu entre 1965-66 à 2005, une des plus sanginaires dictature militaire qu’a connu l’Afrique au 20ème siècle.

La dictature militaire des Bahima burundais ( MICOMBERO, BAGAZA, BUYOYA ), instaurée par les USA, le VATICAN, la FRANCE, et la Belgique, a fait plus de 4,5 Millions de victimes Burundi. Soit sur une population de plus de 9 Millions de citoyens Burundi aujourd’hui. Au Burundi, on parle d’un CRIME NEOCOLONIAL : Le GENOCIDE REGICIDE COMMIS PAR LE REGIME DES BAHIMA BURUNDAIS [ <http://burundi-agnews.org/genocide.htm> |

<http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm> | [http://burundi-agnews.org/agnews\\_refugees.htm](http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm) ].

Le GENOCIDE DE 1972 CONTRE LES BAHUTU est à l’origine jusqu’à nos jours de la fragilité du SYSTEME SOCIO-ECONOMIQUE du BURUNDI.

\*\*\*\*\*

Le BURUNDI organise une rencontre d’harmonisation des futures actions communes avec l’ONU  
<https://www.burundi-forum.org/la-une/globalisation/le-burundi-organise-une-rencontre-dharmonisation-des-futures-actions-communes-avec-lonu/>

BUJUMBURA ( HOTEL KIRIRI GARDEN ), 4/08/2020 – M. SHINGIRO Albert, Ministre burundais des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement, a organisé une rencontre d’harmonisation avec les instances ONUSIENNES en place au BURUNDI.  
SOURCES : BURUNDI-AGNEWS.ORG, NAHIMANA P. | Photo : MAECD.BI

\*\*\*\*\*

Brève rencontre entre les Premiers Ministres du BURUNDI et de TANZANIE à DAR ES SALAM  
<https://www.burundi-forum.org/la-une/international/international-international/breve-rencontre-entre-les-premiers-ministres-du-burundi-et-de-tanzanie/>  
DAR ES SALAAM (TANZANIE), 28/07/2020 – Le Premier Ministre du Burundi, M. BUNYONI Alain Guillaume, a rencontré son homologue de TANZANIE, M. MAJALIWA K. MAJALIWA. En marge des funérailles d’État de l’ancien Président de TANZANIE Feu MKAPA Benjamin William, décédé la semaine dernière.  
Ensemble, ils ont échangé sur des questions d’intérêt commun entre les deux pays.  
SOURCES: MINISTERE BURUNDAIS DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPEMENT ( MAECD.BI ), BURUNDI-AGNEWS.ORG, NAHIMANA P. | Photo : MAECD.BI

\*\*\*\*\*

Nouveau chef de la diplomatie burundaise: la première urgence est «l’amélioration de l’image du Burundi» – exclusif  
<https://www.burundi-forum.org/la-une/actualites/nouveau-chef-de-la-diplomatie-burundaise-la-premiere-urgence-est-lamelioration-de-limage-du-burundi-exclusif/>  
Nommé depuis un mois, le nouveau ministre burundais des Affaires étrangères, Albert Shingiro, dans un entretien exclusif à Sputnik, pointe les urgences diplomatiques et lève le voile sur ses intentions de changer l’image du pays.  
Albert Shingiro, le nouveau chef de la diplomatie burundaise, fait partie du nouveau gouvernement nommé par le Président Évariste Ndayishimiye, élu en mai 2020. L’ambassadeur Shingiro était le représentant permanent du Burundi auprès des Nations unies depuis cinq ans et depuis le 28 juin dernier il occupe le poste du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement. Albert Shingiro répond aux questions de Sputnik.  
«La diplomatie économique sera au centre»  
Sputnik: Vous venez tout juste de prendre les fonctions de chef de la diplomatie burundaise. Quelles urgences diplomatiques se placent devant vous?  
Albert Shingiro: Les urgences diplomatiques il y en a, comme l’a précisé le chef de l’État dans son discours lors de son investiture au mois de juin 2020, nous allons nous préoccuper surtout de l’amélioration de l’image du Burundi à l’étranger à travers des relations basées sur le respect mutuel, le bon voisinage, la complémentarité, le renforcement de l’entente entre le Burundi et les autres pays et entre le Burundi et les différentes organisations internationales afin de maximiser les résultats de nos initiatives dans la coopération au développement économique.  
La diplomatie économique sera au centre de nos actions avec un accent particulier sur la promotion des investissements étrangers et échanges commerciaux, le transfert des technologies et le renforcement des partenariats mutuellement bénéfiques avec nos partenaires techniques et financiers à travers des projets d’investissement alignés sur les priorités de plan national de développement du Burundi. L’appropriation nationale sera un des principes directeurs qui vont guider ces partenariats.  
Nous allons montrer à la face du monde que nous avons des talents et que nous avons un rôle à jouer dans le multilatéralisme basé sur les règles de jeu tracées par la Charte des Nations unies et les instruments juridiques régionaux et internationaux auxquels le Burundi a librement adhéré.

Nous allons renforcer et cimenter les bonnes relations qui existent si heureusement et que nous entretenons principalement avec les pays africains et plusieurs organisations africaines.

Nous allons renforcer l'intégration du Burundi dans les différentes organisations régionales et internationales, car nous croyons aussi qu'aucun pays ne peut vivre isolé en dehors des blocs régionaux.

Sous le leadership éclairé du Président de la République Évariste Ndayishimiye, nous allons renforcer la solidarité avec les autres pays et organisations internationales dans les projets et programmes de développement du Burundi principalement: l'agriculture, la santé, l'éducation basée sur les besoins du marché du travail, le renforcement du capital humain, l'exploitation rationnelle des ressources naturelles, la protection de l'environnement et que sais-je encore.

Nous aspirons à bâtir des relations diplomatiques fondées sur le respect mutuel où certains États ne se substituent pas à la communauté internationale pour opprimer d'autres États en leur imposant des mesures coercitives unilatérales.

C'est pourquoi nous allons faire de notre mieux pour que les sanctions unilatérales qui ont été prises contre le Burundi soient levées. Si divergences il y a, nous ne souhaitons pas que ce soit la voie unilatérale qui prenne le dessus mais nous allons plutôt privilégier le dialogue et la coopération mutuellement bénéfique et respectueuse.

Nous allons par conséquent montrer l'ouverture du Burundi aux pays et organisations qui souhaitent davantage un rapprochement avec les Burundais, pour nouer et/ou entretenir des relations de complémentarité pour l'intérêt de nos peuples respectifs. Bien entendu que les domaines de souveraineté nationale demeureront non négociables.

Dans le cadre des investissements étrangers, nous allons encourager les investisseurs étrangers à venir investir au Burundi, en faisant connaître les nombreuses opportunités d'affaires qu'offre le Burundi étant donné que le gouvernement s'est engagé à offrir aux investisseurs étrangers un cadre idéal d'un partenariat toujours gagnant-gagnant. Comme les ressources naturelles du Burundi sont encore vierges, le bon moment d'investir au Burundi, c'est maintenant, attendre demain serait trop tard.

Nous allons plaider pour que nos compatriotes burundais, lorsqu'ils séjournent dans les pays étrangers, soient traités avec dignité, car le gouvernement du Burundi lui-même souhaite garantir des conditions de vie agréables pour les étrangers vivant au Burundi.

Nous allons poursuivre notre politique de rapatriement volontaire des réfugiés en réitérant l'appel du chef de l'État à tous les réfugiés burundais qui le désirent de regagner leur patrie étant donné que la situation dans le pays est calme, stable et entièrement maîtrisée. Nous saisissons cette occasion pour remercier le HCR pour son accompagnement dans la mise en œuvre de cette politique, ainsi que les pays d'accueil qui facilitent le retour volontaire des réfugiés burundais. Je lance un appel aux autres pays moins coopératifs dans ce domaine de s'ajuster et lever les obstacles artificiels au retour volontaire de nos compatriotes. Ils se reconnaîtront.

Nous continuerons d'exhorter la diaspora burundaise à participer au rayonnement du Burundi et à contribuer à la réalisation des projets de développement économique dans le cadre du plan national de développement.

Nous continuerons à interpeller les pays qui soutiennent, d'une façon ou d'une autre, des ressortissants burundais qui s'adonnent à des actions de nature à ternir l'image de marque du Burundi.

«J'envisage de rester fidèle à moi-même»

Sputnik: Avant vous occupiez le poste d'ambassadeur du Burundi auprès de l'Onu, comment vivez-vous ce changement professionnel et votre nomination au ministre des Affaires étrangères?

Albert Shingiro: Premièrement, je voudrais exprimer ma gratitude à l'endroit d'Évariste Ndayishimiye, Président de la République et d'Alain-Guillaume Bunyoni, Premier ministre, pour la confiance qu'ils ont placée en ma personne par cette nomination.

Quand j'étais ambassadeur du Burundi à l'Onu, ma préoccupation a toujours été de défendre bec et ongles les intérêts et la souveraineté du Burundi et de promouvoir la bonne image du pays.

Aujourd'hui, en tant que ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement, je



souhaite le faire davantage, tout en élargissant le champ de travail non seulement à l'Onu mais également à la coopération dans toutes ses formes, multilatérale et bilatérale.

Je reconnais que le cahier des charges s'est alourdi, mais je suis heureux par cette évolution de ma carrière diplomatique. J'avais déjà occupé des postes de responsabilité comme celui du secrétaire permanent dans ce même ministère, je suis confiant de continuer à assumer les responsabilités de leader de sorte que ma désignation à la tête de ce ministère, au bout d'un certain temps, apparaisse tout à fait légitime, aussi bien aux yeux de la hiérarchie qu'au personnel de l'institution sans oublier le peuple burundais que nous servons et qui nous paye.

Dans un premier temps, quelques entretiens individuels avec mes anciens collègues m'ont été utiles pour me faire ma propre idée de la nouvelle fonction. Je compte organiser ensuite des rendez-vous avec mes pairs de la région et du reste du monde pour développer des relations d'amitié et de fraternité qui sont très utiles pour tout diplomate. Je souhaite pouvoir découvrir des informations auxquelles je n'avais pas accès auparavant et en tirer profit.

Pour terminer, j'envisage de rester fidèle à moi-même, en étant ferme, souple et ouvert en même temps.

Par Ksénia Emelyanova

-----  
TANZANIA :

Tanzania PM says 300-km standard gauge railway 87 pct complete

[http://www.china.org.cn/world/Off\\_the\\_Wire/2020-08/08/content\\_76358775.htm](http://www.china.org.cn/world/Off_the_Wire/2020-08/08/content_76358775.htm)

Xinhua, August 8, 2020

DAR ES SALAAM, Aug. 7 (Xinhua) -- Tanzanian Prime Minister Kassim Majaliwa on Friday inspected construction of the 300-km standard gauge railway (SGR) from the commercial capital Dar es Salaam to Morogoro, said a statement issued by his office.

The statement said relevant officials told Majaliwa that construction of the 300-km SGR is 87 percent complete.

"The government has embarked on the construction of the transportation infrastructure to enhance trade within and outside the country," said the statement, adding that improvement of the infrastructure was also aimed at giving Tanzanians more choices for the mode of transportation. In November 2019, Tanzanian President John Magufuli said the governments of Tanzania and Rwanda were in final stages of negotiations to construct an SGR from Isaka dry port in Tanzania to Rwanda.

Magufuli said the SGR will also serve landlocked countries of Burundi and the Democratic Republic of Congo.

He said feasibility studies for the SGR linking Tanzania and Rwanda have already been undertaken, adding that the two countries are now looking for financiers of the project.

Also in November 2019, the Trade and Development Bank (TDB), a trade and development financial institution in Africa, approved a loan of 1 billion U.S. dollars to Tanzania for infrastructure projects.

A statement issued by the Directorate of Presidential Communications at Chamwino State House in Dodoma said the release of the loan was announced by TDB President and Chief Executive Officer Admassu Tadesse during talks with President Magufuli. Enditem

\*\*\*\*\*

Tanzania's former President Benjamin William Mkapa has died-VIDEO

<https://www.thecitizen.co.tz/news/Tanzania-s-former-President--Benjamin-Mkapa-dies--RIPMzeeMkapa/1840340-5598356-3b1xgh/index.html>

Friday July 24 2020 Tanzania's former President Benjamin William Mkapa 81 has died, President John Magufuli has announced.

\*\*\*\*\*

Magufuli not interested in clinging on, says Bashiru

Friday August 7 2020

<https://www.thecitizen.co.tz/news/-Magufuli-not-interested-in-clinging-on--says-Bashiru/1840340-5605556-37edha/index.html>

\*\*\*\*\*

Kenya Airways flights resumption to Tanzania deal delayed

<https://www.thecitizen.co.tz/news/Kenya-Airways-flights-resumption-to-Tanzania-deal-delayed/1840340-5605610-5w2u0n/index.html>

Friday August 7 2020

The Tanzanian Civil Aviation Authority (TCAA) had last Friday cancelled plans to allow Kenya Airways to resume flights citing the decision by Nairobi to exclude Tanzania from the list of countries whose nationals would be allowed entry under revised coronavirus restrictions.

\*\*\*\*\*

Magufuli collects NEC's presidential nomination forms in Dodoma

<https://www.thecitizen.co.tz/news/Magufuli-collects-NEC-s-presidential-nomination-forms/1840340-5604936-2r8o5c/index.html>

Thursday August 6 2020 CCM presidential candidate John Magufuli and his running mate Samia Suluhu Hassan on Thursday, August 6, collected nomination forms at the National Electoral Commission (Nec) headquarters in Dodoma.

\*\*\*\*\*

Tanzania, Kenya agree to end cross-border trade spat

<https://www.thecitizen.co.tz/news/Tanzania--Kenya-agree-to-end--cross-border-trade-spat/1840340-5578760-cwcr1oz/index.html>

Thursday June 18 2020 Tanzania and Kenya have reached an agreement that will see to them facilitating free movement of goods across their common border, the Covid-19 pandemic notwithstanding. The two countries will now conduct coronavirus testing for truck crews at their common border, a departure from the May agreement whereby testing was to be done at the point of departure. Flow of goods between the two countries had been adversely affected by measures intended to contain spread of the Covid-19 pandemic. Last month, the two countries' transport ministers held a one-day meeting and resolved that truck crews from both sides will be tested for Covid-19 before commencement of their journeys at the point of origin using standards set by the World Health Organization (WHO). They agreed that the tested truck drivers would be issued with a 14-day Covid-19 free certificate by competent authorities, which should be mutually recognized by authorities in Kenya and Tanzania. However, that agreement was short-lived as, some days later, mistrust erupted once again that saw to the authorities refusing to recognize the 14-day Covid-19-free certificates issued by another country. But Longido District Commissioner Frank Mwaisumbe yesterday said that leaders have resolved that Tanzanian truck crews crossing the Namanga border to Kenya would now be tested by Kenyan authorities - and vice versa. The new agreement was

reached after a meeting that involved Arusha Regional Commissioner Mrisho Gambo, Tanzania Revenue Authority officials and some senior officials from Kenya. He said that, under the new arrangements, truck crews will be allowed to proceed with their journey even without having received their Covid-19 test results. “While returning, they would pick up their results - and proceed home. In short, they would no longer be denied entry into either country due to Covid-19 test results. They will, however, be required to take all precautions against Covid-19,” he said. One of the drivers who had been stranded at the border for some time, Joseph Naiman, commended the move. “This is quite commendable. We have left for our destination in Kenya and no driver has been denied entry since yesterday,” he said. Meanwhile, Tanga Regional Commissioner Martine Shigela issued three directives yesterday that must be followed by truck owners, businesspeople and drivers when the Horohoro border between Tanzania and Kenya is officially opened.

---

## RWANDA :

Lake Kivu is getting four new ports, ferries to boost Rwanda-DR Congo trade  
Construction at the Rusizi and Rubavu ports started early this year, with Rutsiro and Karongi works scheduled to start January 2021.

By Ange Iliza Published : August 07, 2020 | Updated : August 07, 2020

Construction of ports on Lake Kivu has kicked off in the districts of Rubavu, Rusizi, Rutsiro and Karongi to facilitate the transport of goods and people on Lake Kivu.

The lake is also shared with DR Congo, one of Rwanda’s main trading partners.

A budget of \$28 million (approximately Rwf26bn) was set aside by the government in partnership with development partners.

Construction at the Rusizi and Rubavu ports started early this year with Rutsiro and Karongi works scheduled to start January 2021.

A ferry with a capacity to carry three tonnes and 30 passengers between the ports is scheduled to begin operations by the end of the year.

\*\*\*\*\*

Government warns Ugandans against travelling to Rwanda

<https://www.monitor.co.ug/News/National/Government-Ugandans-travelling-to-Rwanda-RDCs-Mbayo/688334-5605380-3wmtag/index.html>

Friday August 7 2020

By Robert Muhereza & Andrew Bagala

Kampala/Kabale- The Minister for Presidency, Ms Esther Mbayo, has warned Ugandans against going to Rwanda after incidents of shooting to death of suspected smugglers.

In an August 4 leaked letter titled; ‘Border incursion by Rwandan security forces on Ugandan territory’ by Ms Mbayo to Resident District Commissioners, she told Ugandans that it is too risky for them to travel to Rwanda.

“A directive to you all the RDCs, especially those in the districts bordering Rwanda, to inform the Ugandans of the criminal Rwanda government policy of shooting smugglers that are not armed, although what they are doing is illegal.

Ugandans should stop going into Rwanda or those who go should do so at their own risk,” the letter reads in part.

Efforts to get a comment from Ms Mbayo about the letter were futile as her mobile phone contacts were switched off.

Ms Judith Nabakooba, the Minister of Information and ICT, did not respond to our questions about the letter.

However, sources at the President's office confirmed that the letter is genuine, but the minister had released it without making deep consultations.

The relationship of the two countries has been tense with each accusing the other of funding groups that stabilise their governments.

-----  
RDC CONGO :

RDC : 14 civils tués dans les tirs d'un soldat incontrôlé dans l'est du pays

Par : Laura | French.china.org.cn | Mis à jour le 31-07-2020

[http://french.china.org.cn/foreign/txt/2020-07/31/content\\_76334566.htm](http://french.china.org.cn/foreign/txt/2020-07/31/content_76334566.htm)

Au moins quatorze personnes ont trouvé la mort dans la nuit de jeudi dans les tirs déclenchés par un militaire de l'armée gouvernementale incontrôlé dans la cité de Sange, située dans la plaine de la Ruzizi, province du Sud-Kivu, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

Selon les sources de l'armée, le militaire a tenté de ravir le téléphone d'un habitant mais s'est retrouvé en face de plusieurs personnes qui ont voulu l'arrêter. Pour se sauver, le militaire s'est mis à tirer et a atteint plusieurs personnes dans leurs maisons et d'autres dehors.

Selon le responsable de l'hôpital de Sange, les blessés et les morts ont été acheminés à l'hôpital général de référence de Sange sur place.

\*\*\*\*\*

La CDAA se réunit sur le rétablissement de la paix en RD Congo

Par : Lisa | French.china.org.cn | Mis à jour le 06-08-2020

[http://french.china.org.cn/foreign/txt/2020-08/06/content\\_76351040.htm](http://french.china.org.cn/foreign/txt/2020-08/06/content_76351040.htm)

Des responsables de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) se sont réunis mercredi pour discuter des moyens de rétablir la paix et la sécurité en République démocratique du Congo (RDC).

"Le rétablissement de la paix et de la sécurité en RDC permettra à ce vaste pays de se concentrer sur les activités de développement", a déclaré Palamagamba Kabudi, président du Conseil des ministres de la CDAA et ministre tanzanien des Affaires étrangères et de la coopération internationale, lors d'une conférence de presse dans la capitale commerciale Dar es Salaam.

M. Kabudi a déclaré que la réunion, qui s'est déroulée par vidéoconférence, a réuni six Etats membres de la CDAA, à savoir la Tanzanie, la RDC, le Malawi, le Zimbabwe, l'Afrique du Sud et la Zambie.

"Depuis l'année dernière, la CDAA et les Nations Unies ont engagé des discussions visant à rétablir la paix et la sécurité en RDC, en particulier dans la partie orientale du pays où il y a eu des troubles causés par les rebelles", a déclaré le chef de la diplomatie tanzanienne.

M. Kabudi a ajouté que la réunion a également permis de discuter des moyens de renforcer la Brigade d'intervention de la force pour protéger le pays contre de nouveaux troubles civils.

La Tanzanie assume actuellement la présidence de la CDAA, une organisation intergouvernementale créée en 1992 pour promouvoir la coopération et l'intégration socio-économique ainsi que la coopération politique et sécuritaire entre les Etats membres.

Suivez China.org.cn sur Twitter et Facebook pour rejoindre la conversation.

Source: Agence de presse Xinhua

\*\*\*\*\*

RDC : Global Witness dénonce le flou dans l'accord conclu entre Gécamines et CNMC autour de Deziwa

<https://zoom-eco.net/a-la-une/rdc-global-witness-denonce-le-flou-dans-laccord-conclu-entre-gecamines-et-cnmc-autour-de-deziwa/>

Published 4 heures ago / on 10 août 2020 / By La Rédaction

L'ONG internationale Global Witness a, dans un rapport publié au mois d'août en cours, fustigé le fait que le contrat conclu entre la Gécamines et la Compagnie d'état chinoise, China Nonferrous Metal Mining Group (CNMC) risque de léser la Rdc Congo.

Cette ONG démontre le flou qui entoure ce contrat. D'après elle, cet accord est en violation du code minier congolais, les principaux détails de cet accord signé entre la Gécamines et CNMC n'ont toujours pas été publiés. Et son analyse conclut que les rares informations disponibles soulèvent plus de questions qu'elles n'apportent de réponses.

En effet, c'est en 2015 que CNMC, une grande entreprise publique chinoise, et la Gécamines ont conclu un accord relatif à la mine de cuivre et de cobalt de Deziwa, potentiellement gigantesque, située dans le sud de la région congolaise du Copperbelt.

Ce, dans le cadre d'un marché encore plus conséquent de 2 milliards USD visant cinq projets différents. L'enquête qu'a consacrée Global Witness aux marchés conclus par CNMC avec la Gécamines a révélé l'existence d'accords opaques et aux modalités douteuses.

Ces questionnements sont résumés en cinq points : en quoi le contrat Deziwa est-il innovant ? Les bénéfices raisonnables. Le pas-de-porte devant être versé à la Gécamines pour le projet Deziwa qui pourrait finalement ne se monter qu'à 50 % du chiffre promis à la compagnie aux termes du contrat. Le transfert et le contrat passé sous silence.

1° En quoi le contrat Deziwa est-il un marché innovant ?

La Gécamines a présenté le marché conclu avec CNMC comme constituant un moyen innovant d'exploiter ses actifs.

« Il ne fait aucun doute que le contrat est structuré de manière très différente de la plupart des autres contrats miniers en RDC, mais sa complexité, conjuguée à un manque de transparence de la part de la Gécamines, fait que les observateurs et les citoyens peinent à en comprendre les ramifications pour la RDC », fait observer ce rapport de Global Witness.

Et en échange de droits lui permettant d'extraire et de commercialiser une partie du cuivre du gisement de Deziwa, CNMC s'est engagée à construire et exploiter la mine et à bâtir une raffinerie sur le site, qu'elle transférera à terme à la Gécamines.

Cette transaction sera financée par un prêt octroyé par CNMC qui sera remboursé à partir des bénéfices dégagés par la mine. L'accord de Deziwa répond au modèle de financement dit « BOOT » (« Build Own Operate Transfer », ou construire, posséder, exploiter et concéder).

« Ce modèle se retrouve surtout dans les partenariats publics-privés destinés à la construction d'importantes infrastructures, telles que les autoroutes à péage ou les réseaux de chemins de fer, qui, une fois restitués au gouvernement, peuvent procurer des flux de revenus relativement fixes et de longue durée. Ce modèle est moins fréquent s'agissant d'actifs consommables à la durée de vie limitée, comme c'est le cas des mines de cuivre », souligne ce rapport.

2° En quoi consistent exactement les bénéfices raisonnables dont il est question dans ce contrat ?

Une fois la dette remboursée dans son intégralité, la mine et la raffinerie devraient être entièrement transférées à la Gécamines. Cependant, avant de céder le projet à la Gécamines, CNMC est en droit de réaliser « des bénéfices raisonnables ».

Aucun détail n'a été publié sur ce que représentent ces bénéfices « raisonnables » et, faute d'information, il est extrêmement difficile de savoir si ce contrat est équitable pour la RDC.

A RE(LIRE) : le projet minier « Deziwa » pèse 880 millions USD d'investissement !

3° Pas-de-porte - L'analyse effectuée par Global Witness a mis en évidence des points préoccupants concernant la valeur réelle d'un pas-de-porte de 55 millions USD versé à la Gécamines pour

Deziwa. La convention stipule que les pas-de-porte seront versés par la co-entreprise Somidez pour les droits octroyés à CNMC.

Dans le secteur minier, les pas-de-porte désignent généralement un paiement versé directement par une société contractante (dans ce cas, CNMC) aux propriétaires de la licence minière (Gécamines) à la signature d'un accord permettant au contractant d'exploiter la licence.

Pour le cas d'espèce, l'accord prévoit que le paiement du pas-de-porte provienne du prêt accordé par CNMC à Somidez. La Gécamines détenant 49 % des parts de Somidez, elle est tenue de rembourser 49 % des prêts de Somidez – y compris, vraisemblablement, les fonds utilisés pour régler le pas-de-porte.

« Par conséquent, dans la pratique, ce pas-de-porte pour la Gécamines se monte non pas à 55 millions USD, mais à 51 % de 55 millions USD – soit environ 28 millions USD. L'écart – environ 27 millions de dollars – est pour ainsi dire une forme de prêt à la Gécamines. Sans compter que CNMC devra percevoir des intérêts sur le prêt initial, ce qui pourrait encore réduire le montant net perçu par la Gécamines», fait remarquer Global Witness.

En outre, poursuit le Rapport, s'il faut ajouter 55 millions USD au prêt global, la période de remboursement devrait forcément être prolongée. Ce qui retarde le moment à partir duquel la Gécamines pourra assumer le contrôle total de Somidez et maximiser les bénéfices tirés des opérations à Deziwa.

Autrement dit, insiste Global Witness, la hausse de la valeur du prêt (le pas-de-porte en faisant partie) est susceptible de réduire les bénéfices que Somidez finira par dégager et qui devront être distribués à ses actionnaires.

4° Transfert - L'une des conditions centrales de l'accord est que, lorsque CNMC restituera le site à la Gécamines, ce site devra encore contenir des volumes de cuivre commercialement viables. Cependant, la convention laisse ouverte la possibilité d'une seconde phase, une fois le prêt initial remboursé.

Cela signifierait, d'après Global Witness, que CNMC continuerait d'exploiter Somidez et d'étendre ses capacités de production, et qu'en échange elle prêterait à la Gécamines des fonds supplémentaires adossés au volume de cuivre restant à Deziwa.

En réalité, soutient l'ONG, la Gécamines peut décider de ne jamais reprendre le contrôle de Deziwa. Dans ce cas précis, si la Gécamines décide de ne pas prendre le plein contrôle de Deziwa, elle risque de manquer de profiter de tout le potentiel que représente ce gisement.

5° Un accord passé sous silence - A en croire Global Witness, l'opacité qui règne autour du montant total du prêt, sa période de remboursement, le montant des « bénéfices raisonnables » pour CNMC et l'ambiguïté du pas-de-porte jettent de sérieux doutes sur l'équité de ce contrat pour la Gécamines et la RDC.

Le risque est en effet que l'accord permette à CNMC de dégager des bénéfices considérables du « fleuron » de la Gécamines, tandis que cette dernière n'en tirera qu'un profit comparativement mince, et ce, alors que la co-entreprise Somidez dépense de l'argent.

Dans sa conclusion, Global Witness invite CNMC à veiller à ce que tous ses investissements en RDC respectent le code minier congolais. La compagnie devrait également s'assurer que tous ses investissements en RDC soient conformes aux principes énoncés par la Chambre de commerce chinoise des importateurs et exportateurs de métaux, minerais et substances chimiques (CCCCMC) dans ses Directives sur la responsabilité sociale des investissements miniers à l'étranger.

Au Gouvernement congolais, l'ONG lui demande de publier tous les contrats que la Gécamines a signés avec CNMC (et d'autres partenaires miniers), conformément à ses propres législations et à ses engagements à l'égard de l'ITIE, y compris le modèle financier sur lequel s'appuient les modalités de la phase initiale du projet Deziwa.

Cela permettrait aux observateurs, y compris au public et à la société civile de la RDC, de savoir clairement ce que sont les « bénéfices ». Nadine FULA

\*\*\*\*\*



La RDC reprend ses droits sur deux localités occupées par l'armée zambienne -Selon un verdict de la communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC) saisie par Kinshasa à ce propos.

Nadia Chahed | 25.07.2020 <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/la-rdc-reprend-ses-droits-sur-deux-localit%C3%A9s-occup%C3%A9es-par-l-arm%C3%A9e-zambienne-/1922046>

AA / Kinshasa / Pascal Mulegwa

La communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC), organisation qui regroupe seize pays d'Afrique australe et de l'océan indien, a jugé que les deux localités occupées par l'armée zambienne depuis deux mois font bel et bien partie de la République démocratique du Congo (RDC), qui a récemment dénoncé des incursions sur son territoire, ont annoncé samedi les autorités congolaises.

« Après examen du contentieux frontalier qui oppose la Zambie à la RDC, la SADC saisie par Kinshasa a décidé que les localités de Kibanga et Kalubamba dans la province du Tanganyika ( Sud - est) font partie de la République démocratique du Congo », indique le compte-rendu du conseil des ministres tenu vendredi à Kinshasa.

« Il a été donné sept jours à l'armée zambienne pour évacuer ses troupes », ont annoncé les autorités congolaises.

Les autorités zambiennes n'ont pas encore réagi à cette décision. La SADC avait dépêché une délégation à la frontière entre la RDC et la Zambie pour examiner le conflit opposant les deux parties.

Composée de 15 experts civils et militaires de la communauté et des deux pays, la Mission de la SADC a visité les localités Kibanga, Kalubamba, Moliro et Pweto, 4 localités du côté congolais et Tshibanga, Tshimpunda et Musosa, 3 autres localités du côté zambien, selon un membre de la délégation joint par Anadolu.

Vaste territoire de plus de 2,345 millions de Kilomètres carré, la RDC ( plus de 80 millions d'habitants) connaît régulièrement des incursions de troupes étrangères.

En plus de l'armée zambienne, plusieurs autres armées de ses voisins (C'est le cas notamment du Rwanda, de l'Ouganda, de l'Angola, la Centrafrique, et le Sud - Soudan) débarquent régulièrement sur son territoire pour notamment traquer des rebelles issus de leurs pays, selon le gouvernement, qui affirme avoir récemment déployé ses troupes pour quadriller les frontières du pays.

\*\*\*\*\*

RDC : l'UNC demande la libération « immédiate et sans condition » de Vital Kamerhe  
<https://www.radiookapi.net/2020/08/07/actualite/politique/rdc-lunc-demande-la-liberation-immEDIATE-et-sans-condition-de-vital>

Publié le ven, 07/08/2020

L'Union pour la nation congolaise (UNC) demande la libération « immédiate et sans condition » de son leader, Vital Kamerhe, condamné et incarcéré à la prison centrale de Makala, dans le cadre du procès des 100 jours. Dans une déclaration faite vendredi 7 août, son secrétaire général intérimaire, Aimé Boji, estime que le dossier de son leader « est vide. »

« L'UNC condamne avec la dernière énergie les manœuvres dilatoires visant à nuire à la personne de Vital Kamerhe, au travers d'un procès dont le caractère politique n'est plus à démontrer », a défendu Aimé Boji, à l'issue d'une marche de ce parti politique.

Le parti de Vital Kamerhe a organisé vendredi 7 août des marches à travers le pays pour exiger la libération du directeur de cabinet du Chef de l'Etat, condamné à 20 ans de travaux forcés et détenu à la prison centrale de Makala, dans le cadre du procès des 100 jours.

L'UNC qui n'a jamais accepté ce verdict fustige une justice « à deux vitesses » car dans le même dossier, certains prévenus ont bénéficié de la liberté provisoire, ajoute Aimé Boji.

Son parti avait sollicité une liberté provisoire dans le procès en appel à la Cour de cassation. Mais cette requête a été rejetée mercredi 5 août.

« L'UNC demande à la Cour de cassation de dire le droit, rien que le droit. Elle lance un appel vibrant au Président de la République, autorité morale de la coalition CACH [Cap pour le changement] de veiller au bon fonctionnement de la justice dans notre pays », a sollicité Aimé Boji. Il appelle tous les militants de l'UNC de ne point prendre du repos « jusqu'à la libération totale de son président national. »

\*\*\*\*\*

RDC : Ensemble pour la République dénonce l'insécurité « orientée » contre Moïse Katumbi  
<https://www.radiookapi.net/2020/08/07/actualite/politique/rdc-ensemble-pour-la-republique-denonce-linsecurite-orientee-contre>

Publié le ven, 07/08/2020 - 23:27 Le comité de sages de la formation politique Ensemble pour la République dénonce l'insécurité « entretenue et orientée » contre son leader, Moïse Katumbi. Ce parti politique a fait cette observation, vendredi 7 août, après la découverte la veille, d'une balle dans la chambre à coucher de Moïse Katumbi.

D'après les signataires de ce communiqué, la résidence de Moïse Katumbi a été l'objet des tirs à balles réelles dans la nuit de mercredi à jeudi 6 août. Arrivés sur place, la police a constaté qu'une balle a perforé le plafond de la résidence pour atterrir dans sa chambre à coucher. Lors de cet incident poursuit le communiqué, Moïse Katumbi et toute sa famille étaient au village Kashobwe et le pire a été évité et aucune victime n'est à déplorer.

Ainsi, Ensemble pour la République demande-t-il au gouvernement de la République et aux autorités provinciales de prendre toutes les dispositions requises pour sécuriser le président Moïse Katumbi et toute sa famille.

Des sources proches de la police renseignent les enquêtes sont en cours. Il faudra donc attendre la fin pour en savoir un peu plus.

Au sujet des enquêtes, Salomon Idi Kalonda, l'un des signataires de ce communiqué et proche de Moïse Katumbi émet le vœu de les voir effectivement aboutir pour que toute la lumière soit faite et que l'on sache ce qui s'est réellement passé.

En outre, il plaide pour que Moïse Katumbi bénéficie aussi d'une sécurité rapprochée, en tant qu'ancien gouverneur de l'ex-Katanga.

\*\*\*\*\*

RDC : les cas d'Ebola dans la province de l'Équateur augmentent et dépassent la précédente épidémie (OMS)

<https://news.un.org/fr/story/2020/07/1073201>

16 juillet 2020 Santé | Les cas confirmés dans cette province du nord-ouest de la RDC ont maintenant dépassé le nombre total enregistré lors de l'épidémie précédente en 2018.

L'épidémie en cours, la onzième de la RDC, a été déclarée le 1er juin 2020 après qu'un groupe de cas a été détecté dans la région de Mbandaka, dans la province de l'Équateur. L'épidémie s'est depuis étendue à six zones sanitaires, avec 56 cas enregistrés. La ville de Mbandaka et ses environs ont également été le foyer de la neuvième épidémie d'Ebola du pays qui a duré de mai à juillet 2018 et dans laquelle 54 cas avaient été confirmés.

Sur les 56 cas signalés à ce jour, 53 sont confirmés et trois sont probables. Rien qu'au cours des trois dernières semaines, 28 cas ont été confirmés.

« La réponse à Ebola en pleine pandémie de Covid-19 est complexe, mais nous ne devons pas laisser la Covid-19 nous distraire de la lutte contre d'autres menaces sanitaires urgentes », a déclaré la Dre Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, dans un communiqué. Une riposte sanitaire confrontée à un manque de financement

La Dr. Moeti souligne que l'actuelle flambée d'Ebola se heurte à des vents contraires car les cas sont dispersés dans des zones reculées situées dans des forêts tropicales denses. « Cela rend la riposte coûteuse, car il est extrêmement difficile de faire parvenir les intervenants et le matériel aux populations touchées », a-t-elle ajouté.

La réponse actuelle à Ebola est également confrontée à un manque de financement. Jusqu'à présent, l'OMS a mobilisé 1,75 million de dollars, qui ne dureront que quelques semaines de plus.

Un soutien supplémentaire est nécessaire pour intensifier rapidement les efforts de l'agence sanitaire onusienne, des autorités sanitaires de la RDC et de ses partenaires afin de garantir que toutes les communautés touchées bénéficient de services essentiels, notamment l'éducation à la santé et l'engagement communautaire, la vaccination, le dépistage, la recherche des contacts et le traitement.

Une riposte qui s'appuie sur les enseignements des précédentes épidémies

Des progrès importants ont été réalisés depuis le début de l'épidémie. En six semaines, plus de 12.000 personnes ont été vaccinées. Lors de l'épidémie de 2018 en Équateur, il a fallu deux semaines pour commencer les vaccinations. Cette fois-ci, les vaccinations ont commencé dans les quatre jours qui ont suivi la déclaration de l'épidémie.

La réponse actuelle s'appuie sur les enseignements tirés des précédentes épidémies d'Ebola dans le pays, qui ont souligné l'importance de travailler en étroite collaboration avec les communautés.

Environ 90% des vaccinateurs de l'épidémie actuelle sont issus des communautés locales. La riposte a également permis d'exploiter l'expertise des techniciens de laboratoire formés lors de l'épidémie de 2018, 26 d'entre eux apportant actuellement leur soutien aux diagnostics. La collaboration avec les intervenants locaux inspire la confiance entre les communautés et les travailleurs de la santé et rend la réponse d'urgence plus efficace.

L'OMS, en collaboration avec le Ministère congolais de la santé et ses partenaires, s'est engagée auprès des communautés pour mieux faire comprendre le virus et obtenir un soutien local pour les activités de riposte. Plus de 40.000 foyers ont reçu la visite d'agents de santé communautaires et plus de 273.000 personnes ont reçu des informations sur la santé et la sécurité.

Mbandaka : grogne des agents de la riposte contre Ebola

<https://www.radiookapi.net/2020/08/07/actualite/sante/mbandaka-grogne-des-agents-de-la-riposte-contre-ebola>

Publié le ven, 07/08/2020

Les prestataires au Centre de Traitement d'Ebola, CTE, à Mbandaka ont manifesté ce vendredi 7 août dans les rues pour revendiquer deux mois de leurs primes.

Ils ont brûlé des pneus pour exprimer leur colère.

Ce qui a paralysé pendant quelques heures les activités de prise en charge des malades d'Ebola.

Les autorités sanitaires descendues sur les lieux les ont convaincus à reprendre le travail. Ce, en attendant la solution de Kinshasa dans un bref délai.

RDC : le nombre d'enfants séparés augmente rapidement avec la propagation du virus Ebola en Équateur

<https://news.un.org/fr/story/2020/07/1073711>

23 juillet 2020 Santé | « Comme nous l'avons vu lors des précédentes épidémies, le virus Ebola affecte les enfants de plusieurs façons, au-delà du risque immédiat d'infection et de décès », a déclaré le Représentant de l'UNICEF en RDC, Edouard Beigbeder, dans un communiqué.

« Que les enfants soient eux-mêmes infectés ou qu'ils voient leurs parents ou d'autres membres de leur famille infectés, ils ont besoin de soins et d'un soutien spécialisés, tant sur le plan physique que psychologique. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour minimiser l'impact de l'épidémie sur le bien-être des enfants », a précisé le défenseur des enfants.

Selon les registres du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, plus de 20 enfants âgés de 2 à 17 ans sont passés par l'un des quatre centres de traitement où la présence d'Ebola a été suspectée ou confirmée dans la province de l'Équateur.

Les enfants sont suivis de près dans des zones réservées du centre de traitement, où l'UNICEF et ses partenaires fournissent un soutien nutritionnel et psychosocial. En outre, le Fonds a fourni des soins de proximité à dix enfants de moins de 24 mois qui ont été séparés de leurs parents.

L'UNICEF et ses partenaires ont aidé au moins dix enfants dans des installations de protection temporaire pendant que l'un de leurs parents ou les deux subissent un dépistage ou un traitement dans l'un des quatre centres de traitement du virus Ebola dans la province. Toutefois, l'agence a besoin d'un soutien urgent pour construire des crèches à proximité des centres de traitement du virus Ebola afin de fournir des soins adéquats aux enfants séparés.

L'épidémie d'Ebola dans la province de l'Équateur en 2018 avait été maîtrisée en deux mois seulement, grâce à la rapidité et à l'ampleur de la réponse et au soutien des donateurs. L'agence précise que l'épidémie d'Ebola dans la province de l'Équateur en 2018 avait été maîtrisée en deux mois seulement, grâce à la rapidité et à l'ampleur de la réponse et au soutien des donateurs, mais qu'elle n'a toujours pas reçu de financement pour lutter contre la nouvelle épidémie, qui jusqu'à présent a enregistré 62 cas et 27 décès - dont deux enfants.

L'UNICEF exhorte les partenaires nationaux et les donateurs internationaux à soutenir la lutte contre le virus Ebola en Équateur et son action visant à fournir une assistance spécialisée aux enfants vulnérables, car les ressources ne suivent pas le rythme de l'épidémie.

La réponse serait entravée par le nombre limité d'organisations sur le terrain en Équateur, la lassitude des donateurs face au virus Ebola en RDC et la pression supplémentaire que l'épidémie croissante de Covid-19 exerce sur le système de santé affaibli du pays.

L'UNICEF estime que 6,98 millions de dollars sont nécessaires pour ses activités de lutte contre le virus Ebola en Équateur, la 11ème épidémie d'Ebola à frapper la RDC depuis 1976.

L'UNICEF a avancé 2 millions de dollars sur ses propres ressources pour répondre aux besoins critiques jusqu'à ce qu'un financement supplémentaire soit assuré.

---

## UGANDA

Ouganda : Museveni, au pouvoir depuis 1986, candidat à la présidentielle de 2021

Le président ougandais Yoweri Museveni (photo), au pouvoir depuis plus de 34 ans, a été désigné mardi candidat à la prochaine élection présidentielle prévue début 2021 par le parti au pouvoir, le Mouvement de la résistance nationale (NRM).

« Le président a été nommé aujourd'hui (mardi) porte-drapeau du parti pour les élections générales à venir », a déclaré à l'AFP le porte-parole du NRM, Rogers Mulindwa. « Il y a eu le désir commun au sein du parti que le président soit notre candidat au vu de son immense contribution pour le pays et pour l'Afrique. »

La candidature de M. Museveni doit être avalisée par la commission électorale en novembre. La date de l'élection présidentielle n'est pas encore connue mais le scrutin se tient traditionnellement en février.

Museveni avait accédé au pouvoir après avoir renversé avec son Armée de résistance nationale (NRA) le régime despotique de Milton Obote, au terme de cinq ans de lutte. Il avait entamé son long règne le 29 janvier 1986 et il est désormais à la quatrième place en terme de longévité à la tête de l'Etat sur le continent.

Museveni, 75 ans, est le seul président que la plupart des Ougandais connaissent, dans un pays où un habitant sur deux a moins de 16 ans. A l'initiative du parti au pouvoir, la Constitution avait été

modifiée courant 2019 pour supprimer la limite d'âge pour briguer la présidence, l'autorisant ainsi à se présenter pour un sixième mandat en 2021. Source AFP

\*\*\*\*\*

NRM sets date for delegates conference

<https://www.monitor.co.ug/News/National/NRM-sets-date-for-delegates-conference/688334-5605742-4j06dk/index.html>

Friday August 7 2020 By Allan Chekwech

Members of the National Resistance Movement (NRM) Secretariat and President Museveni were by last evening still locked up in a meeting at State House Entebbe to plan for today's Central Executive Committee (CEC) meeting.

The CEC, the NRM party top most decision-making organ, will – according to an August 5 letter signed by Mr Museveni - sit at State House, Entebbe, and is expected to kick off at 1pm.

Sources we spoke to in confidence last evening said the party had agreed to hold the National Delegates Conference from August 18 to August 20 in various districts across the country.

The meeting also resolved that vetting of candidates of the CEC executive positions would be held on Tuesday, August 11 – a week to the delegates conference.

The main activity at the delegates conference is election of office bearers for CEC. The chairperson and the Secretary General will also address the delegates.

The CEC positions contested for are national chairperson, first national vice chairperson, second national vice chairperson (female) and the six regional vice chairpersons representing Kampala, central, western, eastern, northern and Karamoja.

President Museveni was last week nominated as the sole candidate for the national chairperson slot and party presidential flag bearer.

\*\*\*\*\*

Museveni warns religious groups against hypocrisy

<https://www.monitor.co.ug/News/National/Banyankole-Museveni-Bizonto-Muhoozi-Nakyobe-churches-/688334-5605342-w8h88j/index.html>

Friday August 7 2020 By Monitor Reporter

President Museveni has described as nonsense, the raging tribal debates that have dominated the political and social space in the country.

The controversy recently came to the limelight after the arrest of several comedians, a musician and a journalist were arrested for allegedly promoting sectarianism.

On July 23, four members of Bizonto (the deranged), a comedy group were arrested after their parody-style skit went viral on different social media platforms.

The comedians said they intended to teach children, now stuck at home because schools are shut down, about the people who occupy strategic positions in the country.

They listed President Museveni, Chief of Defence Forces Gen David Muhoozi, and Lt Gen Muhoozi Kainerugaba, the senior presidential advisor on special operations.

The others they listed are: Bank of Uganda Governor Tumusiime Mutebile, Ministry of Finance Permanent Secretary Keith Muhakanizi, Commissioner General of Prisons Dr Johnson Byabashaija, Minister of Security Gen Elly Tumwine, Internal Security Organisation boss Col Bagyenda Kaka, Chief of Military Intelligence Maj Gen Abel Kandiho, commander of the Special Forces Command Maj Gen James Birungi, and the Electoral Commission chairperson, Mr Simon Byabakama.

When it came to the police force, the comedians pointed out its head, Mr Martins Okoth-Ochola, but were quick to add that Maj Gen Sabiiti Muzeeyi, the deputy Inspector General of Police, is very influential in decision making within the Force.

They then added Gen Muzeeyi's name to the earlier 11 to make 12 individuals. They urged their fans to teach their children who is who in the country, further urging them to pray for Uganda's leaders.

However, on Thursday, Mr Museveni penned a response that he shared on his social media platforms and rubbished the talk.

"The other wrong malignment is trying to cast the NRM as a system monopolised by people from western Uganda. Since you are allergic to history, otherwise, I would have reminded you that much of my time I was in Tanzania, Mozambique etc. How many Banyankore or Westerners were there? We fought in the Luwero Triangle. Many Ugandan groups were there: Baganda, Banyankore, Barugwaara, Baruuu, Barundi, Banyarwanda, Baruuli, Banyoro," he said.

Mr Museveni said: "There was an unclear picture trying to show some army people. Kindly, leave our armed forces out of the nonsense of tribal debates. They have serious work to do and they have done it well. Leave them out of your confusion. The only point one can say about that is recruitment in the Armed Forces is by quotas per district. You check during the recruitment time."

He said that he is quite comfortable without many Banyankore, or, indeed, any Munyankore around.

He cited Mr John Mitala, the Cabinet Secretary and Head of Public Service; a one Katuramu (Westerner- Kabalega's land), Haji Yunus Kakande; Secretary, Office of the President (a Muganda from Ddwaniro-Masuliita); Ms Lucy Nakyobe Mbonye, the State House Comptroller, (a Muganda of some place) and Dr Kenneth Omona, the Principal Private Secretary (an Acholi).

"I am quite comfortable without any big Munyankore in the vicinity. Do not tell us about those cheap things of tribes and religious sectarianism," he said. "The LDUs that you are complaining about were all recruited from Kampala and Wakiso. Are you trying to say that people of Wakiso and Kampala are bad because of mistakes of individuals against laid down laws, who are, moreover, punished for those mistakes?"

Mr Museveni said that he's not happy with the negative groups that are trying to lecture him about the importance of the church and mosques saying that they probably not know that he is the former President of the Scripture Union at Ntare School and a Bible enthusiast of some little weight.

He said that the actors should be careful about is bringing hypocrisy in the House or work of God.

"You remember what happened to Ananias? In the book of Acts, Chapter 5. He deceived God and died promptly. When you press for the unplanned opening of places of Worship or criticise our actions on that, are you bearing in mind the safety of the children of God or are you thinking about something else? Be careful with that side of opportunism. Churches and mosques are, of course, important when the situations are normal," he said.

He said that God is omnipresent, omniscient, and omnipotent and He cannot be duped.

Mr Museveni said that groups that say that he old, too weak and should let young people to lead Uganda do not know that, in NRM, leadership is not about biology (young, old, woman, man but ideology).

"Ideology is like diagnosis of a patient and prescribing treatment. Similarly, political actors, individuals or groups, must first carry out diagnosis of the society they want to lead and prescribe a cure in the form of ideology, strategy and programmes

Two of Uganda's main opposition politicians, Bobi Wine and Kizza Besigye, agreed an alliance that could pose the biggest challenge yet to ..



-----  
KENYA :

Uhuru moves key State agencies to National Treasury

<https://www.nation.co.ke/kenya/news/uhuru-moves-key-state-agencies-to-national-treasury-1914768>

Saturday August 08 2020 By NYAMBEGA GISESA

More by this Author

President Uhuru Kenyatta Friday transferred key corporations under the Transport and Infrastructure Ministry to the National Treasury.

In another baffling move, Mr Kenyatta appointed several board members, a function that is usually performed by Cabinet secretaries.

The President dropped Deputy President William Ruto's allies, awarding pro-Handshake individuals, notably Building Bridges Initiative social media mouthpiece Pauline Njoroge.

Ms Njoroge is now a board member of the Tourism Regulatory Authority.

The restructuring of government-run corporations seems to have affected the Transport and Agriculture ministries most.

\*\*\*\*\*

Death stalks Kajembe family as ex-Changamwe MP loses battle to illness

Friday August 07 2020

<https://www.nation.co.ke/kenya/news/death-stalks-kajembe-family-as-ex-changamwe-mp-loses-battle-to-illness-1914566>

Former Changamwe MP Ramadhan Kajembe died Friday, two weeks after he was admitted to Pandya Memorial Hospital in Mombasa County.

Jomvu MP Badi Twalib, the veteran politician's son-in-law, said he was admitted soon after his wife died.

Kajembe's second wife Zaharia died two weeks ago, with reports indicating that she suffered Covid-19 complications.

The politician lost his first wife Aziza four months before Zaharia's death.

Mr Twalib denied reports that Mr Kajembe, a former assistant minister, also suffered from complications related to the coronavirus.

"We are not experts so we cannot say he had those complications. What I know is that he had another disease, which led to his admission to the hospital," he said.

\*\*\*\*\*

Co-op Bank finally takes over Jamii Bora Bank

<https://www.the-star.co.ke/business/kenya/2020-08-07-co-op-bank-finally-takes-over-jamii-bora-bank/>

Last month, JBBL shareholders unanimously backed the proposal in an extra-ordinary general meeting that allowed Co-op Bank to acquire a 90 per cent stake.

Co-operative Bank Group has finally acquired mid-tier lender, Jamii Bora Bank, Central Bank of Kenya has announced.

This follows CBK's approval on August 3, under section 13 (4) of Banking Act and approval by Treasury cabinet secretary the following day.

In a statement, the apex bank said the transaction will diversify the business model of the two institutions, benefiting Co-op Bank's shareholders and enhancing the resilience of the Kenyan banking sector.

Last month, JBBL shareholders unanimously backed the proposal in an extra-ordinary general meeting that allowed Co-op Bank to acquire a 90 per cent stake and rights to appoint the board to run the tier III lender.

In the transaction, Co-op Bank will be issued with 224.1 million new "Class A" shares equivalent to 90 percent shareholding, while the stake of the existing shareholders will be diluted to 10 per cent. JBB's existing issued 24.9 million ordinary shares of Sh66 each will now be re-designated and re-classified as Class B ordinary shares, giving owners room to share in future profits as opposed to cashing out at once.

\*\*\*\*\*

Faced with pensions time bomb, Kenya asks government workers to pay up

By David Ochieng Mbewa - August 5, 2020

<https://africa.cgtn.com/2020/08/05/faced-with-pensions-time-bomb-kenya-asks-government-workers-to-pay-up/>

Kenya launched a contributory pension scheme for hundreds of thousands of government workers on Wednesday, to prevent a crisis in the government's finances from growing retirement obligations.

The East African nation, which is facing reduced tax revenue due to the coronavirus crisis and ballooning debt repayments, has been spending 2.9% of its annual budget on pensions payments, the ministry of finance said, in a plan that does not involve contributions by individual workers. Its annual pension bill is projected to climb to more than 100 billion shillings (\$926.78 million) in the financial year started last month, from 27.9 billion shillings in 2013/14.

"If unchecked, the spiralling pension costs will rapidly get out of control in the very near future," Julius Muia, the principal secretary at the finance ministry, told an online launch ceremony.

Under the new scheme, which will kick in next January, employees will be allowed to contribute up to 30% of their monthly salary to a fund, which is expected to collect more than 3 billion shillings every month.

The scheme will be managed by an independent board of trustees, said Ukur Yatani, the finance minister.

-----

SOUTH SUDAN :

Au Soudan du Sud, la violence menace de famine plus de 60.000 personnes (ONU)

<https://news.un.org/fr/story/2020/07/1073681>

23 juillet 2020 Aide humanitaire | La persistance d'une violence récurrente à Jonglei et dans la zone administrative du Grand Pibor, dans la partie orientale du Soudan du Sud, a déjà déplacé plus de 60.000 personnes et compromet la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de plus en plus de personnes, ont alerté les deux agences alimentaires de l'ONU, dans un communiqué.

Le PAM et la FAO craignent que la violence n'ait mis fin à l'exploitation agricole. Ce qui réduirait les récoltes pour le reste de l'année et priverait les communautés de bétail, comme source de nutrition. « Au plus fort de la principale saison des semis, l'insécurité empêche les agriculteurs de se rendre dans leurs champs pour cultiver des cultures vivrières. Et les éleveurs ne sont pas en mesure de suivre leurs schémas migratoires traditionnels pour faire paître leurs animaux », a déclaré Meshack Malo, représentant de la FAO au Soudan du Sud.

Plus de 430 tonnes de denrées alimentaires du PAM pillées

« Lorsque les raids sur le bétail font partie de la violence, les communautés perdent des animaux essentiels à leurs moyens d'existence et ne peuvent pas participer à des activités agricoles productives, ce qui entraîne une plus grande sécurité alimentaire », a-t-il ajouté. Or selon le Représentant du PAM au Soudan du Sud, Matthew Hollingworth, il est difficile de « remplacer les calories que le lait donne aux enfants lorsque le bétail est pris et qu'une année de lait est perdue ». « Et nous avons à peine les ressources suffisantes pour répondre aux besoins actuels », a fait valoir M. Hollingworth.

En outre, la violence a entraîné le pillage de l'aide alimentaire humanitaire qui devait servir à soutenir les personnes les plus vulnérables. Plus de 430 tonnes de denrées alimentaires du PAM ont été perdues à la suite du pillage des entrepôts de l'agence onusienne et de ses partenaires dans les zones touchées. « Il n'y aura pas de vainqueur dans ce conflit : cette violence risque de provoquer une insécurité alimentaire calamiteuse à long terme dans toute cette région, pour le reste de l'année », a déploré M. Hollingworth.

La violence dans l'est du Soudan du Sud augmente le nombre de personnes souffrant de la faim juste au moment où le pays est actuellement dans une période de soudure annuelle. Au moins 6,5 millions de personnes - plus de la moitié de la population totale - sont confrontées à une grave insécurité alimentaire aiguë et ont besoin d'une aide humanitaire.

Selon un rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), la zone administrative de Pibor est maintenant confrontée à des niveaux d'urgence d'insécurité alimentaire (IPC Phase 4). Au début de l'année, trois comtés de Jonglei comptaient des personnes classées à un niveau « catastrophique » d'insécurité alimentaire (IPC Phase 5).

« Leur sécurité alimentaire ne devait s'améliorer que si une aide alimentaire humanitaire cohérente pouvait être fournie. Mais cela s'est avéré impossible en raison des combats dans la région », ont prévenu la FAO et le PAM.

\*\*\*\*\*

Floods displace 150,000 people in eastern South Sudan

<https://africa.cgtn.com/2020/08/07/floods-displace-150000-people-in-eastern-south-sudan/>

By Christine Maema

At least 150,000 people have been displaced from their homes due to heavy flooding in the eastern Jonglei state in South Sudan, local authorities said on Friday.

Gabriel Deng Ajak, state director for Relief and Rehabilitation Commission, said thousands of people have been displaced in most parts of Jonglei region, which has also been experiencing inter-communal violence since July.

“It is terrible. People have been displaced in Bor town, Twic East due to flooding. The population in the Jonglei region in the places of Bor, Twic East, Duk and Ayod is about 150,000 people,” Ajak said while speaking to Xinhua on phone.

He said the water level has risen by 1.5 meters following heavy rainfall since July.

Inter-communal violence has affected 400,000 people in the region prior to flooding, Ajak said.

United Nations agencies said last year that an estimated 900,000 people were displaced due to flooding in Jonglei, Pibor and Eastern Equatoria regions.

The World Food Program and the UN Food and Agriculture Organization recently warned that 60,000 people in South Sudan were staring at hunger due to inter-communal violence in Jonglei and Pibor regions.

The agencies said the violence in eastern South Sudan is making more people suffering from hunger, when the country is in its annual lean season, where at least 6.5 million people, or more than half of the country's population, are already facing severe acute food insecurity and in need of humanitarian assistance.

South Sudan is currently implementing a fragile peace deal signed in 2018 to end more than six years of conflict.

\*\*\*\*\*

South Sudan refugee athlete named UNHCR goodwill ambassador

By Nyawira Mwangi - August 5, 2020 <https://africa.cgtn.com/2020/08/05/south-sudan-refugee-athlete-named-unhcr-goodwill-ambassador/>

A South Sudanese refugee athlete has been named by the UN refugee agency as the UNHCR's newest goodwill ambassador in a bid to champion refugees rights.

Yiech Pur Biel, who fled South Sudan's conflict in 2005 to Kakuma refugee camp in Kenya at the age of ten, was named on Tuesday as a UNHCR goodwill ambassador to continue to advocate for the rights of the displaced whilst he continues his training to be on the Refugee Olympic team in Tokyo 2021.

"Pur devoted himself to athletic training despite the intense heat and basic facilities lacking in the camp. He trained at the Tegla Loroupe camp in Nairobi, and began running competitively in 2015, before being part of the first Refugee Olympic Team at the Rio 2016 Olympic Games," said UNHCR in a statement.

It said Pur's appointment comes at a time when UNHCR's Global Trends report states that over 79.5 million people worldwide are forcibly displaced.

South Sudan's long history of displacement, both before and after its independence in 2011, is listed by the report as a major crisis which contributed significantly to global displacement, said the UN refugee agency.

"It is a huge honor for me to be able to use my status as an athlete to help refugees and displaced people, to share my own story and those of other refugees like me and make sure that refugees all over the world have a voice," said Pur, a track and field athlete.

"I want to be an ambassador for refugees everywhere and I am so happy to be able to continue my commitment to working with UNHCR, the UN Refugee Agency, helping refugees not only to survive but also to thrive. This work is incredible and vitally important to so many people all over the world," he added.

Following Rio 2016, Pur worked further with the International Olympic Committee and joined the board of the Olympic Refugee Foundation.

His most recent competitive sporting competitions include the 2018 African Athletics Championships in Nigeria, and the 2019 Harmony Geneva Marathon. He is now training and studying in the U.S

SUDAN :

Soudan : 60 personnes tuées au Darfour sur fond de forte augmentation de la violence dans la province

<https://news.un.org/fr/story/2020/07/1073951>

27 juillet 2020 Paix et sécurité | Cette attaque est l'une des dernières d'une série d'incidents de sécurité signalés au cours de la semaine dernière, qui ont laissé plusieurs villages et maisons incendiés, des marchés et des magasins pillés, et des infrastructures endommagées, en particulier autour de la capitale El Geneina et du village de Masteri, dans la localité de Beida.

L'escalade de la violence dans différentes parties de la province soudanaise entraîne une augmentation des déplacements, compromet la saison agricole, provoque des pertes de vies et de moyens de subsistance et entraîne des besoins humanitaires croissants.

Le gouvernement du Darfour occidental a décrété un verrouillage complet de la ville d'El Geneina et de la localité de Beida, à compter du 20 juillet et jusqu'à nouvel ordre. Le gouvernement du Darfour Nord avait déclaré, le 13 juillet, l'état d'urgence, suite à la récente escalade de la violence à Kutum.

Au moins sept événements violents ont été signalés du 19 au 26 juillet, faisant des dizaines de morts ou de blessés, plusieurs villages et maisons incendiés, un nombre non confirmé de personnes déplacées, selon les données préliminaires recueillies par les humanitaires sur le terrain.

Suite aux combats, le Wali (gouverneur) du Darfour occidental a déclaré un verrouillage complet de la ville d'El Geneina et de la localité de NBeida, à compter du 20 juillet et jusqu'à nouvel ordre.

Selon les humanitaires, plusieurs personnes ont quitté leurs maisons et se sont déplacées vers la ville d'El Geneina, s'abritant dans des bâtiments publics, notamment des écoles. D'après certains rapports provenant du terrain, les habitants de plusieurs villages d'El Geneina et de Beida fuient leurs localités, craignant de nouvelles attaques et davantage de violence.

Les rapatriés des villages de Melibeda et de Faganta, à Beida, auraient fui vers le Tchad voisin pour la deuxième fois cette année, et les habitants des villages de Megmeri et d' Afandi auraient quitté leurs maisons et se seraient réfugiés dans le village de Sisi, dans la localité de Kereinik, selon les données préliminaires des travailleurs humanitaires.

D'autres régions du Darfour affectées par la violence

La violence augmente également dans d'autres États de la région du Darfour, notamment les récentes attaques contre les populations déplacées à Fata Bono, dans le nord du Darfour, dans les villages de Kass, Gerieda et Abdoss, dans le sud du Darfour, entre autres incidents.

Les attaques et les affrontements, en pleine saison agricole, provoquent des pertes de vies et de moyens de subsistance et entraînent une augmentation des besoins humanitaires.

Dans l'ensemble des États du Darfour, on estime que près de 2,8 millions de personnes sont en situation de grave insécurité alimentaire de juin à septembre, dont plus de 545 000 dans le seul Darfour occidental.

La violence croissante entrave les opérations humanitaires au Darfour occidental. Avec l'annonce d'un couvre-feu quotidien de 24 heures, tous les mouvements de personnes sont restreints, y compris le personnel humanitaire. L'accès à la nutrition, à l'eau et à l'assainissement, à l'éducation, à la santé et à d'autres services essentiels a été compromis.

Les organisations humanitaires travaillent toutefois avec la Commission d'aide humanitaire du gouvernement pour autoriser les mouvements des travailleurs humanitaires, et les évaluations devraient commencer le 27 juillet.

Selon le Bureau des Nations Unies pour l'aide humanitaire (OCHA) des plans de préparation et d'intervention sont déjà en place. Les lacunes éventuelles en matière de réponse deviendront plus claires après la réalisation des évaluations.

\*\*\*\*\*

Sudan rejects Ethiopian proposal on filling GERD

By Dinah Matengo - August 5, 2020

<https://africa.cgtn.com/2020/08/05/sudan-rejects-ethiopian-proposal-on-filling-gerd/>

Sudan on Tuesday announced its rejection of an Ethiopian proposal regarding the filling and operation of the Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD), said Sudan's Irrigation and Water Resources Ministry in a statement.

According to the statement, Sudan rejected the Ethiopian proposal as it stipulates that an agreement should only be about the first phase of the filling of the GERD, while it links the agreement with reaching a comprehensive treaty regarding the Blue Nile water.

The precondition for Sudan's participation in the Nile dam talks is that an agreement on the filling and operation of the GERD should not be linked with reaching a treaty on the Blue Nile water, it said.

Sudanese Irrigation and Water Resources Minister Yasir Abbas sent a letter to South Africa's minister of international relations and cooperation concerning Ethiopia's changed stance, the statement said.

It noted that Abbas thought a message from his Ethiopian counterpart on Tuesday prompted "serious concerns regarding the course of the current talks, the progress achieved and the understandings reached."

"The Ethiopian proposal represents a great change in the Ethiopian stance and threatens the continuation of the talks led by the African Union," said Abbas, adding that the proposal constitutes a violation of the Declaration of Principles signed by Sudan, Egypt and Ethiopia in March, 2015.

On Monday, Sudan, Egypt and Ethiopia resumed a new round of talks on the filling and operation of the GERD.

Ethiopia, which started building the 4-billion-dollar GERD in 2011, expects to produce over 6,000 megawatts of electricity to push the country's development.

Egypt, a downstream Nile Basin country that relies on the river for its fresh water, is concerned that the dam might affect its 55.5-billion-cubic-meter annual share of the water resources

\*\*\*\*\*

Egypt, Sudan, Ethiopia resume Nile dam talks

<https://africa.cgtn.com/2020/08/04/egypt-sudan-ethiopia-resume-nile-dam-talks/>

By Dinah Matengo - August 4, 2020

Sudan, Egypt and Ethiopia on Monday resumed a new round of talks to resolve a years-long dispute over the operation and filling of the Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD), according to Sudan's Irrigation and Water Resources Ministry.

"The three parties agreed to continue the negotiations at the level of experts and to return to the talks at the ministerial level on Aug. 6," the ministry said in a statement.

The talks came a day after tens of thousands of Ethiopians flooded the streets of their capital, Addis Ababa, in a government-backed rally to celebrate the first stage of the filling of the Grand Ethiopian Renaissance Dam's 74 billion-cubic-meter reservoir.

Ethiopia says the dam will provide electricity to millions of its nearly 110 million citizens, help bring them out of poverty and also make the country a major power exporter.

Egypt, which depends on the Nile River to supply its booming population of 100 million people with fresh water, asserts the dam poses an existential threat.

Sudan, says the project could endanger its own dams — though it stands to benefit from the Ethiopian dam, including having access to cheap electricity and reduced flooding.

Irrigation ministers of Egypt, Sudan and Ethiopia took part in Monday's talks, which were held online amid the coronavirus pandemic. The virtual meeting was also attended by officials from the African Union and South Africa, the current chairman of the regional block.

Key sticking points remain, including how much water Ethiopia will release downstream if a multi-year drought occurs and how the countries will resolve any future disputes. Egypt and Sudan have pushed for a binding agreement, which Ethiopia rejects and insists on non-binding guidelines.

\*\*\*\*\*



Sudan welcomes Pompeo comments on ending terror listing / Sudan says removal from a US terror blacklist imminent

By Nyawira Mwangi - August 2, 2020 <https://africa.cgtn.com/2020/08/02/sudan-welcomes-pompeo-comments-on-ending-terror-listing/>

Sudan's government has welcomed remarks from US Secretary of State Mike Pompeo this week that he would like to delist Sudan as a state sponsor of terrorism, local media reported.

Pompeo has repeatedly indicated that the State Department hopes to remove the designation, which severely impedes investment to Sudan, but disputes have arisen on a compensation package over the 1998 bombings of two US embassies.

The US top diplomat told the Senate Foreign Relations Committee on Thursday that legislation on a settlement should come before Congress "in the very, very near term".

According to an English-language report by official news agency SUNA, the Sudanese transitional government on Saturday welcomed Pompeo's statement and "promised to do its level best to meet the requirements that would help the (American) administration" take "positive action".

Independent online news site Sudan Tribune reported the government had said in a statement that it "is ready to continue working with the US administration to remove Sudan from the list of state sponsors of terrorism and enter into a partnership relationship that benefits both countries".

Pompeo said that the fall of longtime dictator Omar al-Bashir following mass protests and the nearly year-old government of a civilian prime minister, Abdalla Hamdok, marked "an opportunity that doesn't come along often".

"There's a chance not only for a democracy to begin to be built out, but perhaps regional opportunities that could flow from that as well," he said.

"I think lifting the state sponsor of terrorism designation there if we can... take care of the victims of those tragedies would be a good thing for American foreign policy," Pompeo said.

According to SUNA, Hamdok reaffirmed "his commitment to continue exerting efforts with all friends in the United States and abroad" to bring the issue to a close and for Sudan to fully return to "be part of the international community".

Bashir had welcomed Al-Qaeda chief Osama bin Laden and Sudan was accused of aiding jihadists who blew up the embassies in Kenya and Tanzania, killing 224 people and injuring around 5,000 others.

Sudan's new government has agreed to a compensation package but a dispute has arisen over higher payments to Americans than to Africans, who accounted for the vast majority of the casualties.

ETHIOPIA :

How the murder of musician Hachalu Hundessa incited violence in Ethiopia: Part II  
<https://globalvoices.org/2020/08/07/how-the-murder-of-musician-hachalu-hundessa-incited-violence-in-ethiopia-part-ii/>

Social media flooded with conspiracy theories, hate speech & disinformation

Posted 7 August 2020 18:16 GMT

Editor's note: This is a two-part analysis on Hachalu Hundessa, a popular Oromo musician whose murder incited ethno-religious motivated violence fueled by disinformation online. Read Part I here.

Within an hour of musician Hachalu Hundessa's assassination on June 29 in Addis Ababa, Ethiopians netizens hit social media with scattershot conspiracy theories, hate speech & disinformation campaigns — particularly on Facebook, Twitter and YouTube.

Most of these conspiracy theories tap into the country's divisive historical issues with incendiary words that pitted Amhara and the Oromo communities against each other. Hachalu was an Oromo who wrote critical songs and spoke openly of fractured politics in Ethiopia.

Stories began to circulate that Hachalu's murder was orchestrated by government authorities — and by some accounts, by Prime Minister Abiy Ahemd himself, seen by many diaspora-based Oromo activists as a stooge of the Amhara people. The term neftegna or “riflemen,” is often hurled as a dog-whistle reference to Amhara people, Ethiopia's second-largest ethnic group after the Oromo. [...]

\*\*\*\*\*

#### Aftershocks of an assassination

August 5, 2020 by Yared Tsegaye | <https://www.ethiopia-insight.com/2020/08/05/aftershocks-of-an-assassination/>

#### A killing, chaos, and a crackdown

A fusillade of gunfire erupted about 6.30 in the morning of 30 June at the Bole Arabssa Condominium and the adjoining Ayat and Chefe areas of Addis Ababa. The cacophony spread throughout the morning, frightening local residents. But the fearsome racket wasn't what they might have thought. Instead it was a ritual common in rural Oromo communities to mourn the passing of a great soul.

The night before, the iconic musician Hachalu Hundessa Bonsa, who had become a leading voice of the Oromo protest movement since 2015, had been assassinated. The shooting occurred at the Gelan Condominium, a compound in Addis Ababa's Akaki Sub-City.

News of Hachalu's death spread quickly on social media. The next morning's eruption of violence produced scenes of devastation in parts of the city.

“It was heartbreaking news for all of us,” said one Ayat resident who works as a tour operator.

“There was a bad atmosphere throughout the night, which is a sign that the city will be violent the next day,”

The morning after the killing, large stones were strewn across many streets in the capital, blocking traffic. Young men were burning tyres and shouting from behind the columns of smoke in the Bole Arabssa and Ayat neighborhoods. Within hours, the four main routes into Addis from the Oromia region were crowded with young Oromo representing the ‘Qeerroo’, an informal structure that acts as a protector of traditional Oromo culture and society.[...]

\*\*\*\*\*

#### Ethiopia urged to allow peaceful demonstrations, investigate protestor deaths

<https://news.un.org/en/story/2020/07/1068781>

Independent UN human rights experts are urging the Ethiopian authorities to allow peaceful demonstrations, in a new appeal for investigations into the deaths of people protesting the recent killing of a popular singer and activist from the Oromo ethnic group.

Hachalu Hundessa was gunned down on 29 June, sparking a week of violent protests in the Oromia region and the capital, Addis Ababa. The Government also then shut down internet access amid the unrest.

Although officials said 166 people were killed in the protests, unofficial reports put the number much higher, the four experts said on Tuesday. Meanwhile some 2,000 people, including opposition leaders, were arrested, according to the police.

“Even the basic facts are not clear but the scale of arrests is deeply disturbing”, they stated.

“It is essential that the authorities hold a thorough and transparent investigation to determine exactly what happened”, said the UN experts. “Those responsible for deaths of civilians must be held to account.”

### Training and reform needed

They recommended that security forces be reformed and trained to manage mass gatherings.

“We also call on Ethiopian authorities to respect the right to peaceful assembly, and to refrain from using force during future protests”, they added.

The UN experts also welcomed the restoration of broadband and wireless internet in Ethiopia, on 15 July.

‘Extremely difficult’ to verify deaths, injuries

They said the internet blackout had made it “extremely difficult” to verify the number of people killed and injured during the protests, “nor has it been possible to determine the exact circumstances surrounding the violence.”

The human rights experts who issued the statement are Clément Nyaletsossi Voule, UN Special Rapporteur on the right to peaceful assembly and association; Agnes Callamard, Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions; David Kaye, Special Rapporteur on the promotion and protection of the right to freedom of opinion and expression, and Mary Lawlor, Special Rapporteur on the situation of human rights defenders.

UN independent experts are appointed by the Human Rights Council to monitor specific country situations or thematic issues.

They are neither UN staff, nor are they paid by the Organization.

\*\*\*\*\*

### Egypt pulls out of talks on Nile dam

<https://www.arabnews.com/node/1715046/middle-east>

CAIRO: Egypt has pulled out of talks on the controversial \$4 billion dam on the Blue Nile amid a growing dispute with Ethiopia over access to water.

Both Egypt and Sudan fear the Grand Ethiopian Renaissance Dam, which is being built about 15 km from the Ethiopian border with Sudan, could cause water shortages upstream. Sudan is also concerned about the structure’s safety.

The Blue Nile is a tributary of the Nile River, from which Egypt’s 100 million people obtain 90 percent of their freshwater.

Discussions among the three countries have made little progress. The Water Ministry in Cairo said on Wednesday that Ethiopia had put forward a draft proposal that lacked regulations on the operation of the dam, or any legal obligations. The draft also lacked a legal mechanism for settling disputes, the Egyptian ministry said.

“Egypt and Sudan demanded meetings be suspended for internal consultations on the Ethiopian proposal, which contravenes what was agreed upon during the African Union summit,” it said.

Sudan’s Irrigation Ministry said the latest Ethiopian position raised new fears over the track the negotiations had been on.

“We stress the seriousness of the risks that the dam represents for Sudan and its people, including environmental and social risks, and for the safety of millions of residents along the banks of the Blue Nile,” the ministry said.

“This reinforces the need to reach a comprehensive agreement covering both filling and operation.”

\*\*\*\*\*

### Ethiopian premier in Eritrea to discuss regional issues

<https://www.aa.com.tr/en/africa/ethiopian-premier-in-eritrea-to-discuss-regional-issues/1914767>

Abiy Ahmed welcomed by Eritrean President Isaias Afwerki in capital Asmara

Addis Getachew Tadesse | 18.07.2020 Addis Ababa, Ethiopia

Ethiopia’s prime minister arrived in Eritrea on an official visit on Saturday.

Abiy Ahmed was welcomed in the capital Asmara by Eritrean President Isaias Afwerki and other senior officials.

The two leaders will confer on bilateral and regional issues, according to a statement by the Ethiopian premier's office.

Relations between the neighboring countries were restored in June 2018 after two decades of mistrust and tensions.

They fought a bloody war from 1998 to 2000 that claimed around 70,000 lives.

Abiy won the 2019 Nobel Peace Prize for leading efforts to normalize Ethiopia and Eritrea's ties and for making regional peace a priority.

\*\*\*\*\*

Ethiopia objects to Egyptian base plans in Somaliland

Proposed Egyptian military base in self-declared breakaway territory Somaliland causes regional tension

Addis Getachew | 07.08.2020 <https://www.aa.com.tr/en/africa/ethiopia-objects-to-egyptian-base-plans-in-somaliland/1934835>

ADDIS ABABA, Ethiopia

Ethiopia said Friday the relations Egypt wants to establish with territories in the East Africa region must not come at the cost of Ethiopian interests.

Addressing a weekly news briefing, Ethiopian Foreign Ministry spokesperson Dina Mufti said, "Egypt as a sovereign country reserves the right to establish relations with any country [in the region]. But this should not come at the expense of Ethiopia's stability."

Recent reports have said Egypt is trying to establish a military base in Somaliland, a breakaway state in northern Somalia not recognized as an independent country.

Late in July, a delegation from Egypt met with Musa Bihi Abdi, Somaliland's self-declared leader, and reportedly proposed setting up a military camp in the northwestern part of the territory.

The Ethiopian government said it was following developments very closely.

"That is a red line for us," he said, adding that Ethiopia wants friendly relations with Somaliland, despite its non-state status.

Some analysts see Egypt's move as retaliation against Somalia, a country that supports Ethiopia's rights on the Nile as Ethiopia and Egypt continue to wrangle over Ethiopia's \$5 billion hydroelectric Nile dam, the Grand Ethiopian Renaissance Dam (GERD).

After the failure of US-sponsored talks this February between Ethiopia, Sudan and Egypt, the African Union brought the three countries together for continued negotiations in June.

Last week, Ethiopia submitted a proposal on the filling of the dam – a proposal met with misgivings by Egypt and Sudan, which asked for time to review it.

SOMALIE :

DEFENSE / UNION AFRICAINE : Le Burundi à la tête du commandement de l'AMISOM

Posted on : 3 août 2020- by Pascal Nahimana <https://www.burundi-forum.org/la-une/globalisation/defense-union-africaine-le-burundi-a-la-tete-du-commandement-de-lamisom/>

MOGADISCIO (SOMALIE), 2/08/2020 – Le Lieutenant Général NDEGEYA Diomède, de la Force de Défense Nationale du Burundi, est le nouveau commandant des forces de l'African Union Mission In Somalia (AMISOM). Remplaçant le Lieutenant Général TIGABU Yilma de la force armée éthiopienne. Ce dernier était à la tête de l'AMISOM depuis janvier 2019.

L'AMISOM est une force de paix de l'Union Africaine. Coordonnée avec le Conseil de Sécurité de l'ONU. Elle comprend les armées du Burundi, de Djibouti, de l'Ethiopie, du Kenya et de l'Ouganda.

\*\*\*\*\*

Somalia: Al-Shabaab attack kills at least 8 soldiers

<https://www.aa.com.tr/en/africa/somalia-al-shabaab-attack-kills-at-least-8-soldiers/1932801>

Military official says 6 al-Shabaab terrorists were also killed during attack

Mohammed Dhaysane | 05.08.2020

MOGADISHU, Somalia

At least eight Somali government soldiers were killed and several wounded on Wednesday when al-Shabaab terrorists attacked a military base in the southwestern Bay province.

Somali government spokesman Ismail Mukhtar Oronjo told Anadolu Agency over the phone that al-Shabaab terrorists attacked a Somali national army base in Daynuneey.

When a company of soldiers came under attack by al-Shabaab terrorists on Wednesday, a commander was among those killed, Oronjo said.

After the attack, a military vehicle carrying reinforcements was targeted in a roadside blast, wounding several soldiers, he added.

Ali Ibrahim, a military official, told Anadolu Agency that more than six al-Shabaab fighters were also killed during fierce fighting with the Somali army.

Al-Shabaab claimed responsibility for the attack via the internet.

Daynuneey is a small town located 25 kilometers (15 miles) from Baidoa, the state's administrative capital.

Al-Shabaab was behind a 2017 truck-bomb attack in the capital Mogadishu that took some 600 lives, the worst attack in the Horn of Africa country's history.

\*\*\*\*\*

Suicide attack in Mogadishu kills at least 2

MOGADISHU, Somalia Attack targeted in busy restaurant near Mogadishu seaport

Mohammed Dhaysane | 03.08.2020 <https://www.aa.com.tr/en/africa/suicide-attack-in-mogadishu-kills-at-least-2/1930429>

At least two people were killed and several others wounded when a suicide bomber targeted a busy restaurant in Mogadishu's Hamar Jajab neighborhood on Monday.

Ismail Mukhtar Oronjo, the Somali government spokesman told Anadolu Agency over the phone that a suicide bomber wearing suicide vests blew himself up at the gate of a busy restaurant called Lul Yamani in Mogadishu, killing at least two and wounding several others.

"The attacker wanted to enter the restaurant but one of the security guards stopped him before entering. His main goal was to kill many people during the lunch time," Oronjo said.

Somali police spokesman Sadak Adan also confirmed the suicide attack, without providing further details.

Lul Yamani is a busy restaurant located near the heavily fortified central prison in the Somali capital Mogadishu.

No group has yet claimed responsibility for the attack but Somali-based al-Qaeda affiliated group al-Shabaab had claimed responsibility for the recent attacks in the Horn of African nation.

\*\*\*\*\*

Somalia: Grenade attack kills 1, wounds 5

No group has yet claimed responsibility for attack killing deputy district commissioner in lower Shabelle region

Mohammed Dhaysane | 03.08.2020 <https://www.aa.com.tr/en/africa/somalia-grenade-attack-kills-1-wounds-5/1929952>

A grenade explosion in Somalia's lower Shabelle region killed a deputy district commissioner and wounded five others, an official said on Monday.

Gunmen targeted the home of Mohamed Abdullahi Kosto in the Wanlaweyn town with hand grenades on Sunday night, Ibrahim Hassan, a local police official, told Anadolu Agency over the phone.

"Mohamed Abdullahi Kosto, deputy district commissioner who was also acting district commissioner, was killed in the attack. At least five people including his father and his wife were also wounded," Hassan said.

The wounded, with children among them, were rushed to a district hospital for treatment, he added. Police officers in the town arrived at the scene and started an investigation but no one has yet been arrested for the attack, according to local media.

No group has yet claimed responsibility for the grenade attack in Wanlaweyn, 90 kilometers (55 miles) southwest of the capital Mogadishu.

The attack came hours after the Somali military said it had conducted a military operation against Somali-based al-Qaeda affiliated group al-Shabaab in lower Juba region, killing at least five militants, including Al-Shabaab's regional financial coordinator.

\*\*\*\*\*

Famous Somali humanitarian Hawa Abdi dies at 73

She passed away in capital Mogadishu after short illness, her family says

Mohammed Dhaysane | 05.08.2020 <https://www.aa.com.tr/en/africa/famous-somali-humanitarian-hawa-abdi-dies-at-73/1932383>

MOGADISHU, Somalia Hawa Abdi Dhiblawe, a renowned Somali doctor and human rights activist, died on Wednesday in the capital Mogadishu after a short illness. She was 73.

Amina Abdi, her daughter, confirmed the news of her death to reporters.

In a statement, Somalia's Information Ministry said: "She was a Somali mother who established a free hospital for vulnerable Somali women and children outside Mogadishu."

Dr. Ahmed Hassan, who has known her for many years, told Anadolu Agency by phone she came up with the idea of establishing free medical camps for internally displaced persons (IDPs).

"What she has done was heroic and she will be remembered fondly forever in Somalia's history," he added.

People also took to social media to recall her services for the nation.

"She was a doctor who donated her backyard to treat IDP mothers & children in Mogadishu's outskirts," Mohamed Abdi, a Twitter user said.

Dhiblawe was also nominated for the Nobel Peace Prize in 2012.

\*\*\*\*\*

1 of 3 Somali troops to be trained by Turkey: Envoy

<https://www.aa.com.tr/en/africa/1-of-3-somali-troops-to-be-trained-by-turkey-envoy/1931275>

Nearly 2,500 Somali soldiers trained by Turkish military staff so far, with target of 5,000, says Turkish ambassador

Lokman Ilhan and Zuhail Demirci | 04.08.2020

MOGADISHU, Somalia With roughly one of three Somali soldiers trained by the Turkish Armed Forces, military cooperation in this area between the two countries is of critical importance, Turkey's ambassador to the East African nation said Tuesday.

In an interview, Mehmet Yilmaz told Anadolu Agency that the multilateral relations of both countries spanned many fields from military to health and education.

Yilmaz said Turkey and Somalia shared deep-rooted and historical relations and that Turkish President Recep Tayyip Erdogan's visit in 2011 while Somalians were struggling with drought, carried bilateral ties to the next level.

At the time, Erdogan became the first non-African leader to visit Somalia in two decades and was met with an enthusiastic welcome from the Somali nation, said Yilmaz, adding that this diplomatic initiative brought Somalia to the attention of the international community.

He went on to say that the Turkish Task Force Command in Somalia -- Ankara's largest overseas military training facility -- trained Somali soldiers and helped the country ensure its security and fight terror groups.

Stressing that the withdrawal of the African Union Mission to Somalia (AMISOM) was under discussion as part of the Somalia Transition plan, he said the number of AMISOM soldiers had recently been reduced by 2,000 troops and that a full withdrawal depended on the country's ability to assemble its own security forces.

He argued that Turkey provided the best quality military training assistance to Somalia, adding that the officers that had already graduated from Ankara's training center would form the backbone of the Somali army.

Yilmaz said Turkey had promised to raise 5,000 soldiers, saying that Somali soldiers first received basic training in their home country before being brought to a commando training center in Isparta, Turkey.

He further noted that the novel coronavirus outbreak erupted during the training of the fifth battalion. Although many countries canceled their training programs due to the pandemic, Turkish commanders continued once essential precautions were taken.

About one-third of Somali soldiers will have been trained in Turkey, with 2,500 having graduated so far.

On top of the training of Somali soldiers, Turkey has also trained near 600 police officers to carry out special operations, he said, adding that a total of 1,000 police were currently planned to be trained.

Dismissing claims that Turkey had deployed troops in Somalia due to the crisis in Libya, Yilmaz said Ankara did not have a military presence there.

Turkey offered humanitarian aid to Somalia, as well as military training, the ambassador said, adding that the Turkish Cooperation and Coordination Agency (TIKA) -- Turkey's state-run aid agency -- conducted a variety of activities in the country, including the construction of buildings and roads.

Yilmaz concluded that Somalia was the first country to cut off the activities of the Fetullah Terrorist Organization (FETO) -- the terror group responsible for a defeated coup attempt in Turkey in 2016 -- and that Turkey's Maarif Foundation took over the schools once run by the terror group.

\*Writing by Ali Murat Alhas

\*\*\*\*\*

Somalia: Parliament ousts Prime Minister Hassan Khair

President accepts decision to remove prime minister by no-confidence vote

Mohammed Dhaysane | 25.07.2020 <https://www.aa.com.tr/en/africa/somalia-parliament-ousts-prime-minister-hassan-khair/1922196>

Somalia's Parliament removed Prime Minister Hassan Ali Khair from office by a vote of no confidence on Saturday.

According to Speaker Mohamed Mursal Abdirahman, legislators voted 170-8 to dismiss Khair and his government during an extraordinary session in the capital Mogadishu.

Khair, a dual Somali-Norwegian citizen, was appointed prime minister on Feb. 23, 2017 by President Mohamed Abdullahi Mohamed Farmaajo and was approved by the Parliament days later on March 1.

Mursal called on the president to appoint a new prime minister to lead the country to its first popular elections in decades.

President Farmaajo has accepted the parliament's decision and "values and underscores the significance of cooperation between all arms of the government, especially at this critical stage," said a statement from his office.

"The rift between the government and the legislature is undermining the progress that has been made, and to that end I have decided to consider the decision of the House of Representatives as the foundation of our nationhood," the president said.

The statement said he will "shortly" appoint a prime minister to form a new government to "lead the country through this transitional period."

Rashid Abdi, a researcher and analyst, described the move as the "worst political manoeuvre" of President Farmaajo's career.

"Ousting his PM in midst of an electoral crisis, is either genius or foolhardy. He gains little, just galvanised opposition. He has no choice whatsoever of re-election. He can only govern by force," he tweeted after the vote.

\*\*\*\*\*

Over 150,000 Somalians fled homes since June due to flooding: UN

Source: Xinhua| 2020-08-08 03:41:54|Editor: huaxia [http://www.xinhuanet.com/english/2020-08/08/c\\_139273672.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2020-08/08/c_139273672.htm)

UNITED NATIONS, Aug. 7 (Xinhua) -- More than 150,000 Somalians have fled their homes since June due to flash and riverine flooding in the southern regions of this Horn of Africa nation, a UN spokesman said Friday.

"In Somalia, the UN Refugee Agency (UNHCR) said today that more than 150,000 people have fled their homes since late June - including 23,000 in the last week alone - due to flooding in the southern parts of the country," Farhan Haq, deputy spokesman for UN Secretary-General Antonio Guterres, told journalists at a virtual press briefing.

"Somalia has experienced extreme flooding this year, with more than 650,000 people across the country having been displaced by heavy rains since the start of the year," he said.

"Many of the newly displaced are now living in overcrowded, makeshift shelters. Food is in short supply and many are going hungry," the spokesman added.

"Sanitary conditions are poor and access to medical care remains scarce. While there has been no reported major COVID-19 outbreak, testing remains extremely limited and congestion and unsanitary conditions are risks for wide-spread transmission," Haq added.

The spokesman said that UNHCR has been providing blankets and plastic sheets, among other items, as well as cash to thousands of affected families.

"UNHCR is calling for urgent international support. So far, the agency has received just 33 percent of the 154 million U.S. dollars needed for its humanitarian efforts in Somalia," he said.

The surging flooding and displacement take place against the backdrop of Somalia's ongoing fight to curtail the spread of COVID-19, which has a disproportionate impact on the most vulnerable, including the displaced, said UNHCR, while urging landlords in the country to uphold a moratorium on evictions in these extremely challenging circumstances. Enditem



\*\*\*\* L'AFRIQUE DU SUD \*\*\*\*

MADAGASCAR :

Madagascar must pay its dues, SADC says

<https://southerntimesafrica.com/site/news/madagascar-must-pay-its-dues-sadc-says>

Home Madagascar must pay its dues, SADC says

Windhoek - The Southern African Development Community (SADC) has turned down a request from Antananarivo to write off Madagascar's US\$8 million arrears to the bloc.

Information at hand shows that out of the US\$8,060,267 that Madagascar owes in annual dues to the regional organisation, US\$6,673,693 accumulated when the island nation was suspended from SADC in 2009. The other US\$1,386,574 is a debt stemming from unpaid annual dues in 2018/2019.

Madagascar was suspended from SADC in 2009 when then opposition leader Andry Rajoelina – backed by the military - seized power from Marc Ravalomanana in much the same way Ravalomanana himself had pushed Didier Ratsiraka out of office in 2002.

In August 2018, the SADC Heads of State and Government Summit approved a payment plan proposed by Madagascar. In March 2019, Antananarivo wrote to the SADC Secretariat asking for a cancellation of the debt.

The country said it could not be expected to pay annual contributions for a period it was suspended from the bloc.

The Secretariat, however, pointed out that Madagascar was bound to make the contribution in line with Article 28 of the SADC Treaty, which mandates the Council of Ministers to structure the dues expected of member states.

The SADC Treaty has no provision for cancellation of debts accruing from unpaid contributions by member states.

The Council of Ministers has also said even “though Madagascar was suspended, she remained a member of SADC and participated in the areas of co-operation as governed by Article 21 of the SADC Treaty. The only real penalty during her suspension was her inability to participate in SADC meetings”.

SADC has communicated to Madagascar that other countries have also had difficulties in meeting their dues in the past but payment plans were always structured and honoured.

SOUTH AFRICA :

The IMF's \$4bn loan for South Africa: the pros, cons and potential pitfalls

July 28, 2020 2.05pm BST

<https://theconversation.com/the-imfs-4bn-loan-for-south-africa-the-pros-cons-and-potential-pitfalls-143553>

The International Monetary Fund (IMF) has approved a R70 billion (US\$4.3 billion) loan for South Africa to help the country manage the immediate consequences of the fallout from COVID-19. The Conversation Africa's editor, Caroline Southey, asked Danny Bradlow to shed some light on what South Africans should expect.

\*\*\*\*\*

South Africa must beware of terrorism in Mozambique

<https://www.defenceweb.co.za/featured/south-africa-must-beware-of-terrorism-in-mozambique/>

South Africa needs to take the spectre of terrorism in Mozambique seriously but must be very cautious about intervening or trying to assist its northern neighbour, experts have warned.

Speaking at the Sovereign Security 2020 conference held virtually on 6 August, Jasmine Opperman from the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) said South Africa should be concerned about the growing insurgency there. On the question of becoming involved, she said “we’re damned if we do and damned if we don’t. If we set foot on that soil we will be part of the problem.”

South Africa needs to be careful about intervening because there is a lot of anger towards Mozambique’s security forces, whose abuses in trying to control the insurgency are resulting in sympathy for the insurgents and increased recruitment by Ansar al-Sunna. Mozambique has also indicated it will protect its sovereignty itself and has been hesitant to call for outside assistance.

Another thorny issue is the use of South African mercenaries in Mozambique. “Are we going to be in contravention of our own laws with [South African private military contractor] Dyck Advisory Group making use of helicopters, providing air support...and there’s debate about their efficiency – how many civilians and terrorists are being killed?”

Opperman suggested the solution must go beyond a military response and said more bilateral engagements are needed between Mozambique and the Southern African Development Community (SADC).

This was echoed by Lieutenant General Fannie Masemola, Chairperson, NATJOINTS (National Joint Operational and Intelligence Structure), who said that although Mozambique’s neighbours should be worried about the insurgency, “we can’t interfere in a country’s sovereign matters but we make sure we are keeping our forces ready.” He added that Mozambique has access to the SADC and African Standby Force should it need it.

Solutions need to be found urgently as there is an “immediate need for security...The area [of Cabo Delgado] is devastated,” Opperman said. “Since June last year we have seen a massive increase in sophistication by these [terrorist] cells which shows foreign influence to direct the insurgency.”

Islamic State is affiliated with Mozambique’s insurgents while Opperman says that Al Shabaab in Somalia and Kenya is also influencing the situation.

Wimpie van den Berg, Chief Engineer: Product Development, GEW Technologies, said that since 2017, at least a thousand people have been killed in Mozambique’s insurgency and between 100 000 and 200 000 displaced. The insurgency in Cabo Delgado province is affecting the regional stability of the area, disrupting humanitarian aid and promoting organised crime, including the smuggling of drugs, wildlife, timber, gems and gold.

He said the primary drivers of terrorism in Mozambique are lack of socio-economic opportunities, marginalisation and discrimination, poor governance, the violation of human rights, lack of rule of law, radicalisation and pursuit of economic gains. Many of the locals feel they have been left out of oil and gas exploitation ventures, for example.

Opperman added that many Mozambicans are unhappy with the government and its response to the insurgency and fear security forces and mercenaries as much as the insurgents.

Although the whole SADC needs to be wary of Mozambique’s insurgency, Opperman believes Tanzania is most at risk as it neighbours the volatile Cabo Delgado province. She said it is unlikely there will be attacks beyond Tanzania and unlikely there will be attacks in South Africa due to the geographically localised area of the insurgency.

However, van den Berg cautioned that although terrorism has seen only isolated incidences in southern Africa, it has been increasing over the last several years. For instance, when police arrested five people part of an alleged kidnapping syndicate in Kliprivier south of Johannesburg last month, they began investigating them for links to Islamic State. Some security analysts believe the

Kliprivier group was involved in raising finances, mainly through kidnapping, for terrorist operations elsewhere, including in Mozambique.

\*\*\*\*\*

South Africa confirms over 7,000K new COVID-19 cases

Country fifth most-affected with coronavirus infections

Hassan Isilow | 08.08.2020 <https://www.aa.com.tr/en/africa/south-africa-confirms-over-7-000k-new-covid-19-cases/1935246>

South Africa confirmed 7,292 new cases of COVID-19 Friday bringing the total to 545,476, according to the nation's health minister.

Zweli Mkhize said the number of deaths is now 9,909 after 305 fatalities were reported Friday.

He said 136 deaths occurred in Gauteng province which includes the capital of Pretoria and economic hub Johannesburg. Seventy-six from Kwazulu-Natal province, 56 in the Eastern Cape, 29 from Western Cape and seven from the Northern Cape.

"The number of recoveries currently stands at 394,759 which translates to a recovery rate of 72%," Mkhize said, adding that 3.1 million tests have been conducted.

The Western Cape province has the highest death toll in the country with 3,354, followed by Gauteng at 2,524 and Eastern Cape with 2,090.

KwaZulu-Natal which is expected to see an increase in cases as it approaches its peak for the pandemic, currently has 1,192 deaths. The remaining five provinces each have less than 200 fatalities.

South Africa is the fifth most-affected country in terms of COVID-19 infections, according to US-based Johns Hopkins University.

The World Health Organization (WHO) sent health experts Wednesday to support virus response management in Africa's most advanced economy.

Among those being deployed is David Heymann, a seasoned infectious disease epidemiologist and public health expert, who has also served as assistant director-general for health security and environment at the UN health agency.

Heymann headed the response to the SARS epidemic in 2003, working to mediate international efforts to halt the pandemic.

BOTSWANA :

Poisoning not ruled out as cause of death for Botswana elephants

Source: Xinhua| 2020-08-08 00:49:45|Editor: huaxia

GABORONE, Aug. 7 (Xinhua) -- Botswana's Ministry of Environment, Natural Resources Conservation and Tourism has ruled out commonly used agro-chemicals or pesticides as the cause of death for the 281 elephants that died mysteriously since March 2020.

The deaths were recorded in areas around Seronga, North West part of the country.

A press released on Friday from the ministry stated that toxicological analysis of nine pesticides and chemicals commonly implicated in wildlife poisoning have tested negative.

"Encephalomyocarditis virus, an acute viral disease characterized by inflammation and degeneration of skeletal and cardiac muscle and lesions of the central nervous system, has also been eliminated as the cause of mortality," said the statement which further stated that clinical data and laboratory results received so far showed that infectious pathogens are unlikely to be the cause of death.

Two suspected mineral elements and starvation have also been ruled out as potential causes of death.

The statement said that results received so far do not eliminate poisoning and therefore, environmental factors including naturally occurring toxins are still being investigated. No new mortalities have been recorded and the ministry awaits further results. Tests were done in Botswana, South Africa, the U.S. and Zimbabwe. Enditem

## ZIMBABWE :

Zimbabwe: President launches tourism recovery campaign

<https://www.aa.com.tr/en/africa/zimbabwe-president-launches-tourism-recovery-campaign/1933847>  
Strategy aims to boost domestic tourism as virus tally in southern African country nears 4,400  
06.08.2020

Zimbabwe's president on Thursday launched a campaign to revive the country's coronavirus-hit tourism industry, local media reported.

Emmerson Mnangagwa visited the tourist landmark Victoria Falls to unveil the "National Tourism Recovery and Growth Strategy," state-owned newspaper The Herald reported.

The president will tour other key hospitality and tourism facilities on Thursday, before heading out to review progress on the Harare-Beitbridge Highway projects in Bubyeye and Mvuma on Friday, the report said.

The campaign was started as Zimbabwe's coronavirus cases increased by 118 to reach 4,339, while three more fatalities took the death toll to 84.

"The main objective of the visit is to launch the National Tourism Recovery and Growth Strategy, which has been approved by the Cabinet. The president will also lead the repackaging of Victoria Falls as the lead destination," said Mangaliso Ndlovu, minister of environment, tourism, and hospitality.

"He [Mnangagwa] will visit hospitality projects and is actually leading from the front in appreciating the significance of the tourism sector and its contribution to the economy."

The recovery strategy will initially be focused on boosting domestic tourism, while authorities will monitor and assess the implications of resuming international tourism throughout the remaining months of 2020.

Zimbabwe has a range of tourist activities on offer, including several historical sites, wildlife safaris, and nature and adventure tours.

\*\*\*\*\*

US puts sanctions on ally of Zimbabwe president

<https://www.ft.com/content/9c515b11-4b72-45f7-9a64-9119c8e77ba1>

Washington accuses Kudakwashe Tagwirei and his company of derailing development and harming the country's people

The US has imposed sanctions on a close business ally of Zimbabwe's president Emmerson Mnangagwa who was until this year the partner of global commodity trader Trafigura in the African nation.

Kudakwashe Tagwirei and his Sakunda group were blacklisted on Wednesday by the US Treasury, which said that the businessman used "opaque business dealings and his ongoing relationship with President Mnangagwa" to improperly amass wealth in the shortages-plagued country [...]

\*\*\*\*\*

## Zimbabwe's High Court throws out journalist's bail appeal

<https://www.nation.co.ke/kenya/news/africa/zimbabwe-s-high-court-throws-out-journalist-s-bail-appeal-1914856>

Saturday August 08 2020

By KITSEPILE NYATHI, NATION CORRESPONDENT in HARARE

More by this Author

A Zimbabwean High Court judge has dismissed a prominent investigative journalist's appeal against a lower court's ruling denying him bail.

Hopewell Chin'ono has been in remand prison since July 20 after he was arrested for allegedly using his Twitter handle to incite Zimbabweans to topple the government.

High Court judge Tawanda Chitapi on Thursday said Mr Chin'ono's lawyers had made a procedural error by filing an application challenging his placement on remand instead of contesting the bail refusal.

In denying the journalist bail, a Harare magistrate had ruled that the "accused has not yet accomplished his mission as the protests were penciled for July 13 2020."

President Emmerson Mnangagwa's government deployed security forces to thwart the protests against corruption.

Several activists were arrested for taking part in the protests while others are still in hiding.

\*\*\*\*\*

Le Zimbabwe obtient 200 millions \$ des bailleurs de fonds pour financer la lutte contre la covid-19  
<https://www.agenceecofin.com/economie/0708-79100-le-zimbabwe-obtient-200-millions-des-bailleurs-de-fonds-pour-financer-la-lutte-contre-la-covid-19>

(Agence Ecofin) - Le Zimbabwe a obtenu plus de 200 millions \$ des bailleurs de fonds pour financer la lutte contre le coronavirus. Le financement provient notamment du Royaume-Uni, de l'Union européenne, des USA, de la BAD et de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique.

Le Zimbabwe bénéficiera d'une aide de 200 millions \$ de la part des bailleurs de fonds. C'est ce qu'a annoncé Mthuli Ncube (photo), ministre zimbabwéen des Finances cité par Bloomberg. D'après le responsable, le financement vise à aider le gouvernement zimbabwéen à lutter contre la pandémie de covid-19. Il est constitué entre autres de 45 millions \$ du Royaume-Uni, 60 millions \$ de l'Union européenne et 8 millions \$ des Etats-Unis. A cela s'ajoutent 13 millions \$ de la Banque africaine de développement (BAD) et 10 millions \$ de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA).

L'annonce intervient dans un contexte difficile pour l'économie zimbabwéenne marquée par une hyperinflation sur fond de dépréciation de la monnaie locale. En raison de son niveau de dette élevé, le pays a du mal à obtenir une aide financière des partenaires traditionnels tels que le Fonds monétaire international (FMI).

Cette situation l'a empêché notamment de bénéficier de l'enveloppe de 50 milliards \$ mis à la disposition des pays en voie de développement par le Fonds depuis quelques mois.

Notons que d'après le dernier bilan d'Africa CDC, le Zimbabwe compte 4221 cas confirmés de covid-19 pour 81 morts et 1238 guérisons. Moutiou Adjibi Nourou

ZAMBIA :

Breakthrough in DRC-Zambia border dispute ... as SADC takes issue with UN's change of rules

<https://southerntimesafrica.com/site/news/breakthrough-in-drc-zambia-border-dispute-as-sadc-takes-issue-with-uns-change-of-rules>

Home Breakthrough in DRC-Zambia border dispute ... as SADC takes issue with UN's change of rules

Freddy Mambara

Harare – There has been a breakthrough in the long-running boundary dispute between the DRC and Zambia with new border markers being drawn.

Zimbabwe's Secretary for Foreign Affairs Ambassador James Manzou is leading a SADC-driven mediation process in the border dispute between the two countries.

Zimbabwe's President Emmerson Mnangagwa Chairs the SADC Organ on Politics, Defence and Security Co-operation.

While the region was celebrating that diplomatic victory, it was at the same time taking issue with a United Nations decision to include non-SADC troops in the bloc's intervention brigade deployed to assist ease the DRC's broader instability problems.

SADC resolved this week to convene a special meeting with the UN to try stop the change in configuration of its brigade, saying allowing the changes to be effected could undermine an ongoing regional operation that required support rather than "tampering with".

On the border issue, the decades-old dispute flared recently when the DRC and Zambia accused each other of illegally occupying territory, resulting in both countries beefing up their military presence in the area.

The United Nations Office for the Co-ordination of Humanitarian Affairs said at the time the armies' clashes had resulted in massive displacements in Moba.

DRC President Felix Tshisekedi on May 11 sent his Foreign Minister, Marie Nzeza, to Zimbabwe to request President Mnangagwa's mediation in the dispute in his capacity as SADC Chair of the Organ on Politics, Defence and Security Co-operation.

An official directly involved in the mediation told The Southern Times this week that a mutually agreeable solution had now been found.

"Our experts went there to look at the disputed points and hear their stories and then it emerged that really, we had to peg new border points," the official said.

"It was realised that the DRC army had encroached into the Zambian territory and that the Zambians, in reaction to that, had also marched into the DRC. But now both sides are happy.

"Initially, the DRC president was skeptical thinking that Zimbabwe would fight on the same side (as Zambia) and had also approached Congo (Brazzaville) and South Africa as he doubted that the Chairman of the Organ, who is the President of Zimbabwe, would be impartial.

"Now he is so happy that we expect him to fly to Harare soon just to say 'thank you'. The Zambians are also happy. We had to reconstruct those border points," the official said.

Ambassador Manzou could not be reached for comment.

However, President Mnangagwa's spokesperson George Charamba posted on Twitter saying: "As chairman of the SADC Organ on Politics, Defence and Security Management, President ED Mnangagwa has brokered a border misunderstanding which threatened peace between sister republics of Zambia and the Democratic Republic of Congo. Well done.

"We done governments of Zambia and DRC. Let lasting peace prevail so Southern Africa moves forward in fraternal amity."

Meanwhile, SADC has asked the United Nations to convene a meeting to discuss pending changes to the international stabilisation mission that has been deployed to the DRC.

This was came out of a virtual summit of the Organ Troika, the Force Intervention Brigade and Troop Contributing Countries (FIB-TCC) and the DRC on August 5 at which the leaders of

Zimbabwe, Botswana, the DRC, Malawi, South Africa and Tanzania reviewed the international intervention in the SADC member state.

“The Organ Troika Summit plus FIB–TCCs and the DRC noted the strategic review of the United Nations Organisation Stabilisation Mission in the Democratic Republic of the Congo (Monusco) that was conducted in October 2019, and the subsequent adoption of Resolution 2502 of December 2019 that renewed the Monusco mandate for the period of one year.

“The Organ Troika Summit plus FIB–TCCs and the DRC commended the Force Intervention Brigade Troop Contributing Countries for their tremendous commitment, and continued deployment of their troops in fighting the negative forces in DRC.

“The Organ Troika Summit plus FIB–TCCs and the DRC, expressed gratitude to the United Nations for the continued support to the SADC Region and the DRC, while noting with concern the unilateral decision by the United Nations to reconfigure the Force Intervention Brigade contrary to SADC position.

“The Organ Troika Summit plus FIB–TCCs and the DRC reiterated SADC position as was submitted to the UN Secretary-General which, among others, appealed that the Force Intervention Brigade should not be tampered with.

“The Organ Troika Summit plus FIB–TCCs and the DRC called upon the United Nations Secretary-General to convene a consultative meeting with SADC to engage on the SADC position on the reconfiguration of the FIB.”

Earlier in her opening remarks, the bloc’s Executive Secretary Dr Stergomena Tax explained that the problem with the UN decision stemmed from the world body’s resolution to include non-SADC members in the Force Intervention Brigade.

She said this was “not in line with SADC common position”.

“SADC has consistently emphasised that the FIB should not to be tampered with, but rather be strengthened, with dedicated enablers to enhance its combat capabilities,” she said.

“In the engagements with the UN, SADC has also on a number of occasions presented its concern that the inclusion of non-SADC troops in the FIB has the potential of undermining FIB’s operational effectiveness and unity of command.

“This notwithstanding, it appears that the United Nations is determined to proceed with the reconfiguration without taking into account SADC’s position.”

Dr Tax thanked SADC member states for their “tireless efforts aimed at attaining sustainable peace and security in the DRC, and in SADC as whole”.

\*\*\*\*\*

SADC undertakes a technical experts mission to the Democratic Republic of Congo and Zambia Border

<https://www.mwebantu.com/2020/07/28/sadc-undertakes-a-technical-experts-mission-to-the-democratic-republic-of-congo-and-zambia-border/23092/>

Published 2 weeks ago / on July 28, 2020 / By Mwebantu Editor

\*\*\*\*\*

Zambia spy chief Samuel Nkhoma dies of Covid-19

<https://www.nation.co.ke/kenya/news/africa/zambia-spy-chief-samuel-nkhoma-dies-of-covid-19-1914840>

Saturday August 08 2020

By MICHAEL CHAWE More by this Author

Zambia's intelligence chief Samuel Nkhoma died Friday from an undisclosed illness, state radio reported.

But medical sources said he died after testing positive for coronavirus and was being treated at an isolation centre in the capital Lusaka.

Secretary to the Cabinet Dr Simon Miti was quoted as saying Mr Nkhoma died after "being sick for some time and was being attended by medical personnel."

He was last seen publicly few days ago when President Edgar Lungu commissioned a fly over bridge as part of the Lusaka decongestion project.

The number of Covid-19 deaths in Zambia have now hit 200.

On Thursday, the country recorded 21 deaths of the coronavirus with over 7,000 infections so far.

## MALAWI :

Chilima urges donors to respect Malawi's development plans: Recommends long-term strategies.  
August 6, 2020 Watipaso Mzungu

<https://www.nyasatimes.com/chilima-urges-donors-to-respect-malawis-development-plans-recommends-long-term-strategies/>

\*\*\*\*\*

Chilima tells ESCOM to stop buying fuel for Aggreko

<https://malawi24.com/2020/08/07/chilima-tells-escom-to-stop-buying-fuel-for-aggreko/>  
Vice President Saulos Chilima has told Electricity Supply Corporation of Malawi (ESCOM) to stop buying fuel for Aggreko's generators and he has also helped end a dispute involving Electricity Generation Company (EGENCO) and ESCOM.

Chilima on Friday chaired a meeting with ESCOM, EGENCO, Malawi Energy Regulatory Authority (MERA), the Ministry of Energy and the Public Sector Reforms team.

He said one of the resolutions made at the meeting is that ESCOM will stop buying fuel (diesel) for Aggreko to generate power using generators.

## NAMIBIA :

Zim protestors in Namibia claim death threats

News - National | 2020-08-05

by Victoria Wolf <https://www.namibian.com.na/93432/read/Zim-protestors-in-Namibia-claim-death-threats>

A GROUP of Zimbabwean nationals living in Namibia claim they have received death threats after attempting a mass protest and to submit a petition to the Zimbabwean embassy last week.

The group staged a mini protest in front of their embassy in Windhoek on Friday over the political situation in their home country. The group claims that the death threats are from Zimbabwean ruling party Zanu-PF supporters in Namibia.

"We've received death threats by text saying they [Zanu-PF supporters] will come and visit our house one-by-one at night. It's scary and I worry whether my family will be safe," Elisha Chambara, co-organiser of the demonstration told The Namibian on Wednesday morning.



The protestors also claim that their plans to stage a mass protest were dashed by the Namibian authorities and that Zimbabwean ambassador to Namibia, Rofina Chikava, refused to accept their petition.

The group is standing in solidarity with their fellow citizens in Zimbabwe who were arrested in the run up to planned nationwide protests last week against government corruption under the hashtag #31stJuly.

The protestors in Zimbabwe demanded that Zanu-PF must go. Some of those arrested include journalists and political activists.

In their petition, the protestors in Windhoek said they were demanding anti-corruption strategies "that hold government and politicians accountable to the people of Zimbabwe."

Chambara, said they initially received verbal permission from the Namibian Police for a mass demonstration but this was revoked a day before the planned protest.

"The (Khomas) regional police commander [Joseph Shikongo] called us and said his hands were tied and that the demonstration had to be called off," Chambara said.

Shikongo however denied that the group received permission for the demonstration. "We never gave them permission and we never revoked it. I explained this to them and we agreed to call off the plans for the demonstration," he told The Namibian on Monday.

Chambara said a letter was sent to the Ministry of International Relations and Cooperation by the Zimbabwean embassy to prohibit the gathering, which Shikongo confirmed.

International relations minister Netumbo Nandi-Ndaitwah on Wednesday morning confirmed that the ministry had received two letters regarding the planned protest by Zimbabwean nationals.

"I saw two letters at the ministry regarding this issue. The first was from Zimbabweans in Namibia informing the mission [the Zimbabwean embassy] that they were going to be demonstrating as it was going to be parallel with other demonstrations around the world," the minister said.

She added: "The second letter was from the Zimbabwean embassy telling the nationals to cancel as even the other demonstrations were cancelled. That's all I know."

Chambara claims that the Zimbabwean embassy was attempting to silence their voices to protect that country's government: "We are supposed to take our grievances to them as citizens but they don't assist," said Chambara.

The group currently has no plans to re-attempt the submission of the petition to the Zimbabwean ambassador.

The Namibian could not obtain comment from the Zimbabwean embassy.

-----

ANGOLA :

Angola: importance of investment in mining sector of ornamental rocks

[https://www.koreatimes.co.kr/www/world/2020/08/685\\_293632.html](https://www.koreatimes.co.kr/www/world/2020/08/685_293632.html)

The sharp drop in oil prices and more recently the pandemic of COVID-19 have compelled the Angolan Government to take measures that contribute to mitigate the effects of the crisis and the scenario of uncertainty that involves the national economy.

In the set of measures adopted to mitigate the crisis, one of the sectors identified, capable of supporting the diversification of the economy and contributing to the increase of non-oil exports, is that of ornamental rocks, namely granite and marble.

In Angola, the sector of ornamental rocks still remains in a reduced dimension, being focused, mainly to extraction, with few productive units for transforming and enhancing the product, despite 40% of the Angolan surface being covered with ornamental rocks.

In this sense, the Angolan Government is, at this moment, encouraging foreign private investment in the sector of ornamental rocks, in particular granite and marble, with a view to exploring the

southern region of the country, mainly comprising the provinces of Huila and Namibe, in order to make them the center, par excellence, for the transformation of ornamental rocks.

It should be noted that Angola has about 38 of the top 50 minerals used in various industries, such as diamond, iron, gold, phosphate, manganese, copper, lead, zinc, wolfram, tungsten, titanium, chromium, marble, uranium, etc.

As a strategy for the importance of these minerals, the government attributes to scientific research a relevant role in stimulating the sustainable use of the country's mineral wealth. To this end, it recently opened a geological institute, the Instituto Geologico de Angola (IGEO), equipped with the latest generation technology to provide credible geological information to the State, as well as to investors and researchers.

This institution is located in Luanda, with an area of 44,650 square meters that includes a headquarters building, laboratories for physical prospecting and chemical analysis, in addition to a social area. The laboratories are equipped with modern equipment for the physical preparation of geological samples, chemical and physical analysis of rocks, minerals and water.

In addition to Luanda, the IGEO has regional centers in the city of Lubango (Huila) and Saurimo (Lunda Sul) and adds a geological database of the Angolan territory, previously produced and within the scope of the National Geology Plan (PLANAGEO). The Luanda laboratory has the most complete function, with a focus on microanalysis. Lubango's, in addition to generic analysis, is capable of preparing and analyzing ornamental rocks and minerals, while Saurimo's carries out analysis of generic geosciences.

Correspondingly, within the framework of the restructuration in the mining sector, the Angola Government approved a new governance model, with the creation, last April, of the National Agency for Mineral Resource (ANRM), which is mainly responsible for the regulation of this important area, by solidifying the constant dialogue with the business community and the main agents involved in this economic activity.

In this regard, the ANRM plans, prepares and launches the mining concession for free market, negotiates, manages and monitors the contracts and execution.

For the reasons presented earlier, it is worth mentioning that Angola has favorable economic strengths and perspectives, which, if well used, can promote inclusive, broad economic growth and boost the development of other areas, such as public works, civil construction and agro-industry. It should be noted that the existence of different climates also favors the development of varied agricultural production during the 12 months of the year, with an area of arable land of 35 million hectares, of which only 14 percent is being used.

In fact, 69 million hectares of forest extension comprises wood of great economic value, such as ebony, sandalwood and jacaranda and commercial plantations of pine and eucalyptus.

Other aspects to consider are the geo-strategic position of Angola that allows investors to access the regional market (SADC), of 16 countries, with a total GDP of USD \$600 billion, with more than 200 million consumers, in addition to the its internal market composed of 30 million inhabitants. Angola is limited to the west by the Atlantic Ocean, to the south by the Republics of Namibia and Botswana, to the north by the Republic of Congo, to the northeast by the Democratic Republic of Congo and to the east by the Republic of Zambia.

In legislative terms, the New Private Investment Law (Law No. 10/18 of June 26) in its Article 14 ensures that the State respects and protects the property rights of private investors; Article 15 establishes that the Angolan State guarantees all private investors access to Angolan courts to defend their interests, with due process, protection and security guaranteed.

It should also be noted that, since 2020, the import of capital from foreign investors wishing to invest in Angola with companies or projects in the private sector, as well as exporting the profits associated with these investments, are exempt from licensing by the Angolan Central Bank, in this case the National Bank of Angola (BNA).

Consequently, there is a strong interest on the part of the government to create more attractive conditions to encourage foreign investment, which is reflected in efforts to create a more favorable

social and political climate, in new legislation on private investment and in further liberalization of financial transactions to ensure against any risk that may occur in the transfer of profits. As can be seen, being related to a very attractive and competitive sector, the Angolan Government intends to improve the attracting of foreign direct investment with the participation mainly of large multinationals and reputable South Korean companies, creating conditions for increasing interactivity and empathy between operators and agents driving the development of the two countries.

\*\*\*\*\*

## Angola signs deal for five Chinese-built laboratories to combat COVID-19

By CGTN Africa - July 17, 2020 <https://africa.cgtn.com/2020/07/17/angola-signs-deal-for-five-chinese-built-laboratories-to-combat-covid-19/>

Angolan government and China Shenzhen BGI group held an online contract signing ceremony on Thursday to boost its COVID-19 detection capacity.

Angola will entrust BGI with the construction of five Huoyan, or Fire Eye, laboratories for the detection of novel coronavirus across the country, with a total daily detection capacity of 6,000 samples.

Angola's Foreign Minister Tete Antonio said at the event that the agreement signed will not only bring Angola to the necessary virus detection capacity, but will also give Angolan cadres the opportunity to learn advanced technology.

Angola's Minister of Health Silvia Lutucuta said she thanks China for providing assistance in fighting the epidemic, adding that Angola and other countries in the world have learned a lot from China's experience in fighting the epidemic.

"Detection capacity is the basis for the formulation of prevention and control policies, and Angola needs to continue to improve large-scale detection capabilities. Angola decided to entrust the Chinese company BGI with the construction of 5 laboratories, which will create a new period of opportunity to prevent and control the epidemic." She said.

According to Yang Huanming, co-founder of the BGI group and chairman of the BGI Board Gene, the BGI Huoyan laboratory has played an important role in the practice of anti-epidemic diseases in China and around the world and has proven to be very effective.

"More than 20 countries and regions have started or are in negotiations with more than 70 Huoyan laboratories, with the total daily test volume expected to exceed 300,000 tests. Brunei, the United Arab Emirates, Serbia, the Philippines, Gabon and other countries have been put in place," He said. Yang added that Huoyan laboratory made by BGI is equipped with automated equipment for the extraction of high-performance nucleic acids to improve the efficiency of large-scale detection. Currently, MGI automation equipment has also been shipped to more than 30 countries and regions around the world.

Under the cooperation agreement, BGI will build five new laboratories in Angola, including a greenhouse laboratory, with a total result of 6,000 samples per day, which will be in a relatively short period for the country's national testing capacity to be increased for 10 times.

\*\*\*\*\*

## Work soon to begin on Chinese-equipped testing lab in Angola

10 August 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/08/10/20200810005/>

The authorities in the northwestern Angolan province of Uíge will begin in the next few days setting up a laboratory to be fitted out by Chinese biotechnology company BGI Group with the capacity to test up to 2,000 samples a day for the Covid-19 virus, Angop reports, quoting Angola's Secretary of State for Public Health, ... Continue reading

\*\*\*\*\*

Sino-Angolan farming venture borrows US\$3.38 mln to expand

5 August 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/08/05/20200805001/>

A Sino-Angolan farming venture, Luckyman Angola Desenvolvimento Lda, has availed of an Angolan government lending programme, borrowing 1.95 billion kwanzas (about US\$3.38 million) to expand, Angop reports. The Angolan state-run news agency says Angolan bank Banco BIC disbursed the money in the first quarter of this year. The report says Luckyman is using the money ... Continue reading

\*\*\*\*\*

Chinese emporium in Luanda attracting new shopkeepers

4 August 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/08/04/20200804002/>

Since April over 30 businesspeople have expressed interest in setting up shop in the Cidade de China emporium in Luanda, and some have already done so, Lusa reports, citing Cidade de China Chairman Jack Huang. The Portuguese news agency quotes Mr Huang as saying in an interview that to help its tenants get over the ... Continue reading

\*\*\*\*\*

China Hyway donates medical supplies to Angolan ministry

31 July 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/07/31/20200731002/>

State-owned contractor China Hyway Group Ltd has given the Angolan Ministry of Transport a batch of medical supplies worth 10 million kwanzas (about US\$17,800) for countering the Covid-19 pandemic, the Angola Chinese News website reports. The Chinese-language website says the supplies include 20,000 surgical masks, 1,000 pairs of disposable gloves, disinfectant gel and hand sanitiser. ... Continue reading "China Hyway donates medical supplies to Angolan ministry"

\*\*\*\*\*

Sino-Angolan contractor begins rehabilitating health centre

30 July 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/07/30/20200730002/>

Sino-Angolan contractor WH begun on Monday work on rehabilitating and expanding the Canâmbua neighbourhood health centre in the northwestern Angolan city of Malanje, Angop reports. The Angolan state-run news agency says the authorities there have set aside about 30 million kwanzas (about US\$45,500) for the work, as part of the national programme of poverty alleviation ... Continue reading

\*\*\*\*\*

China Great Wall to be involved in Angolan rare earths mine

22 July 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/07/22/20200722003/>

Pensana Rare Earths Plc of Australia announced on Monday that it has agreed to begin negotiations on giving state-owned China Great Wall Industry Corp. the engineering, procurement and construction contract for a rare earths mine in the central Angolan municipality of Longonjo. Pensana told the Australian Securities Exchange that it will seek financing for the ... Continue reading

\*\*\*\*\*

Brazil, Angola take bigger share of Chinese oil market

9 July 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/07/09/20200709003/>

China imported crude oil at the rate of 11.93 million barrels per day last month, 25.4 percent faster than a year earlier and the fastest rate in any month on record, the OilX Research website says. OilX Research says the rate last month was 7.4 percent faster than in May as the economy in China ...  
Continue reading

## MOZAMBIQUE :

Mozambique : accord gazier de 14,9 mds usd [Business Africa]

<https://fr.africanews.com/2020/07/23/mozambique-accord-gazier-de-149-mds-usd-business-africa/>  
Accord de financement de plus de 14 milliards de dollars au Mozambique, pour le plus immense projet gazier du continent africain.

C'est le plus gros projet gazier jamais financé en Afrique entre le groupe français total et le gouvernement du Mozambique. 14, 9 milliards de dollars en prêts directs pour le financement de vastes réserves sous-marines.

Une vingtaine de banques et agences de crédits parmi lesquels la Banque africaine de développement sont mises à contribution dans ce projet.

Énergie : un portail pour favoriser les talents africains

La chambre africaine de l'Énergie prépare l'après Covid avec l'ouverture à la jeunesse africaine d'un portail qui permet le recrutement de centaines de jeunes africains dans les secteurs du pétrole et du Gaz.

La chambre africaine de l'Énergie ouvre les portes de l'emploi à des centaines de jeunes de tout le continent. Un portail d'emplois gratuits pour la main-d'oeuvre continentale dans le domaine de l'Énergie.

30 compétences différentes dans les secteurs du pétrole et du gaz, de l'énergie et de l'énergie renouvelable. L'idée étant selon la chambre africaine de l'Énergie, de minimiser l'impact du coronavirus.

Gaz : le mégaprojet mozambicain ne cesse de séduire le monde financier

<https://afrique.latribune.fr/finances/commodities/2020-08-08/gaz-le-megaprojet-mozambicain-ne-cesse-de-seduire-le-monde-financier-854527.html>

Par La Tribune Afrique | 08/08/2020, Après plusieurs institutions financières et banques commerciales qui ont garanti 72% des 20 milliards de dollars nécessaires à la mise en œuvre du mégaprojet de gaz naturel liquéfié du Mozambique, les engagements de l'agence britannique du crédit à l'export et de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), respectivement de 1,5 milliard de dollars et 400 millions de dollars, marquent un nouveau pas vers l'objectif. Le secteur financier à l'échelle internationale nourrit un fort intérêt pour le projet géant de gaz naturel liquéfié du Mozambique. Au cours de ces dernières semaines, d'importants engagements ont été annoncés. D'abord, celui de UK Export Finance, l'agence britannique du crédit à l'export qui s'est engagée à injecter 1,15 milliards de livres sterling (près de 1,5 milliard de dollars) dans le plus grand projet de GNL jamais réalisé en Afrique.

Jeudi 6 août, c'était au tour de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) d'injecter 400 millions de dollars dans le projet de GNL mozambicain. Selon la banque, cet investissement s'inscrit dans le cadre de sa stratégie visant à promouvoir le commerce intra-africain ainsi que l'industrialisation et le développement des exportations. « Nous sommes convaincus que le projet de GNL au Mozambique créera des opportunités pour la population du pays et stimulera une croissance économique durable », a déclaré Benedict Oramah, président d'Afreximbank par voie de communiqué, estimant que « le succès de projets comme celui-ci créera un précédent grâce auquel d'autres projets de développement en Afrique pourront obtenir des financements et gagner en popularité au niveau international ».

Lire aussi : Mozambique : en plein boom, le secteur du tourisme attire grands et petits groupes hôteliers

Pour rappel, ce projet qui s'inscrit dans le cadre d'un plan stratégique national au Mozambique, permettra notamment la construction de la première usine onshore de GNL, le développement de champs gaziers ou encore la construction de deux infrastructures de liquéfaction d'une capacité totale de 12,9 millions de tonnes par an.

Plus près de l'objectif financier

En mai dernier, le géant français des hydrocarbures Total, qui mène le consortium en charge du Bloc 1 du projet, a réussi à lever 14,4 milliards de dollars de financement auprès d'au moins huit agences de crédit à l'export, de banques commerciales et d'institutions financières multilatérales telles que la Banque africaine de développement (BAD), selon des sources concordantes. Cette somme additionnée aux 1,9 milliard de dollars apportés par le Royaume-Uni et Afreximbank porte l'enveloppe des engagements à 16,3 milliards de dollars, sur les 20 milliards de dollars nécessaires à l'implémentation complète du projet. Ce qui représente un pas de plus vers l'objectif financier.

Outre le monde financier, tout l'écosystème se mobilise. Plusieurs négociations sont achevées ou en cours notamment pour l'export du gaz extrait et liquéfié localement. Celui-ci sera en effet acheminé vers l'Europe et l'Asie. Japonais, Coréens et Grecs, entre autres, dealent avec Total sur ce coup.

Au Mozambique cependant, le projet qui suscite de la fierté chez les autorités est cependant critiqué par les ONG pro-environnement pour son caractère polluant.

Le groupe bancaire sud-africain Standard Bank investira 485 millions \$ dans Mozambique LNG  
<https://www.agenceecofin.com/gnl/1807-78681-le-groupe-bancaire-sud-africain-standard-bank-investira-485-millions-dans-mozambique-lng>

(Agence Ecofin) - La banque sud-africaine Standard Bank rejoint la Banque africaine de développement au rang des investisseurs africains dans le projet gazier Mozambique LNG, avec un investissement annoncé de 485 millions de dollars. Le projet jouera un rôle clé dans la croissance économique locale à partir de 2023.

Vendredi, Standard Bank a annoncé qu'elle injectera la somme de 485 millions de dollars dans le développement du plus gros projet de gaz naturel au Mozambique, dénommé Mozambique LNG. Il faut savoir que l'investissement total nécessaire est de 20 milliards de dollars.

Le directeur de la banque, Dele Kuti, a indiqué que les documents afférents à cette opération ont été signés le mardi dernier.

L'institution est l'une des quelque 20 banques internationales participant aux opérations de financement évaluées à plus de 15 milliards de dollars. Entre autres financiers la Banque africaine de développement (BAD) débloquera 400 millions de dollars et la Banque japonaise pour la coopération internationale, 3 milliards de dollars.

Total, l'opérateur estime que le développement du projet générera environ 50 milliards de dollars de recettes pour le gouvernement du Mozambique sur 25 ans.

\*\*\*\*\*

Le nord du Mozambique en proie à la menace islamiste

Par Yoann Giammetta-D'Angelo • Dernière MAJ: 23/07/2020 <https://fr.euronews.com/2020/07/22/le-nord-du-mozambique-en-proie-a-la-menace-islamiste>

Des plages de sable fin et des eaux turquoises, un paysage de carte postale dans la région de Cabo Delgado, au nord du Mozambique. C'est pourtant dans ce cadre idyllique que des milices islamistes s'attaquent aux forces gouvernementales, depuis trois ans, ainsi qu'à la population.

Abubacaar Assan fait partie de ces dizaines de milliers de Mozambicains à avoir abandonné leur foyer pour se réfugier en ville et fuir les « shabab », comme les appellent les locaux :

"Ils sont arrivés et nous n'ont rien laissé. Nos maisons ont été brûlées. Ces vêtements que je porte m'ont été donnés par ma famille quand je suis arrivé ici, à Pemba. J'ai dû partir en sous-vêtements, rien de plus", déclare-t-il.

Une menace islamiste qui a pris forme dans une région aux ressources gazières précieuses, pour ce pays qui figure parmi les plus pauvres au monde. Depuis trois ans, les attaques des « shababs » sont fréquentes : plus de 1 000 personnes ont été tuées. Un groupuscule qui a fait allégeance à l'Etat islamique et qui souhaite instaurer la charia :

"Le monde n'a aucune idée de ce qui se passe ici. Nous nous sommes habitués aux guerres, il y a en Irak, en Syrie. Mais il y a aussi une guerre au Mozambique maintenant, donc nous n'avons pas encore cette solidarité que nous devrions avoir", commente Luiz Fernando Lisboa, évêque à Pemba. Un conflit qui mine les projets d'exploitation gazière dans le Cabo Delgado : une région délaissée par le gouvernement mozambicain, et où la majorité de la population est de confession musulmane.

\*\*\*\*\*

Mozambique resumes exports of produce to China, Dubai

24 July 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/07/24/20200724002/>

Mozambique has resumed exports of pigeon peas and mungo beans to China and Dubai after a hiatus of several months due to the Covid-19 pandemic, Jornal Notícias reports, citing a Mozambican official, Mohamed Valá. The Mozambican newspaper quotes Mr Valá, director-general of Mozambique's grain production regulator ICM, as saying his country is resuming exports of ... Continue reading "Mozambique resumes exports of produce to China, Dubai"

\*\*\*\*\*

Chinese doctors perform tricky operation in Mozambique

20 July 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/07/20/20200720001/>

A Chinese medical team at the Maputo Central Hospital in Mozambique has delivered by caesarean section a baby whose mother had a rare late abdominal pregnancy, the Sichuan News website reports. The website, run by the government of the southwestern Chinese province of Sichuan, says the peculiarity of the pregnancy was detected only in its ... Continue reading

GUINEA BISSAU :

Le Président de la Guinée Bissau félicite SM le Roi à l'occasion de la Fête du Trône  
lundi, 3 août, 2020 à 23:22 <http://www.mapexpress.ma/actualite/activites-royales/president-guinee-bissau-felicite-sm-roi-loccasion-fete-du-trone/>

Rabat – Sa Majesté le Roi Mohammed VI a reçu un message de félicitations du Président de la Guinée-Bissau, M. Umaro Sissoco Embaló, à l'occasion du 21<sup>e</sup> anniversaire de l'accession du Souverain au Trône de Ses glorieux ancêtres.

Dans ce message, M. Sissoco Embaló présente, au nom du peuple bissau-guinéen et en son nom personnel, ses meilleurs vœux à Sa Majesté le Roi, à SAR le Prince Héritier Moulay El Hassan, à SAR le Prince Moulay Rachid et à tous les membres de la Famille royale, ainsi qu'à l'ensemble du peuple marocain.

A cette occasion, le Président Bissau guinéen réaffirme au Souverain sa détermination à maintenir et à renforcer les excellents liens d'amitié et de coopération existant entre la République de Guinée-Bissau et le Royaume du Maroc.

## CABO VERDE / CAPE VERT :

Cabo Verdean maker of soap, shampoo eyes Macao market

30 July 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/07/30/20200730001/>

Paradise Soaps of Cabo Verde intends to begin exporting the natural soap and shampoo it makes to Asia and Europe, starting with Macao, Infopress reports, citing the proprietor, Inês Silva. The Cabo Verdean state-run news agency quotes Ms Silva as saying she hopes to resume within two months exporting Paradise Soaps products to the United ... Continue reading

\*\*\*\*\*

China to help drive to rid Cabo Verdean island of millipedes

29 July 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/07/29/20200729002/>

Cabo Verdean Agriculture and Environment Minister Gilberto Silva has said China will join in an international endeavour to eradicate millipedes infesting farms on the northern Cabo Verdean island of Santo Antão, RTC reports. The Cabo Verdean public broadcaster quotes Mr Silva as saying during a visit to Santo Antão by a delegation led by Prime-Minister ... Continue reading

\*\*\*\*\*

Chinese builder to have Cabo Verdean homes finished in April 2021

24 July 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/07/24/20200724003/>

Prime Minister Ulisses Correia e Silva of Cabo Verde says the Portelinha public housing complex on the Cabo Verdean island of São Vicente should be ready for occupation by next April. The Cabo Verdean government issued a written statement quoting Mr Correia e Silva as saying while visiting the site of the complex that the ... Continue reading "Chinese builder to have Cabo Verdean homes finished in April 2021"

\*\*\*\*\*

China paying for hospital being built on Cabo Verdean island

20 July 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/07/20/20200720003/>

The construction of a big hospital on the Cabo Verdean island of São Vicente, which China is financing, will be finished in a few years, Expresso das Ilhas reports, quoting Cabo Verdean Health Minister Arlindo do Rosário. The Cabo Verdean newspaper quotes Mr do Rosário as saying the hospital will have much-needed facilities for dialysis, ... Continue reading

## SAO TOME AND PRINCIPE :

China makes gift of sportswear to São Tomé e Príncipe

22 July 2020 <https://macauhub.com.mo/tag/sao-tome-and-principe/>

China last week donated over 8,000 items of sportswear which will be distributed to youth associations, charities and local governments in São Tomé e Príncipe, STP-Press reports. The São-Toméan state-run news agency quotes Chinese Ambassador to São Tomé Wang Wei as saying the São Toméan Ministry of Youth, Sports and Entrepreneurship, the General Administration of ... Continue reading



\*\*\*\*\*

Heat of Chinese language contest held in São Tomé e Príncipe  
7 July 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/07/07/20200707002/>

The branch of the Confucius Institute in São Tomé e Príncipe has held the São Toméan heat of the 19th Chinese Bridge, an annual competition among students of Chinese language and culture around the world, the Chinese Embassy in São Tomé says. The embassy issued a written statement saying six middle-school pupils and four University ... Continue reading

TIMOR - LESTE :

Chinese contractor to finish Timorese grain depot in 2020  
6 August 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/08/06/20200806003/>

Chinese state-owned contractor Shanghai Construction Group Co. Ltd should complete this year the grain depot and processing facility that it began building last year in Baucau, in northeastern Timor Leste, the Chinese Embassy in Dili says. The embassy issued a written statement on Monday saying the contractor has done 70 percent of the work. The ... Continue reading

\*\*\*\*\*

MGM China to sell Timorese organic coffee at Macao resorts  
29 July 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/07/29/20200729001/>

Integrated resort operator MGM China Holdings Ltd will sell its patrons Timorese-grown organic coffee supplied by Charlestrong Café Co. Lda, the Macau Daily Times reports. The newspaper says the Charlestrong Café Dilly brand of coffee will be available to guests staying at the MGM Macau and MGM Cotai resort villas and at two cafés. The ... Continue reading

\*\*\*\*\*

Chinese project to give Timor-Leste digital TV still wanted  
21 July 2020 <https://macauhub.com.mo/2020/07/21/20200721001/>

A Timorese government official, Merício Juvenal dos Reis, has expressed hope that work on a Chinese project to bring digital television to Timor-Leste will resume as soon as possible, the Chinese Embassy in Dili says. The embassy issued a written statement quoting Mr Juvenal dos Reis as saying resumption of the project would increase Sino-Timorese ... Continue reading

\*\*\*\* AFRIQUE DU NORD \*\*\*\*

EGYPT :

L’Egypte veut tripler le nombre de stations-service de gaz naturel

<https://www.agenceecofin.com/gaz-naturel/1008-79108-l-egypte-veut-tripler-le-nombre-de-stations-service-de-gaz-naturel>

(Agence Ecofin) - Les stations-service distribuant du gaz naturel en Egypte vont passer de 190 à 556 sur les cinq prochaines années, pour satisfaire la demande de 1,8 million de voitures dans le pays. L’Egypte veut ainsi capitaliser sur ses immenses réserves de gaz naturel et réduire les importations de carburant.

Le gouvernement égyptien vient d’annoncer son intention de faire passer de 190 à 556 le nombre de stations-service qui distribuent du gaz naturel pour la consommation des automobiles. Cette initiative vise surtout à profiter du boom des découvertes gazières avec des prix relativement bas. Par ailleurs, elle permettra de réduire les importations de produits pétroliers visant à satisfaire la demande du parc automobile dans le pays.

Le projet fait partie du programme quinquennal, annoncé début 2020, qui vise à faire fonctionner 1,8 million de voitures au gaz naturel et à l’essence.

Selon le même programme, les propriétaires de véhicules de plus de 20 ans recevront des prêts à faible taux d’intérêt pour l’achat de nouveaux véhicules à double consommation (gaz et essence). Les propriétaires de véhicules plus récents pourront bénéficier d’un financement à taux zéro pour s’équiper de nouveaux moteurs.

La société publique GASTEC, qui gère 100 des 190 stations-service en activité, a été désignée pour conduire ce plan. Elle devrait ouvrir 23 nouvelles stations-service de gaz naturel et cinq stations intégrées de gaz naturel et d’essence avant la fin de cette année. Olivier de Souza

\*\*\*\*\*

Ankara: “Le soi-disant accord Grèce-Egypte sur les délimitations maritimes est nul et non avenu”  
<https://www.trt.net.tr/francais/turquie/2020/08/07/ankara-le-soi-disant-accord-grece-egypte-sur-les-delimitations-maritimes-est-nul-et-non-avenu-1468595>

Le ministère turc des Affaires étrangères a rappelé qu’il n’y a pas de frontière maritime entre ces deux pays.

07.08.2020 La Turquie a indiqué que le soi-disant accord conclu entre la Grèce et l’Egypte pour la délimitation des zones de juridiction maritime est nul et non avenu.

Dans un communiqué, le ministère turc des Affaires étrangères a rappelé qu’il n’y a pas de frontière maritime entre ces deux pays.

« Le soi-disant accord conclu entre la Grèce et l’Egypte pour la délimitation des zones de juridiction maritime est nul et non avenu. Notre perception à ce sujet se reflétera sur le terrain et à la table », a-t-il annoncé.

Le ministère a notamment indiqué que la zone soi-disant délimitée se trouve à l’intérieur du plateau continental turc, comme déclaré aux Nations Unies.

« L’Egypte qui a cédé une zone de 11 500 km<sup>2</sup> avec le soi-disant accord qu’elle a signé avec l’administration chypriote grecque en 2003, subit une fois de plus des pertes aux dépens du peuple égyptien avec ce soi-disant accord qui tente également d’usurper les droits de la Libye » poursuit le communiqué.

Le ministère a souligné que la Turquie n’autorisera aucune activité dans la zone en question et qu’elle continuera résolument à défendre ses droits et intérêts légitimes ainsi que ceux des Chypriotes turcs en Méditerranée orientale.

Le chef de la diplomatie turque Mevlut Cavusoglu s'est également exprimé sur le sujet. Il a déclaré que ce soi-disant accord viole les droits et le plateau continental de la Turquie et de la Libye. « Nous allons continuer de montrer que ce soi-disant accord est nul et non avenu aussi bien sur le terrain qu'à la table et ce, aussi bien à eux (Grèce et Egypte), qu'au monde entier » a martelé Cavusoglu.

Les ministres des Affaires étrangères de la Grèce et de l'Égypte, à savoir Nikos Dendias et Samih Shukri ont signé jeudi au Caire le soi-disant accord de délimitation des zones de juridiction maritime.

## ALGERIE :

L'Algérie veut "réévaluer" son accord de libre-échange avec l'Union Européenne  
[https://www.bfmtv.com/economie/l-algerie-veut-reevaluer-son-accord-de-libre-echange-avec-l-union-europeenne\\_AD-202008100095.html](https://www.bfmtv.com/economie/l-algerie-veut-reevaluer-son-accord-de-libre-echange-avec-l-union-europeenne_AD-202008100095.html)

L'Algérie souhaite "réévaluer" son accord d'association avec l'Union européenne qui prévoit l'entrée en vigueur d'une zone de libre-échange (ZLE) le 1er septembre.

Le président algérien Abdelmadjid Tebboune a demandé au ministre du Commerce Kamel Rezig de "procéder à une évaluation (...) du dossier sur l'accord d'association avec l'Union européenne (UE) qui doit faire l'objet d'une attention particulière, faisant valoir nos intérêts pour des relations équilibrées", selon un communiqué publié dimanche soir à l'issue d'un Conseil des ministres.

La mise en place de la ZLE est la cible de critiques de dirigeants politiques, d'économistes et de patrons algériens, qui dénoncent une balance commerciale Algérie-UE largement en défaveur de l'Algérie. Il y a quelques mois, Kamel Rezig avait déclaré qu'il revenait "au gouvernement de trancher si nous devons procéder, en septembre prochain, au démantèlement tarifaire restant, ou pas".

Un projet de zone de libre-échange remontant à 2005

L'UE et l'Algérie préparent la création d'une ZLE depuis le 1er septembre 2005. Dans leur accord d'association, ils avaient prévu d'ouvrir leurs marchés de manière réciproque.

L'accord prévoyait une période de transition de 12 ans accordée à l'Algérie pour éliminer progressivement ses droits de douane sur des produits industriels et une possibilité d'appliquer une libéralisation sélective concernant les produits agricoles.

Un accord jugé défavorable pour Alger

En 2012, cette période de transition a été allongée et portée à 15 ans, jusqu'au 1er septembre 2020, pour certains produits comme l'acier, les textiles, les produits électroniques et l'automobile.

Mais Alger a demandé à de nombreuses reprises de renégocier le texte. L'accord s'est révélé largement défavorable pour l'Algérie, dont l'économie est peu compétitive et qui n'est pas parvenue à exporter ses produits hors hydrocarbures, perdant de ce fait d'importantes recettes.

Hugues Garnier avec AFP Journaliste BFMTV

## MAROC :

Maroc : les élections de 2021 vont-elles être reportées ?

<https://www.bladi.net/maroc-les-elections-de-2021-vont-elles-etre-reportees,72531.html>

9 août 2020 - Face à la situation épidémiologique peu rassurante du royaume, le Maroc pourrait reporter les élections de 2021. Les responsables des partis politiques adoptent différents points de vue.

Deux positions se dégagent. Certains responsables politiques soutiennent que les élections de 2021, test grandeur nature, doivent se tenir conformément aux délais constitutionnels et légaux. Ces élections devront conduire à la désignation de 32 000 élus locaux dans les assemblées communales, provinciales et préfectorales ainsi que les conseils régionaux, en plus des représentants des salariés et des 515 membres des deux chambres du Parlement, rapporte Assabah.

D'autres responsables de partis politiques appellent au report pur et simple des dites élections en raison de la situation épidémiologique peu rassurante du pays. Ils préfèrent que le montant de 3 milliards de DH représentant le coût des élections soit reversé au fonds spécial Covid-19 pour servir à des fins économiques et sociales. Selon eux, ce report est nécessaire car cela permettra d'éviter le risque élevé de contamination pendant la campagne électorale.

Ce qu'il s'était passé à Marrakech lors des dernières élections partielles conforte la position de ces responsables politiques. Des candidats et élus PJD avaient été déclarés positifs au Covid-19. Par conséquent, ces responsables veulent écrire au chef du gouvernement pour lui demander de reporter le débat sur les élections. Ils demandent de prioriser la relance de l'économie et l'amélioration de la situation sociale du pays.

## TUNISIA :

Tunisie – Etats-Unis : Pourquoi Pompeo s'est-il dit satisfait de sa discussion avec Saïed  
<http://kapitalis.com/tunisie/2020/08/09/tunisie-etats-unis-pourquoi-pompeo-sest-il-dit-satisfait-de-sa-discussion-avec-saied/>

09 Août 2020 La conversation téléphonique, samedi 8 août 2020, entre le président Kais Saïed et le secrétaire d'État américain Mike Pompeo, a porté sur des points inscrits à l'ordre du jour de la réunion du Conseil de sécurité de mardi prochain, 11 août. Et notamment celui relatif au renouvellement des sanctions contre l'Iran.

Par Imed Bahri Dans le communiqué de presse publié hier après-midi, la présidence de la république a affirmé, dans une parfaite langue de bois qui n'aurait pas déplu à l'ancien dictateur Zine El Abidine Ben Ali et à son chargé de communication Abdelwahab

Abdallah, que la conversation a été «axée, dans un premier temps, sur les relations solides entre les deux pays avant et après l'indépendance de la Tunisie». Mais quoi encore ?

Le président Saïed a souligné, de son côté, «la nécessité d'ouvrir de nouveaux horizons pour développer davantage ces relations, dans le cadre d'une nouvelle approche des relations internationales». Mais quoi encore ?

Le chef de l'Etat a estimé que «de nombreuses expériences antérieures n'ont pas conduit à la réalisation de la paix et de la sécurité internationales dans le monde». Soit, mais quoi encore ?

Au-delà de la parfaite langue de bois saïedienne

De son côté, le secrétaire d'Etat américain a affirmé que «les Etats-Unis sont prêts à soutenir davantage la Tunisie dans tous les domaines», ajoute le communiqué, un modèle de mauvaise communication voire de désinformation digne du président de la Corée du Nord. Le texte conclut : «Le président Kais Saïed et Mike Pompeo ont également discuté d'un certain nombre de questions internationales et régionales». Mais quelles questions ? Mystère et boule de gomme...

On apprendra par la suite, grâce à un tweet de M. Pompeo partagé par l'ambassade des Etats-Unis à Tunis, que ce dernier ne s'est pas dérangé pour de telles vécilleries. «Discussion fructueuse aujourd'hui avec le président de la république tunisienne Kais Saïed à propos des questions que nous confrontons au sein Conseil de sécurité. Les relations entre les Etats-Unis et la Tunisie sont fortes», a-t-il noté.

Il ne faut pas être grand clerc pour saisir l'objet de la conversation téléphonique. Car parmi les problèmes auxquels sont confrontés les membres du Conseil de sécurité, dont la Tunisie, qui en est

membre non-permanent, il y a notamment le projet de résolution américaine portant sur le renouvellement de l'embargo sur les armes imposé l'Iran.

Les Etats-Unis savent que la Russie et la Chine pourraient opposer leur veto à une telle résolution, car ils sont parmi les plus importants fournisseurs de ce pays, et cherchent à mettre le plus grand nombre d'Etats membres du Conseil de sécurité de leurs côtés. Le but de Washington est donc de garantir le vote de 9 Etats, dont la Tunisie, en faveur de ladite résolution de manière à la faire passer et à contraindre ainsi les Russes et les Chinois à y opposer leur veto.

D'ailleurs, avant d'appeler le président tunisien, Pompeo avait évoqué la même question avec les ministres des Affaires étrangères de l'Indonésie et du Vietnam, deux autres membres non-permanents du Conseil de sécurité, pour s'assurer également de leur appui.

Saïed et la politique du siège vide

La Tunisie n'ayant pas de ministre des Affaires étrangères en poste, depuis le limogeage brutal de Nouredine Erray, le secrétaire d'Etat américain a donc dû en parler directement avec le président Saïed, qui, si on en croit le ton satisfait du tweet du responsable américain, a donné satisfaction à son interlocuteur. Est-ce que la Tunisie va donc voter en faveur du projet de résolution américaine hostile à l'Iran ? Ce serait une position lourde de conséquence et qui marquerait un tournant dans la politique étrangère tunisienne, dont la doctrine est fondée sur de la neutralité et la non-implication dans les conflits et les politiques des axes.

Quoi qu'il en soit, et pour être crédible, la présidence de la république doit commencer par nommer rapidement un chef de la diplomatie et un ambassadeur à Paris, deux postes importants étrangement et mystérieusement laissés vacants par le président Saïed, dont on se demande si, par cette politique du siège vide, ne cherche-t-il pas à marginaliser la diplomatie tunisienne ou... à l'incarner à lui tout seul, comme un grand. Ce qui n'est pas rassurant quant à la suite...

LYBIA :

Deux avions-cargos russes atterrissent à Syrte en Libye

Selon Dirah, ce sont des avions-cargos militaires et bien qu'il n'ait pas d'informations détaillées concernant leur cargaison, il est fort possible que ce soient des munitions militaires.

10.08.2020 ~ 10.08.2020 <https://www.trt.net.tr/francais/afrique-asie/2020/08/10/deux-avions-cargos-russes-atterrissent-a-syrte-en-libye-1469969>

L'armée libyenne a fait savoir que deux avions-cargos russes ont atterri dimanche dans la ville de Syrte contrôlée par les milices d'Haftar à l'est de la Libye.

Le porte-parole de la direction des opérations conjointes à Syrte et Djourfrah, Abdulhadi Dirah, a noté que les avions ont atterri à l'aéroport international de Gardabiya.

Selon Dirah, ce sont des avions-cargos militaires et bien qu'il n'ait pas d'informations détaillées concernant leur cargaison, il est fort possible que ce soient des munitions militaires.

Khalifa Hafta, soutenu par les Emirats arabes unis, l'Egypte, la France et la Russie, avait donné à ses milices l'ordre d'attaque le 4 avril 2019 pour s'emparer de la capitale Tripoli et avait ainsi poussé le pays dans une spirale de violence.

Grâce à l'opération « Tempête de Paix » lancée le 25 mars par l'armée libyenne contre les milices d'Haftar, le contrôle a été assuré dans les frontières administratives de Tripoli le 3 juin et dans la ville stratégique de Tarhouna le 5 juin.

Le 6 juin, l'armée a annoncé avoir lancé l'opération « Voie à la victoire » pour sauver Syrte, la base aérienne militaire de Djourfrah ainsi que les zones avoisinantes.

\*\*\*\*\*

Libye : « La guerre qui se mène est une guerre sous procuration », le Maréchal du Tchad  
9 août 2020 <https://tchadinfos.com/politique/lybie-la-guerre-qui-se-mene-est-une-guerre-sous-procuration-le-marechal-du-tchad/>

Narcisse Orédjé A l'occasion des 60 ans de l'indépendance du Tchad, le président Idriss Déby Itno a accordé un entretien exclusif à RFI via l'émission « Le débat africain ». Occasion pour lui de revenir sur la crise libyenne contre laquelle il appelle à des solutions africaines.

Depuis 2011, après la mort de Mouhammar Khadafi, icône de la révolution libyenne, la Libye n'arrive plus à retrouver sa stabilité. Des combats récurrents entre le gouvernement de Fayez Al-Sarraj reconnu par la communauté internationale et le camp du maréchal Khalifa Haftar maintiennent le pays dans le chaos malgré divers accords. Dans cette guerre, plusieurs autres mains extérieures, en Afrique et ailleurs, y sont associées. C'est le cas du Tchad qui partage de larges frontières terrestres avec la Libye. Cette question de l'ingérence du Tchad très souvent évoquée a été une fois de plus effleurée lors de cet entretien accordé par le président Idriss Déby Itno à la RFI et France 24. Et le président tchadien n'est pas passé par le dos de la cuillère pour justifier son choix.

« Moi, j'ai choisi la paix pour la Libye, pour mes frères libyens. Je n'ai pas choisi un camp contre un autre camp », lâche-t-il avant de justifier. « Qui héberge aujourd'hui, les terroristes ? Quel est le camp qui recrute et héberge des mercenaires ? Quel est le camp qui vient déstabiliser tous les pays du Sahel ? A partir de là évidemment, il est clair pour nous d'avoir intérêt de nous défendre dans le choix que nous faisons ». Même s'il ne l'a pas nommément mentionné, le choix du président Idriss Déby Itno porte sur le camp du Maréchal Haftar qui, à ses yeux aide à contenir les invasions terroristes et le développement du mercenariat, deux maux qui gangrènent la bande sahélienne actuellement.

Si le président assume ses choix et les justifie au nom de la paix en Libye et dans le Sahel, il n'occulte pas le rôle combien important des puissances occidentales dans la dégradation de la situation sécuritaire sur le terrain. « La Turquie n'est pas le seul pays à se mettre dans la danse de la Libye. Il y a beaucoup d'agendas et tous ces agendas ne sont pas des agendas qui militent en faveur de la stabilité, d'un retour à la paix, d'une réconciliation des Libyens au grand dame des pays du Sahel qui sont les premières victimes ». A cause d'importantes richesses que la Libye regorge, dit-il, Khadafi a été liquidé. Mais, s'interroge le président Deby, « aujourd'hui, à qui profite ce pétrole là ? Aux libyens ? »

Au point où la Libye est arrivée, il est difficile de mettre fin à la guerre. Car analyse le président Idriss Déby Itno, « la guerre de la Lybie est maintenant une guerre internationalisée. La guerre qui se mène est une guerre sous procuration ». En référence à l'implication de plusieurs puissances étrangères qui viennent chercher chacune, des intérêts économiques.

Pour revenir à la normale en Libye, Idriss Déby Itno maintient sa position et milite pour un règlement de conflit par les Africains. « La communauté internationale cherche à écarter dans le règlement du conflit libyen, l'Union africaine et les pays africains ». Pour lui, le message est clair, pas de paix en Libye tant que l'Union africaine et les autres pays africains n'auront pas la pleine mainmise sur la situation libyenne.

-----

**\*\*\*\* AFRIQUE DE L'OUEST \*\*\*\***

CÔTE D'IVOIRE :

Situation tendue en Côte d'Ivoire : Charles Blé Goudé, la voie du dialogue  
<https://beninwebtv.com/2020/08/situation-tendue-en-cote-divoire-charles-ble-goude-la-voie-du-dialogue/>

Par Modeste Dossou le 10 Août 2020 à 09:50

Charles Blé Goudé a réagi après l'annonce de la candidature pour un troisième mandat d'Alassane Ouattara. Dimanche, l'ancien ministre a exprimé ce qu'il pense de la situation actuelle dans son pays, la Côte d'Ivoire.

Alors qu'on s'attendait peut-être à une condamnation violente ou à un appel au soulèvement comme l'ont fait plusieurs personnalités ivoiriennes après la déclaration de candidature de Ouattara à la présidentielle 2020 en Côte d'Ivoire, Blé Goudé a préféré faire la voix du sage. Il a indiqué avoir « tiré les leçons de la crise » post-électorale passée et appelle plutôt au dialogue en Côte d'Ivoire. « Je tends toujours la main parce que je pense que j'ai tiré les leçons de la crise que mon pays a vécu. On ne peut pas continuer dans la belligérance permanente. Il faut qu'on passe à autre chose », a déclaré Blé Goudé.

Le président du Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples (COJEP) a ensuite mis l'accent sur le fait que la seule issue pour la Côte d'Ivoire de ne plus sombrer dans la violence, était le dialogue. Blé Goudé n'a pas non plus fait fi du fait qu'il voulait rentrer chez lui pour discuter avec tous les ivoirien et même les autorités en place. Toutefois il souligne que son appel « n'est pas une preuve de faiblesse ». « Au lieu de compter les morts, je préfère compter des jours de discussions avec le régime en place », a-t-il indiqué.

\*\*\*\*\*

Côte d'Ivoire : Alassane Ouattara annonce sa candidature à l'élection présidentielle d'octobre  
[French.xinhuanet.com](http://french.xinhuanet.com)|Publié le 2020-08-07 à 06:19 [http://french.xinhuanet.com/afrique/2020-08/07/c\\_139271166.htm](http://french.xinhuanet.com/afrique/2020-08/07/c_139271166.htm)

ABIDJAN, 6 août (Xinhua) -- Le chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara a annoncé officiellement sa candidature à l'élection présidentielle d'octobre dans son pays à la faveur d'un message radiotélévisé jeudi à la veille de la célébration de l'indépendance de la Côte d'Ivoire.

"J'ai décidé de répondre favorablement à l'appel de mes concitoyens et d'être candidat à l'élection présidentielle du 31 octobre 2020", a déclaré Alassane Ouattara.

Pressé par son parti, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP), de briguer un troisième mandat après le décès le 8 juillet du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, le candidat du parti, la décision d'Alassane Ouattara était très attendue.

M. Ouattara avait solennellement annoncé le 5 mars sa volonté de ne pas se présenter à l'élection présidentielle et de passer la main à une nouvelle génération.

"L'homme propose, Dieu dispose et face à ce cas de force majeure et par devoir citoyen, j'ai décidé de reconsidérer ma position et de me présenter à l'élection présidentielle", a expliqué Alassane Ouattara.

"Je suis donc candidat à l'élection présidentielle du 31 octobre", a-t-il martelé.

Le décès d'Amadou Gon Coulibaly, seul candidat du parti au pouvoir avant son décès, "laisse un vide au sein de l'équipe" qu'il avait mise en place, a-t-il encore expliqué justifiant sa candidature par les défis à relever à trois mois de l'élection, les défis pour la paix, la sécurité nationale sous-

régionale et la nécessité de juguler la crise sanitaire sans compter "le risque de voir le pays reculer" dans bien des domaines.

"Cette décision est un devoir que j'accepte dans l'intérêt supérieur de la nation afin de mettre mon expérience au service de mon pays, c'est un sacrifice que j'assume pleinement", a-t-il souligné.

Troisième mandat de Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire: l'avertissement de Fitch

<https://www.financialafrik.com/2020/08/09/troisieme-mandat-de-ouattara-en-cote-divoire-lavertissement-de-fitch/>

Par Albert Savana - 9 août, 2020

Dans une note datant du 7 août 2020, l'Agence Fitch Ratings estime que la décision du président Alassane Ouattara de briguer un troisième mandat alimente les risques d'instabilité en vue des présidentielles du 31 octobre prochain. "Notre attente demeure que les élections ne seront pas perturbées, mais les désaccords entre le gouvernement et l'opposition sur la gestion du processus électoral font peser d'importants risques", exprime l'agence qui avait reconduit la note du

\*\*\*\*\*

Présidentielle en Côte d'Ivoire : plus de 900 000 nouveaux électeurs se sont enrôlés

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/08/05/presidentielle-en-cote-d-ivoire-plus-de-900-000-nouveaux-electeurs-se-sont-enroles\\_6048181\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/08/05/presidentielle-en-cote-d-ivoire-plus-de-900-000-nouveaux-electeurs-se-sont-enroles_6048181_3212.html)

La révision des listes électorales porte le nombre total d'inscrits à 7,5 millions, pour une population de 25 millions d'habitants.

\*\*\*\*\*

Côte d'Ivoire / Présidence FIF : Gohou Michel apporte son soutien à Didier Drogba

par Dammipi BONSA <https://l-frii.com/cote-divoire-presidence-fif-gohou-michel-apporte-son-soutien-a-didier-drogba/>

Le célèbre comédien ivoirien Gohou Michel, très connu pour son rôle dans « Ma Famille » rejoint les nombreux soutiens de Didier Drogba, candidat à la présidence de la FIF (Fédération Ivoirienne de Football).

Pour Gohou Michel, l'ancien capitaine de la Côte d'Ivoire est hors-paire, c'est une légende. « Une personne comme Didier Drogba, on ne peut pas en avoir deux dans le même siècle. Didier mérite un monument ici en Côte d'Ivoire ». « Oui, honorons nos champions, nos légendes, et Didier Drogba en fait partie ».

Et de poursuivre : « C'est surtout grâce à Didier Drogba que la Côte d'Ivoire a été pour la première fois qualifiée au Mondial de football ».

MALI :

Mali : l'UNESCO soutient les communautés touchées par le conflit en réhabilitant Bandiagara  
<https://news.un.org/fr/story/2020/08/1074372>

4 août 2020 Culture et éducation | « La culture n'est pas seulement trop souvent victime de conflits armés prolongés, elle est aussi une source essentielle de résilience et un fondement important pour la construction de la paix », a déclaré la Directrice générale de l'UNESCO, Audrey Azoulay. « A travers ce nouveau projet, en collaboration avec les autorités maliennes, nous visons à placer la



culture au cœur des efforts pour soutenir les communautés qui font de cette région leur foyer », a-t-elle ajouté.

Renforcer le tissu social et la paix au pays Dogon

Ce nouveau projet majeur à Bandiagara, rendu possible grâce à un financement d'un million de dollars de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones de conflit (ALIPH), est prévu pour une durée de trois ans. Il compte réhabiliter le patrimoine architectural endommagé, y compris les logements, les greniers et les sites consacrés à la culture traditionnelle, et rétablir la production d'objets culturels et la sauvegarde des objets de cérémonies dans une collection commémorative.

De par la réhabilitation et la sauvegarde des pratiques culturelles de la région, le projet contribuera aussi à renforcer le tissu social et la paix entre les communautés du pays Dogon. Les activités génératrices de revenus pour les femmes, sont au cœur de ce projet, qui vise à promouvoir la réconciliation entre les communautés et à favoriser la protection du patrimoine dans le contexte difficile de la pandémie de Covid- 19.

Près de 30 villages totalement détruits

En 2012, le Mali est devenu l'épicentre d'une crise politique et de sécurité de grande ampleur, provoquée par l'arrivée de groupes armés dans les régions du nord et du centre du pays. Outre le fait de causer des victimes civiles et de créer de l'insécurité, la crise a provoqué la destruction totale ou partielle de près de 30 villages, dont la moitié est située dans les limites du bien du patrimoine mondial de la falaise de Bandiagara (Pays Dogon).

La destruction des villages a entraîné soit des dommages importants, soit la perte de nombreux bâtiments traditionnels et d'objets culturels, ainsi que la détérioration des pratiques et des traditions culturelles des groupes Dogon, Peul, Bozo, Bambara et Sonrhäï.

La disparition progressive de pratiques culturelles telles que les rituels funéraires traditionnels et les danses masquées, ainsi que les festivités du Yaaral et du Degal, a alimenté les conflits intercommunautaires.

Un effort conjoint

L'ALIPH a été créée en 2017, en partie en réponse à la destruction du patrimoine culturel du Mali.

« Notre partenariat avec l'UNESCO et les autorités maliennes constitue un plan concret et ambitieux pour sauver les trésors du patrimoine culturel qui ont été mis en danger par le conflit. Cet effort conjoint se détermine par une conviction collective que le patrimoine culturel joue un rôle essentiel dans la construction de la cohésion sociale et, finalement, de la paix », a déclaré le Dr. Thomas S. Kaplan, président d'ALIPH.

Les experts de l'UNESCO travailleront en étroite collaboration avec une équipe d'experts maliens du Ministère de la culture, de la Direction nationale du patrimoine culturel (DNPC), de la Mission culturelle de Bandiagara (BCM) et de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), ainsi qu'avec les communautés locales.

L'intervention à Bandiagara s'appuie sur les initiatives de réhabilitation de l'UNESCO au Mali, actives depuis 2012, et sur le travail d'évaluation et de médiation effectué en 2019 pour donner suite à la spirale de violence intercommunautaire à Bandiagara.

La falaise de Bandiagara est un vaste paysage culturel couvrant 400.000 hectares dispersés dans trois régions naturelles : le plateau de grès, l'escarpement, et les plaines.

Les communautés entretiennent une relation très étroite avec leur environnement, qui s'exprime par des rituels et des traditions sacrés. Le bien a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1989.

TOGO :

Comment le Togo a utilisé le logiciel israélien Pegasus pour espionner des religieux catholiques et des opposants

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/08/03/au-togo-un-espion-dans-les-smartphones\\_6048023\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/08/03/au-togo-un-espion-dans-les-smartphones_6048023_3212.html)

Selon une enquête menée par « Le Monde » et « The Guardian », le régime togolais a utilisé un logiciel ultra-sophistiqué pour cibler des religieux catholiques, des militants de la société civile et des opposants politiques. Par Joan Tilouine Publié le 03 août 2020

A ses paroissiens de Kpalimé, ville agricole du sud-ouest du Togo, Mgr Benoît Alowonou aime répéter que « Dieu connaît la vérité du cœur ». Pas tout à fait les secrets qui intéressent le régime togolais ; lui « connaît » jusqu'au contenu du smartphone de l'homme de foi.

Selon une enquête menée par Le Monde et The Guardian, le religieux de 71 ans est l'un des six Togolais identifiés pour l'instant à avoir été ciblés par un logiciel espion très sophistiqué dénommé Pegasus. Une arme numérique développée et vendue aux Etats par la société israélienne NSO Group, officiellement pour lutter contre le terrorisme et la grande criminalité. Au Togo, elle a été utilisée contre des religieux catholiques, des militants de la société civile et des politiciens de l'opposition. Ces voix qui critiquent le pouvoir du président Faure Gnassingbé ont subi à leur insu des infections de leurs smartphones au cours de l'année 2019.

SENEGAL :

Trafic de drogue au Sénégal : série d'accusations contre de hautes personnalités

<https://www.afrik.com/trafic-de-drogue-au-senegal-serie-d-accusations-contre-de-hautes-personnalites>

Par Daouda Ndour - 9 août 2020

De plus en plus de voix s'élèvent pour accuser de très hautes personnalités sénégalaises, dans le cadre du trafic de drogue. Le silence des autorités sénégalaises, avec à leur tête le chef de l'Etat Macky Sall, pousse nombre de Sénégalais à se poser bien des questions.

Membre très influent du parti au pouvoir et Député de la CEDEAO, le bouillant Moustapha Cissé Lô menaçait, il y a quelques semaines, de dénoncer de très hautes personnalités au sommet de l'Etat qui, selon lui, étaient au cœur du trafic de drogue dans le pays. Cette sortie avait suscité moult commentaires de Sénégalais qui estimaient que la gravité des accusations de cette personnalité interpellait directement le Procureur de la République. Lequel avait l'obligation, toujours selon ces Sénégalais très indignés, de convoquer l'auteur de ces « très graves accusations » et de mener une enquête. Mais, curieusement, ledit Député n'a jamais été interpellé sur la question.

Et voilà que, plusieurs semaines après lui, c'est un autre député à l'Assemblée nationale, de l'opposition cette fois-ci, qui fait exactement les mêmes accusations concernant le trafic de drogue au Sénégal. Selon Mamadou Lamine Diallo, en effet, « il existe une économie de la drogue et du blanchiment d'argent, estimée à 200 milliards par an. Qui serait entretenue par de gros bonnets, jouissant de protection au haut niveau ». Le président du parti politique Tekki continue pour dire que « le dernier rapport de l'IGE prouve nettement qu'il y a de la corruption au Sénégal. Et, le plus grave, c'est que c'est une corruption adossée au blanchiment d'argent ».

« Cissé Lô est un député que je suis depuis longtemps, à l'Assemblée nationale. Le président Thabo Mbéki, dans le cadre du Groupe de travail sur les flux financiers illicites, a récemment dit qu'il y a un flux annuel de soixante milliards de dollars, de l'Afrique vers l'étranger. Et que presque tous les pays sont touchés. Cela me conforte dans ma conviction que l'économie de la drogue et de la corruption génère, chaque année au Sénégal, deux cents milliards de nos francs. Et, tout y passe : Le

trafic des faux billets, le foncier, l'immobilier, le trafic de voitures qui est un secteur de blanchiment. C'est extrêmement grave. Dans le rapport de l'ONU, il est clairement dit que l'Afrique de l'Ouest, dont fait partie le Sénégal, est une zone de transit de la drogue dure », dénonce l'homme politique.

Récemment, un député du parti au pouvoir avait été arrêté et emprisonné dans une affaire de trafic de faux billets. Et son élargissement par le pouvoir, après des mois d'emprisonnement, a suscité bien des commentaires dans le pays.

## BURKINA FASO :

Gunmen kill more than a dozen in attack in eastern Burkina Faso

<https://www.aljazeera.com/news/2020/08/gunmen-kill-dozen-attack-eastern-burkina-faso-200807182812117.html>

There was no immediate claim of responsibility for the attack on a cattle market in the village of Fada N'Gourma.

7 Aug 2020 Unidentified gunmen have killed about 20 people in an attack on a cattle market in eastern Burkina Faso, the government said in a statement.

There was no immediate claim of responsibility for the attack in the village of Fada N'Gourma, around which the army is carrying out a search operation.

"Unidentified armed individuals burst into a cattle market in Namoungou village in the region of Fada N'Gourma and attacked the population," the governor, Colonel Saidou Sanou, said in a statement on Friday.

"According to an initial toll, around 20 people have been killed and numerous others wounded."

Gunmen killed 25 people in an attack on another cattle market in the eastern village of Kompienga in May.

READ MORE

The Sahel: Key things to know as security crisis spirals

Burkina Faso has been battling armed groups with links to al-Qaeda and ISIL (ISIS) since 2017.

Hundreds of people have been killed in the past year in the Sahel nation, and more than half a million have fled their homes due to the violence, which has also raised ethnic and religious tensions.

In the past five years, more than 900 people have been killed by armed groups, while some 860,000 people have fled their homes.

The Sahel country is taking part in a regional effort to battle an armed uprising along with Mali, Niger, Mauritania and Chad.

Their militaries, under-equipped and poorly trained, are supported by 5,000 French troops in the region.

Unrest in Burkina Faso, Mali and Niger killed approximately 4,000 people last year, according to United Nations figures.

Turkey condemns terror attacks in Burkina Faso, Somalia

Foreign ministry denounce attacks in livestock marketplace, army base

Firdevs Bulut | 09.08.2020 <https://www.aa.com.tr/en/africa/turkey-condemns-terror-attacks-in-burkina-faso-somalia/1935928>

Turkey condemned terror attacks Saturday in Burkina Faso and Somalia.

"We are saddened by the news that many people lost their lives and were injured in a terrorist attack against a livestock market place in Namoungou village, in the eastern part of Burkina Faso, on 7 August 2020," the Turkish Foreign Ministry said in a statement. "We condemn this heinous terrorist

attack. We extend our sincere condolences to the brotherly people and Government of Burkina Faso and wish a speedy recovery to the injured," the statement added.

In Somalia, a suicide attack using a bomb-laden vehicle killed eight people.

"We received the news with deep sorrow that 8 people lost their lives and many were injured as a result of a suicide attack with bomb-laden vehicle following a mortar fire to the base of 12 April Brigade in Mogadishu, Somalia," the ministry said.

"We strongly condemn this heinous terrorist attack. We extend our condolences to the brotherly people of Somalia and to the Government of the Federal Republic of Somalia, wish Allah's mercy upon those who lost their lives and a speedy recovery to the injured," the statement also added.

Turkey has strong historical ties with Somalia on the principle of "win-win" relations, including more than 150 development aid projects carried out by the Turkish Cooperation and Coordination Agency since 2011.

\*\*\*\*\*

Election présidentielle : Zéphirin Diabré et Kadré Désiré Ouédraogo s'unissent pour le changement <https://lefaso.net/spip.php?article98415> LEFASO.NET • jeudi 30 juillet 2020 à 22h30min

Ce jeudi 30 juillet 2020 à Ouagadougou, le candidat de l'Union pour le progrès et le changement (UPC) a rendu visite à Kadré Désiré Ouédraogo, candidat à l'élection présidentielle soutenu par le mouvement « Agir ensemble ». A leur sortie d'entretien, les deux hommes se sont dit prêts à se donner la main pour renverser le pouvoir actuel à la prochaine présidentielle.

En prélude de l'élection présidentielle du 22 novembre 2020 au Burkina Faso, la scène politique nationale vit au rythme des rapprochements et des alliances entre partis politiques. Ainsi, au niveau du Chef de file de l'opposition politique (CFOP), l'union des forces semble être la voie choisie.

Dans cette dynamique, le chef de file de l'opposition et candidat de l'Union pour le progrès et le changement (UPC), Zéphirin Diabré, a rendu visite au candidat Kadré Désiré Ouédraogo.

A la sortie de ce tête-à-tête, Zéphirin Diabré a confié que cette visite s'inscrit dans une perspective d'union des forces pour conquérir le pouvoir d'Etat. Au niveau du CFOP, il y a une volonté de rassemblement pour assurer « l'alternance et le vrai changement ». Pour lui, cette démarche sera bientôt couronnée par la signature d'un accord politique entre les partis de l'opposition.

Le candidat de l'UPC accueilli à son arrivée par Kadré Désiré Ouédraogo

Dans cet accord politique, il y a deux points importants. Premièrement, ils se sont engagés à soutenir celui d'entre eux qui arrivera au second tour. En second lieu, il est convenu qu'au cas où un candidat de l'opposition serait élu, les partis signataires dudit accord s'engageront à gouverner ensemble sur la base d'un certain nombre de principes et d'objectifs. Et selon le chef de file de l'opposition, Kadré Désiré Ouédraogo va apporter sa contribution pour la réussite de cet accord.

Profitant de cette rencontre, le CFOP a précisé que le jeudi 6 août, il se tiendra le dernier séminaire de correction et de validation du document ; et dans les jours qui vont suivre, il y aura une cérémonie officielle où tous les candidats viendront montrer leur engagement.

Zéphirin Diabré de l'UPC

De son côté, Kadré Désiré Ouédraogo s'est dit honoré de cette visite du chef de file de l'opposition. Pour lui, il faut travailler à offrir au Burkina Faso de nouvelles perspectives. Il pense que l'accord politique en préparation est une excellente idée.

Kadré Désiré Ouédraogo, candidat soutenu par le mouvement « Agir ensemble »

Et même au cas où le candidat du CDP arrive au second tour, Kadré Désiré Ouédraogo ne changera pas de fusil d'épaule. « Il est évident que je respecterai mes engagements, quelle que soit la personne. C'est ça aussi qui permettra de redonner de la crédibilité à la parole donnée, car nos hommes politiques doivent savoir prendre des options et les tenir », a-t-il assuré.

Le candidat soutenu par le mouvement « Agir ensemble » souhaite que « la volonté souveraine du peuple ne soit pas travestie par la fraude électorale ».

\*\*\*\*\*

Burkina Faso : Quand les partis politiques bradent la dignité humaine !

<https://lefaso.net/spip.php?article98597>

Ne peut-on pas « être grand » en politique sans verser dans des pratiques de dégradation humaine ? L'on ne peut finalement pas s'empêcher de poser cette question aux partis politiques burkinabè, plus précisément à ceux dits « grands » et qui se complaisent à le clamer à coups de mobilisations et de contre-mobilisations. En politique, la fin justifie les moyens, dit-on. Effectivement, cela se vit à merveilles à Burkina. Autrement, pour parvenir à l'objectif, peu importe... ; jusqu'à ce que dignité et mœurs n'aient pas droit de cité !

En effet, lors des grands rendez-vous politiques (congrès, meetings, conventions, assemblées générales, etc.), l'on s'aperçoit que pour des besoins de propagande politique, les organisateurs ratissent large dans les quartiers et villages, au sein des populations surtout démunies et/ou illettrées pour remplir stades et palais. Fiers de dire que même le Palais des sports, le stade ou tel endroit n'a pas pu contenir la mobilisation, les militants.

Le plus pernicieux ici (et qui vaut cette réaction), c'est lorsque la majorité de ce qu'eux-mêmes, politiciens, qualifient de « bétail » est constitué de femmes de tous âges. Parfois, ces femmes, bébé au dos ou enceintes, se retrouvent sur ces lieux sans même comprendre le motif réel de leur présence. On les trompe dans les quartiers avec tous les arguments pour les conduire au lieu souhaité, et une fois sur place, les responsables qui les y ont conduites s'éclipsent ; ce qui les contraint à y rester jusqu'à la fin de leur besoin (la mobilisation étant le principal élément de satisfaction ici pour les organisateurs). Et tous les motifs sont bons à utiliser comme appât. C'est ainsi qu'on découvre que bien de femmes sont souvent convoyées pour, dit-on, s'inscrire pour des prêts que voudraient leur octroyer des institutions publiques ou privées. « On nous a dit de venir ici qu'on donne de l'argent/prêts aux femmes pour entreprendre », se renseignent-elles souvent auprès de qui elles peuvent.

Ce sont donc des mères, des grands-mères au regard perdu, souvent frappées par la soif et la faim, qu'on recense en train de tourner sur ces lieux. Que dire encore, lorsqu'on sait que certaines ont abandonné petits commerces, dont dépend la gestion quotidienne de leur famille, pour s'y retrouver. Cela fait bien longtemps que ces pratiques ont pignon sur rue. Avec les joutes électorales en perspectives, rêver que ces pratiques s'amenuisent semble relever de l'utopie. Des capitales à l'intérieur du pays, les choses se passent ainsi. Comme si la politique était un règne de pratiques humaines dégradantes. Même des organisations de la société civile et mouvements politiques se sont laissés embarquer dans cette tendance immorale.

C'est ce même esprit qui, honteusement, se vit parfois dans l'administration à la faveur de certaines activités publiques (inauguration d'infrastructures, par exemple), où les élèves des localités concernées sont mobilisés pour, dit-on, « réserver un accueil chaleureux à l'autorité ». Ainsi, dès 6h, les enfants sont mobilisés puis convoyés sur le lieu de l'activité qui va démarrer à 11h. On les entasse sous le soleil, sans pincement au cœur. Une fois la cérémonie terminée, et pendant que les invités et autres privilégiés se dirigent vers les plats garnis, les enfants et autres populations « contraintes » de participer sont laissés à leur sort (même si prise en charge, il y a, ce n'est que de nom). Pour notre part, ce n'est pas seulement dégoûtant..., c'est révoltant !

Oumar L. Ouédraogo (oumarpro226@gmail.com) Lefaso.net

\*\*\*\*\*

Message de Son Excellence le Premier ministre Christophe Joseph Marie Dabiré à l'occasion du 05 août

<https://lefaso.net/spip.php?article98514>

Notre pays célèbre aujourd'hui, le 60e anniversaire de son accession à la souveraineté nationale et internationale. Cette indépendance a été arrachée de haute lutte, par nos devanciers à qui je rends un vibrant hommage.

De la République de la Haute-Volta, à l'actuel Burkina Faso, leur exemple de combativité, dans l'union, la cohésion sociale, l'intégrité, a toujours été le socle de la construction de notre Etat-Nation.

Ces moments difficiles que traverse notre pays, viennent nous rappeler la nécessité pour tous, de conjuguer nos efforts, pour préserver ce que nos ancêtres ont conquis au prix du sang. C'est ensemble, main dans la main, que nous allons relever tous ces défis.

C'est ensemble également que nous construirons un Burkina Faso prospère, où règnent la paix, la cohésion sociale et le vivre-ensemble.

Bonne célébration à toutes et à tous !

BENIN :

Présidentielle 2021 au #Bénin. Parrainage, la mouvance ouvre, l'opposition bloque - Les Pharaons <https://www.lespharaons.com/2020/08/10/presidentielle-2021-au-benin-parrainage-la-mouvance-ouvre-lopposition-bloque/>

L'élection présidentielle de l'année prochaine est l'objet de toutes les attentions depuis la fin des élections communales du 17 mai 2020. Au cœur de la controverse, le parrainage introduit dans le code électoral au mois de novembre 2019. Les candidats à l'élection présidentielle devront jouir du parrainage de 10% des élus soit 16 députés et ou maires. Au vue de la configuration politique actuelle où l'opposition n'est pas en capacité de parrainer toute seule son ou ses candidats, une élection à sens unique et au profit de la mouvance est redoutée par beaucoup.

LIRE AUSSI : Présidentielle 2021 au #Bénin. Patrice Talon répond à ses partisans sur un deuxième mandat

Face aux craintes, le porte-parole du gouvernement le ministre de la communication Alain Orounla, a début juillet, rassuré les Béninois. Le parrainage est un filtre démocratique avait-il confié tout en rassurant que l'élection présidentielle de 2021 sera ouverte et ne sera pas à sens unique. Une ouverture existe pour tous les candidats, a expliqué Alain Orounla pour qui, Patrice Talon n'aura besoin que de 16 signatures. D'autres candidats, conclut-il, peuvent toujours aller chercher le parrainage des élus restants. Mi-juillet, c'est le Professeur Roch Gnahoui David, membre du bureau politique du parti UP qui a expliqué que les portes de négociation avec les élus et partis de la mouvance sont ouvertes. Les candidats de l'opposition pourraient ainsi aller discuter pour espérer obtenir le parrainage des députés et maires de la mouvance.

LIRE AUSSI : Fête de l'indépendance au Bénin. Nouréinou Acthadé se prononce sur l'hommage rendu à Boni Yayi et Nicéphore Soglo par Patrice Talon

Du côté de l'opposition, le parrainage est la pilule amère que l'on n'est pas prêt à consommer. Il s'agirait d'un outil d'exclusion, soutiennent les forces politiques de l'opposition. Il y a quelques jours, c'est la Coalition des jeunes de l'opposition qui a demandé au Président de la République de faire recours aux dispositions exceptionnelles de la Constitution pour sauter le principe du parrainage avant l'élection présidentielle. Ce dimanche 3 août 2020, alors qu'il était reçu sur la chaîne numérique Bi-News, l'ancien député à l'Assemblée Nationale et Premier vice-président du parti Les Démocrates Nouréinou Atchadé est revenu sur la question du parrainage.

" (...) nous n'avons pas à négocier les parrainages. Nous avons à ouvrir le jeu. Tous ceux qui veulent être candidats doivent participer aux élections et c'est aux populations de donner leur quitus à qui elles veulent. (...)", a dit Nouréinou Atchadé. Le premier vice-président du parti Les Démocrates, qui annonce que les membres de cette formation politique seront bel et bien dans la course électorale en 2021, mais exclut le parrainage comme condition de participation. " Je

n'envisage pas le parrainage comme une condition pour aller aux élections. Lorsqu'on dit qu'on peut aller négocier les parrainages, je n'y crois pas", a martelé l'invité de la chaîne Bi News. A huit mois du scrutin présidentiel, opposition et mouvance n'arrivent toujours pas à s'accorder sur le maintien ou non du parrainage comme condition de participation. La mouvance semble afficher une ouverture sur la possibilité que ses élus offrent le parrainage à d'autres candidats mais l'opposition très méfiante milite pour une abrogation de la disposition légale qui le prescrit.

## NIGERIA :

Nigeria : le leader de Boko Haram menace des officiels de l'Etat dans une vidéo  
<https://l-frii.com/nigeria-le-leader-de-boko-haram-menace-des-officiels-de-letat-dans-une-vidéo/>  
par Omaw BUAME

Dans une vidéo publiée très récemment, le leader de Boko Haram, Abubakar Shekau, a menacé l'ancien et l'actuel gouverneur de l'Etat de Borno ; Kashim Shettima et Babagana Zulum. Les menaces de Shekau se sont étendues au conseiller à la sécurité nationale Babagana Monguno, à l'analyste extrémiste Bulama Bukarti, ainsi qu'à l'ancien ministre de la jeunesse et des sports Solomon Dalung.

Dans la vidéo de 56 minutes, Shekau a traduit de nombreux éléments en arabe, en haoussa et en kanuri. Il a affirmé que tous les musulmans nigériens qui avaient besoin de lire la légende, méritaient d'être tués. Il a poursuivi en disant que tout musulman qui lit l'hymne national nigérian à l'école ou ailleurs, est un infidèle même s'il est en train de prier et de jeûner. Dans la vidéo, il a menacé que toute personne qui récite l'hymne national nigérian à l'école ou ailleurs est un infidèle même si elle prie et jeûne. La nouvelle vidéo arrive quelques jours après que les États-Unis ont averti que Boko Haram a commencé à étendre ses activités du nord-est au nord-ouest.

\*\*\*\*\*

Le sauvetage numérique des stèles akwanshis du Nigeria  
[https://www.sciencesetavenir.fr/archeo-paleo/le-sauvetage-numerique-des-steles-akwanshis-du-nigeria\\_146352](https://www.sciencesetavenir.fr/archeo-paleo/le-sauvetage-numerique-des-steles-akwanshis-du-nigeria_146352)

Par Bernadette Arnaud le 08.08.2020 Plus de 250 pierres taillées, datant sans doute du début de notre ère, constituent un patrimoine exceptionnel menacé. Au sud-est du Nigeria, les stèles akwanshis font l'objet d'examens avec des technologies de pointe pour comprendre leur signification symbolique et, surtout, assurer leur conservation. Un article extrait de Sciences et Avenir 881-882.

## NIGER :

Niger : huit personnes dont six touristes abattues par des hommes armés  
[https://www.alwihdainfo.com/Niger-huit-personnes-dont-six-touristes-abattues-par-des-hommes-armes\\_a91873.html](https://www.alwihdainfo.com/Niger-huit-personnes-dont-six-touristes-abattues-par-des-hommes-armes_a91873.html)

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 9 Août 2020

Des assaillants non identifiés ont abattu dimanche, en fin de matinée, huit personnes à Koré, localité située à une centaine de kilomètres de la capitale Niamey, au Niger.

Parmi les victimes figure deux nigériens et six touristes de nationalité française, probablement en excursion touristique.

Les hommes armés qui ont mené l'attaque circulaient à bord de motos.

GHANA :

(COVID-19) Le Ghana enregistre plus de 41.000 cas de COVID-19

French.xinhuanet.com|Publié le 2020-08-10 à 01:32

[http://french.xinhuanet.com/afrique/2020-08/10/c\\_139277765.htm](http://french.xinhuanet.com/afrique/2020-08/10/c_139277765.htm)

ACCRA, 9 août (Xinhua) -- Le Ghana a enregistré 470 infections supplémentaires au nouveau coronavirus ce dimanche, portant le nombre total de cas confirmés dans le pays à 41.003, a indiqué le Service de santé du Ghana dans sa dernière mise à jour.

Le nombre de cas guéris et sortis de l'hôpital est monté à 38.330 alors que les autorités ont annoncé la guérison de 628 patients supplémentaires ce dimanche.

La pandémie a fait neuf nouvelles victimes au Ghana, portant le bilan à 215 décès. Il reste encore 2.458 cas actifs dans le pays d'Afrique de l'Ouest.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a cité le Ghana comme étant l'un des pays d'Afrique comptant le plus d'infections au COVID-19.

\*\*\*\*\*

Ghana : 200 millions \$ pour financer la formation professionnelle et l'emploi

<https://www.agenceecofin.com/formation/0608-79074-ghana-200-millions-pour-financer-la-formation-professionnelle-et-l-emploi>

(Agence Ecofin) - Le Parlement ghanéen a approuvé un financement de 200 millions \$ pour un projet qui vise à développer les compétences des jeunes. Ceux-ci bénéficieront des formations basées sur les compétences techniques et entrepreneuriales en vue de favoriser la création d'emploi. Le Parlement du Ghana vient d'approuver un financement de 200 millions de dollars pour un projet qui vise à booster la formation professionnelle et la création d'emploi. Le financement découle d'un accord entre le gouvernement du Ghana et l'Association internationale de développement (IDA). Le projet qui sera mis en œuvre sur une période de six ans va permettre aux jeunes de bénéficier d'un apprentissage basé sur les compétences techniques et entrepreneuriales. D'après le Dr Assibey-Yeboah, parlementaire et président de la commission des finances, environ 50 000 personnes vont recevoir une formation dans le cadre du programme.

Les formations vont aboutir à la création de 94 500 emplois directs. Une aubaine au moment où les tendances récentes indiquent qu'il faut environ 300 000 nouveaux emplois par an au Ghana pour absorber la population croissante et éviter une forte montée du chômage.

D'autres volets du projet prévoient des subventions au profit des particuliers ainsi qu'aux micro et petites entreprises, l'opérationnalisation du système d'information sur le marché du travail au Ghana, la modernisation des centres publics d'emploi de district et l'évaluation indépendante des performances de certains programmes gouvernementaux de développement des compétences et de l'emploi des jeunes.

Le projet sera mis en œuvre par le Conseil de l'enseignement et de la formation technique et professionnelle (COVET) et le Conseil national des petites industries (NBSSI).

Quelques jours avant, le Parlement a accordé une exonération d'impôt de 878 364 dollars pour la construction d'un projet d'académie de formation informatique à Tema. L'installation destinée à la Ghana Revenue Authority (GRA) vise à moderniser le système de recettes fiscales dans le pays.

Vanessa Ngonon Atangana

\*\*\*\*\*



Ghana dismisses 14 students, interdicts 3 teachers over misbehaving amid exams

Source: Xinhua| 2020-08-08 13:50:53|Editor: huaxia

[http://www.xinhuanet.com/english/2020-08/08/c\\_139274772.htm](http://www.xinhuanet.com/english/2020-08/08/c_139274772.htm)

ACCRA, Aug.7 (Xinhua)-- The Ghana Education Service (GES) on Friday dismissed 14 final-year students and interdicted three teachers over various acts of indiscipline in the ongoing West African Senior School Certificate Examination (WASSCE).

A statement signed by Kwasi Opoku Amanakwah, director-general of the GES, said the dismissed students were also banned from the current examination, while the teachers were referred to security agencies for further investigation.

Opoku Amanakwah also said that the GES condemned all the unruly behaviors and that the students who had damaged property in schools would be surcharged.

These measures are necessary to ensure that students recognize the significance of good conduct and discipline in their actions, according to the statement.

Final-year students writing the ongoing WASSCE in some senior high schools across the country staged protests against social distancing protocols issued by authorities and what they described as strict supervision.

The GES directed that all acts of vandalism and other criminal acts carried out during student protests should be reported to security agencies for further investigation.

The actions of the students have received widespread criticism from various sectors including teacher unions and civil society. Enditem

\*\*\*\*\*

Ghana : Akufo-Addo vole au secours des 14 candidats expulsés de WASSCE

<https://www.afrik.com/ghana-akufo-addo-vole-au-secours-des-14-candidats-expulses-de-wassce>

Par Dale Abraham Sarr - 9 août 2020 Le président de la République du Ghana, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, a demandé à son ministre de l'Éducation, Matthew Opoku-Prempeh, d'engager le Service de l'éducation du Ghana (GES), pour réétudier la punition infligée à 14 lycéens passant l'examen 2020 de l'Afrique de l'Ouest Senior School (WASSCE).

La semaine dernière, le GES a renvoyé les 14 étudiants de terminale, qui ont pris part au désordre et à la destruction de propriétés dans leurs écoles, après l'épreuve d'Integrated Science 2 du WASSCE en cours. Il leur a également été interdit de passer le reste des épreuves lors de l'examen de dernière année. Le GES, dans un communiqué, a déclaré que la punition était de dissuader les autres étudiants qui participent encore aux examens.

En revanche, un communiqué publié ce dimanche 9 août 2020 par le directeur des Communications au cabinet du Président ghanéen, Eugène Arhin, a déclaré que même si les actes d'indiscipline des étudiants sont intolérables, le Président est d'avis que le licenciement seul est une punition suffisante. « Le Président estime que tout le monde mérite une deuxième chance de vie et espère donc que les étudiants seront autorisés par le GES à passer leurs examens finaux comme prévu », explique le communiqué.

Avant la déclaration de la Présidence, ce dimanche, diverses institutions et individus, dont un ancien vice-ministre de l'Éducation, Samuel Okudzeto Ablakwa, avaient déclaré que le GES était trop sévère dans la punition infligée à 14 étudiants. En outre, le député du Congrès national démocratique pour le nord de Tongu a déclaré que bien que les actes d'indiscipline et de vandalisme soient condamnables, le GES semble avoir tué une fourmi avec un marteau.

GAMBIA :

US Authorities Move to Seize Ex-Gambia Dictator's Mansion

<https://www.voanews.com/africa/us-authorities-move-seize-ex-gambia-dictators-mansion>

By Associated Press July 16, 2020 12:17 PM

Gambian President Yahya Jammeh is pictured in this June 30, 2011 photo.

Former Gambian President Yahya Jammeh, who fled into exile in Equatorial Guinea after he lost a December 2016 presidential election.

SILVER SPRING, MD - Former Gambian President Yahya Jammeh used bribery proceeds and stolen government funds to buy a mansion in a suburb of Washington, D.C., U.S. authorities allege in a lawsuit seeking to seize the property.

The west African nation's longtime dictator conspired to launder roughly \$3.5 million in "corruption proceeds" through the purchase of a lavish home in Potomac, Maryland, the Justice Department said in a civil forfeiture complaint filed Wednesday.

Jammeh was 29 when he took power in a 1994 military coup. He ruled over Gambia for more than 22 years. He and his wife, Zineb Jammeh, fled into exile in Equatorial Guinea after he lost a December 2016 presidential election to Adama Barrow.

Jammeh acquired at least 281 properties during his time in office and operated more than 100 private bank accounts directly or through companies or foundations in which he has shares or an interest, according to the Justice Department's civil complaint.

"Neither Jammeh nor his wife Zineb appear to have family wealth to explain how he acquired these assets," the complaint says.

The couple's children attended schools in the Washington area after the family purchased the Potomac mansion in the name of a trust for \$3.5 million in 2010, according to the complaint. A petroleum company employee allegedly arranged for roughly \$1 million in cash to be deposited into an account for that trust less than one month before the property sale, the complaint says.

The unidentified employee opened a bank account in the trust's name one day after the petroleum company received a "re-affirmance" of its fuel importation monopoly rights in Gambia, the complaint says.

"This action demonstrates that the United States will not allow criminals to profit from their crimes and will seek justice for crime victims both here and abroad," U.S. Attorney Robert Hur said in a statement.

Jammeh hasn't been charged with any crimes in the U.S., but the Justice Department complaint notes that a quasi-judicial commission established by the Gambian government recommended criminal charges against the former president.

The commission said Jammeh wasted or stole the equivalent of more than \$300 million in U.S. dollars from public accounts. Jammeh also accepted bribes and kickbacks in exchange for granting monopoly rights to businesses over sectors of the Gambian economy, the complaint says.

A March 2019 report by an investigative group called the Organized Crime and Corruption Reporting Project said Jammeh and his associates plundered nearly \$1 billion of timber resources and Gambia's public funds.

The U.S. Treasury Department announced sanctions against Jammeh in 2017, saying he "has a long history of engaging in serious human rights abuses and corruption."

"Jammeh created a terror and assassination squad called the Junglers that answered directly to him," a Treasury Department news release says. "Jammeh used the Junglers to threaten, terrorize, interrogate, and kill individuals whom Jammeh assessed to be threats."

-----

**\*\*\*\* AFRIQUE CENTRAL \*\*\*\***

TCHAD :

Attaque au Niger : Le Tchad condamne un acte lâche et odieux

[https://www.alwihdainfo.com/Attaque-au-Niger-Le-Tchad-condamne-un-acte-lache-et-odieux\\_a91901.html](https://www.alwihdainfo.com/Attaque-au-Niger-Le-Tchad-condamne-un-acte-lache-et-odieux_a91901.html)

Alwihda Info | Par Info Alwihda - 10 Août 2020

Le président du Tchad a condamné lundi, "avec la plus grande fermeté, l'acte lâche et odieux perpétré par des obscurantistes dans la localité de Kouré au Niger."

"J'adresse mes condoléances aux familles éplorées et aux Présidents français Emmanuel Macron et nigérien Mahamadou Issoufou", a dit Idriss Déby.

Des assaillants non identifiés ont abattu dimanche, en fin de matinée, huit personnes à Koré, localité située à une centaine de kilomètres de la capitale Niamey, au Niger.

Parmi les victimes figure deux nigériens et six touristes de nationalité française.

Les hommes armés qui ont mené l'attaque circulaient à bord de motos.

La région de Tillabéri où a eu lieu l'attaque se situe dans la zone de trois frontières entre Niger, Burkina Faso et Mali, là où un bataillon tchadien est sollicité dans le cadre du G5 Sahel.

CENTRAFRIQUE :

RCA : le Conseil de sécurité renouvelle d'un an l'embargo sur les armes tout en créant une dérogation pour les lance-roquettes

<https://news.un.org/fr/story/2020/07/1074031>

28 juillet 2020 Paix et sécurité | Le Conseil de sécurité a décidé, mardi matin à l'unanimité, de proroger d'un an l'embargo sur les armes imposé à la République centrafricaine (RCA), tout en créant une nouvelle dérogation pour les lance-roquettes.

L'adoption de la résolution 2536 (2020) s'est faite à main levée dans la salle du Conseil économique et social (ECOSOC), plus grande que celle du Conseil de sécurité, pour respecter la distanciation sociale imposée par la pandémie de COVID-19. Le Conseil prévoit d'alterner réunions en personne et visioconférences.

En adoptant ce texte, le Conseil de sécurité décide que, jusqu'au 31 juillet 2021, tous les États Membres devront continuer de prendre les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects d'armements à la République centrafricaine, à partir de leur territoire ou à travers leur territoire ou par leurs ressortissants, ou au moyen de navires battant leur pavillon ou d'aéronefs immatriculés chez eux.

Dans ses neuf dérogations, le Conseil parle pour la première fois de livraisons de lance-roquettes et de munitions spécialement conçues pour ces armes.

Ce nouvel assouplissement de l'embargo sur les armes vise à répondre aux besoins spécifiques des forces de sécurité centrafricaines, a expliqué la France, porte-parole de la résolution qui a rappelé que les Quinze ont déjà procédé à trois assouplissements depuis le début de l'embargo.

Mais au nom de l'Estonie, la Belgique et l'Allemagne, les États-Unis ont dit craindre que, sans une bonne gestion des stocks d'armes et de munitions, ce nouvel assouplissement risque de favoriser la

prolifération des lance-roquettes et donc leur contrebande. Le Royaume-Uni a dit partager ces craintes alors que la République dominicaine a exhorté la République centrafricaine à remplir les critères fixés par le Conseil pour éviter que les armes ne tombent dans les mains des groupes armés. La Fédération de Russie n'a pas dit autre chose, voyant dans la réalisation de ces critères, une chance pour la République centrafricaine d'obtenir « d'ici un an », ce qu'elle réclame: la levée des sanctions.

Si l'embargo sur les armes a joué un rôle positif au début du conflit, il sape à présent les capacités des forces de sécurité centrafricaines alors que pendant ce temps-là les auteurs de trouble continuent de s'armer grâce à la contrebande, a argué la Fédération de Russie. Les sanctions ne sont pas un objectif en soi.

De son côté, le Niger a fait valoir que les sanctions sont là pour appuyer les progrès vers la paix et la concrétisation des aspirations des autorités nationales. Le souci de ces aspirations a été mis en avant par la Chine.

Dans la résolution qu'il a adoptée aujourd'hui, le Conseil a dûment prorogé jusqu'au 31 août 2021 le mandat du Groupe d'experts chargé de suivre le respect des sanctions.

## CAMEROUN :

Opération survie cameroon/Maurice Kamto : «nous avons franchi le cap du million d'euros»  
<https://actucameroun.com/2020/08/09/operation-survie-cameroon-maurice-kamto-nous-avons-franchi-le-cap-du-million-deuros/>

Publié : 9 Août 2020 Le président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun Maurice Kamto affirme que le défi a été relevé, en dépit des obstacles.

C'est un Maurice Kamto heureux qui a tweeté ce soir du 9 août 2020. Le président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) remercie tous les donateurs de l'opération Survie Cameroun Survival Cameroon. Une opération initiée pour lutter contre la pandémie du coronavirus. Il affirme que les contributions de Survie Cameroun ont atteint le million d'euro.

«Nous avons franchi le cap du million d'euros. Félicitations aux contributeurs. Nous avons relevé le défi, contre vents et marées. Cela montre ce que les Camerounais sont capables de faire ensemble, lorsqu'il y a 1 cap clair et des leaders crédibles. Oui ! ENSEMBLE C'EST POSSIBLE», a écrit Maurice Kamto.

Rappelons que l'initiative Survie Cameroun Survival Cameroon a été lancée juste après la création du Fonds de solidarité nationale qui doit servir pour gérer les dépenses de la pandémie du coronavirus. Cette initiative a été confrontée aux menaces du ministre de l'administration territoriale Paul Atanga Nji. Le membre du gouvernement a à plusieurs reprises, indiqué qu'il s'agit d'une opération illégale, parce que l'appel à générosité étant régie par une loi bien précise.

Réagissant aux menaces de Paul Atanga Nji, le président du comité de gestion de Survie Cameroun sur les antennes de notre confrère France 24, avait déclaré «nous ne pourrions pas abandonner les Camerounais qui vont être affectés, qui vont être en danger de mort. C'est un devoir de citoyen, c'est un devoir de responsabilité citoyenne que nous allons assumer pleinement ».

\*\*\*\*\*

Cameroun : une attaque à la grenade contre un camp de déplacés fait 18 morts

<https://news.un.org/fr/story/2020/08/1074352>

4 août 2020 Migrants et réfugiés | Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a condamné fermement cette « attaque délibérée et violente » sur un site abritant 800 personnes déplacées internes, près de Nguetchewe, un village à la frontière avec le Nigeria dans l'extrême-nord du Cameroun, près de Mozogo.

Outre les personnes tuées dans la nuit de samedi à dimanche, onze civils ont été également blessés lors de l'incident survenu lorsque les assaillants ont lancé un engin explosif, probablement une attaque à la grenade.

Les victimes étaient endormies quand cette attaque a eu lieu - Babar Baloch, porte-parole du HCR

« Les victimes étaient endormies quand cette attaque a eu lieu », a détaillé le porte-parole du HCR, Babar Baloch lors d'un point de presse virtuel depuis Genève. Certains des blessés ont été évacués vers l'hôpital du district de Mokolo, à une heure de route de Nguetchewe.

Quelque 1.500 personnes, dont les habitants terrifiés du village d'accueil, ont fui vers la ville voisine de Mozogo pour se mettre à l'abri. La région de l'Extrême-Nord, située entre les États nigériens de Borno et d'Adamawa et le lac Tchad, accueille actuellement plus de 321.000 personnes déplacées internes et 115.000 réfugiés nigériens.

C'est dans ce contexte que l'Agence onusienne a déployé une mission d'urgence pour évaluer la situation et les besoins de protection et de santé des personnes touchées.

En attendant, les « communautés locales de cette région pauvre » sont souvent les premières à répondre aux besoins des personnes qui fuient l'insécurité et la violence croissantes dans une région qui couvre le lac Tchad et le nord-est du Nigeria. « Elles sont parfois apparentées et partagent avec elles le peu de ressources dont elles disposent », a ajouté M. Baloch.

87 attaques de Boko Haram à la frontière nord du Cameroun avec le Nigeria

Plus largement, cette attaque fait suite à une hausse « significative des incidents violents » dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun par rapport au mois de juillet. Le HCR fait état notamment de pillages et des enlèvements par Boko Haram et d'autres groupes armés actifs dans la région.

Le Cameroun rapporte que depuis janvier de cette année, 87 attaques de Boko Haram ont été enregistrées sur sa frontière nord avec le Nigeria. Vingt-deux d'entre elles ont eu lieu dans le seul district nord du Mozogo.

Les violentes attaques ont coûté la vie à 30.000 personnes et en ont déplacé plus de 3 millions au Nigeria, au Cameroun, au Niger et au Tchad.

Un triste rappel de l'intensité et de la brutalité de la violence dans la région du bassin du lac Tchad au sens large - Babar Baloch, porte-parole du HCR

Né dans le Nord-Est du Nigeria vers 2009-2010, le groupe Boko Haram a étendu ses actions autour du lac Tchad, notamment à la frontière entre le Nigeria, le Cameroun, le Tchad et le Niger. Et pour le HCR, cet incident est finalement « un triste rappel de l'intensité et de la brutalité de la violence dans la région du bassin du lac Tchad au sens large ».

L'insécurité a ainsi forcé plus de 3 millions de personnes à fuir. Quelque 2,7 millions de personnes sont déplacées internes dans le nord-est du Nigeria, au Cameroun, au Tchad et au Niger, tandis que près de 293.000 Nigériens se sont réfugiés vers les pays voisins.

Face à un contexte « d'insécurité croissante », le HCR prévoit qu'une protection communautaire renforcée, des abris, de l'eau et des installations sanitaires seront nécessaires alors que le Cameroun répond à la pandémie de Covid-19.

L'Agence onusienne appelle tous les acteurs à respecter le caractère civil et humanitaire des camps de déplacés internes, et à répondre rapidement aux besoins urgents des personnes qui ont fui la violence et subi de multiples déplacements.

## CONGO BRAZZA :

L'unité nationale au Congo mise en danger : Alain Akouala irrité s'insurge contre BrazzaNews  
<https://lesechos-congobrazza.com>

La presse congolaise ferait mieux, en parlant d'unité nationale, de la mettre en œuvre, plutôt que d'essayer de diviser les congolais. L'ancien ministre des Zones Économiques Spéciales (ZES), Alain

Akouala Atipault s'est insurgé quant à la manière avec laquelle nos confrères de BrazzaNews, ont écrit sur la rencontre entre le président de la République, Denis Sassou N'Guesso et la famille du Général Jean-Marie Michel Mokoko : «Mokoko me doit tout. Son grade, ses promotions. Et il veut me prendre le pouvoir pour donner aux BAKONGOS ? Okombi Salissa qui a un moment dormait devant mon portail a voulu de ma fin, vous vous rendez compte ? ».

Si nombreux sur les réseaux sociaux ont dénoncé «une campagne diffamatrice et manipulatrice » menée par nos confrères de BrazzaNews, Alain Akouala Atipault a estimé que cette annonce inexacte et trompeuse porte atteinte à l'unité nationale, la cohésion sociale et l'ordre public.

«Tout en respectant votre liberté d'expression et d'écriture, je me permets de mettre sérieusement en doute ces propos. Notre cohésion nationale est déjà trop mise à mal, pour en rajouter. Peace ! », a écrit Alain Akouala Atipault, sur son compte Tweeter.

«Je ne crois pas un seul instant que le Président ait pu tenir de tels propos », a-t-il ajouté.

La première fonction, la plus évidente, attribuée à la presse, est celle d'informer. Mais dès lors apparaît une première difficulté pour savoir ce qui doit faire l'objet d'une information et au-delà de savoir qui peut en décider.

Depuis son indépendance le 15 août 1960, le Congo-Brazzaville a fonctionné sur la base d'un mythe unitaire. L'unité nationale s'est traduite par la mise en place des politiques du pardon en vue de parvenir à une paix impériale. Or, du point de vue traditionnel, une faute mal expiée et un pardon qui aboutit aux calculs stratégiques sont des expressions de rancune.

Ainsi, le fait pour certains, d'avoir produit et normalisé la rancune pendant un demi-siècle, a mis à mal l'unité nationale et participé à la perversion de l'imaginaire traditionnel. Germaine MAPANGA / Les Echos du Congo-Brazzaville

\*\*\*\*\*

Congo – Santé : Le général Mokoko évacué en Turquie

<https://lesechos-congobrazza.com/politique/7193-congo-sante-le-general-mokoko-evacue-en-turquie>

Après plusieurs fausses annonces, le général Jean-Marie Michel Mokoko a finalement été évacué vers la Turquie le jeudi 30 juillet, à bord d'un avion médicalisé. L'avion a décollé de l'aéroport international Maya-Maya à 11h28 pour Ankara.

Le Congo peut bien se satisfaire de garantir les droits humains à tous les citoyens, même quand ceux-ci sont privés de liberté, parce que purgeant une peine d'emprisonnement, à l'instar du général Jean Marie Michel Mokoko.

À la demande de sa famille et après avis des médecins qui avaient en charge le patient le général Mokoko s'est envolé de Brazzaville pour Ankara en Turquie, pour des soins appropriés, dont la prise en charge nécessitait une évacuation.

Un médecin congolais accompagne le général Jean-Marie Michel Mokoko. Une proche parente du général était déjà arrivée à Istanbul il y a quelques jours. Elle avait effectué le voyage Brazzaville-Istanbul, à bord de l'avion de Turkish Airways qui avait ramené à Brazzaville des stagiaires congolais bloqués en Russie.

Après Jean Didier Elongo, le général Mokoko est la deuxième personnalité extraite du milieu carcéral, pour une évacuation sanitaire.

L'évacuation sanitaire du général Mokoko a été rendue possible grâce à la longanimité du président Denis Sassou N'Guesso qui, recevant la famille du général, l'avait assurée de tout mettre en œuvre, afin que cette évacuation se fasse.

Bertrand BOUKAKA/Les Échos du Congo-Brazzaville

## **UNION AFRICAINE :**

L'Union africaine appelle au calme et à la poursuite du dialogue et des négociations au Mali  
<https://au.int/fr/pressreleases/20200721/ua-appelle-au-calme-et-la-poursuite-du-dialogue-et-des-negociations-au-mali>  
juillet 21, 2020 -

Addis Abeba, le 21 juillet 2020. Le Président de la Commission de l'Union africaine Son Excellence Moussa Faki Mahamat suit avec attention l'évolution de la situation sociopolitique au Mali et se félicite de l'envoi d'une Mission de Médiation de la CEDEAO en vue de la résolution de la crise.

Le Président de la Commission condamne fermement les actes de violence consécutifs aux manifestations des 10, 11 et 12 juillet 2020 qui ont occasionné des pertes en vies humaines, des blessés et la destruction des biens publics et privés. Il réitère ses condoléances aux familles éplorées, au peuple et au Gouvernement Maliens et souhaite un prompt rétablissement aux blessés. Il demande que des enquêtes soient rapidement menées afin d'établir les responsabilités, rendre justice aux victimes et appliquer des sanctions appropriées.

Le Président de la Commission appuie les propositions de sortie de crise de la CEDEAO qui constituent une base de négociation pour la résolution des problèmes qui sont à l'origine de la crise actuelle et salue, à cet égard, l'annonce de l'arrivée au Mali d'une délégation de Chefs d'Etat de la CEDEAO.

Le Président de la Commission de l'Union africaine exhorte tous les acteurs à faire preuve de retenue, à poursuivre le dialogue et les négociations pour une mise en œuvre diligente de solutions consensuelles afin de préserver la paix, la stabilité et la cohésion sociale. Il renouvelle, enfin, l'engagement et la disponibilité de l'Union africaine, en étroite collaboration avec les autres partenaires, à accompagner le Mali dans le processus de sortie de crise.

\*\*\*\*\*

La Zone de libre-échange africaine peut stimuler la croissance et réduire la pauvreté (Banque mondiale)

<https://news.un.org/fr/story/2020/07/1073931>

27 juillet 2020 Développement économique | Selon un nouveau rapport de l'institution financière internationale, la ZLECAf pourrait rapporter à l'Afrique 450 milliards de dollars de revenus supplémentaires soit une hausse de 7%.

La libéralisation des tarifs douaniers, de même que la réduction des barrières non tarifaires comme les quotas et les règles d'origine, permettrait d'augmenter les revenus d'environ 153 milliards de dollars. Les 292 milliards de dollars restants proviendraient de mesures de facilitation du commerce qui limitent les formalités administratives, abaissent les coûts de mise en conformité pour les sociétés commerciales, et facilitent l'intégration des entreprises africaines dans les chaînes logistiques mondiales.

La mise en œuvre réussie de l'accord de libre-échange pourrait accélérer l'augmentation de la rémunération des femmes et sortir 30 millions de personnes de l'extrême pauvreté en Afrique d'ici 2035.

« La Zone de libre-échange continentale africaine a la capacité d'accroître les possibilités d'emploi et les revenus, ce qui contribue à élargir les perspectives de tous les Africains », a souligné Albert Zeufack, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique. « Elle devrait permettre de sortir de la pauvreté modérée environ 68 millions de personnes et de rendre les pays africains plus compétitifs », a-t-il précisé.

Portail sur le coronavirus et mises à jour

Les lecteurs peuvent trouver des informations et des conseils sur le nouveau coronavirus (2019-nCoV) fournis par l'Organisation mondiale de la santé et les agences des Nations Unies [ici](#).

Pour les nouvelles quotidiennes d'ONU Info, cliquez [ici](#).

Amortir les effets négatifs du coronavirus

Le rapport de l'institution financière internationale indique en outre que l'obtention de tels résultats sera particulièrement importante au regard des conséquences économiques de la Covid-19 qui devrait entraîner jusqu'à 79 milliards de dollars de pertes de production en Afrique en 2020. La pandémie a déjà provoqué des perturbations majeures dans les échanges commerciaux sur le continent africain, notamment pour des biens essentiels tels que les fournitures médicales et les denrées alimentaires.

La mise en œuvre réussie de la ZLECAf contribuerait à amortir les effets négatifs du coronavirus sur la croissance économique, en soutenant le commerce régional et les chaînes de valeur grâce à la réduction du coût des échanges. À plus long terme, l'accord continental ouvrirait aux pays africains des possibilités d'intégration et de réformes favorables à la croissance. En remplaçant la mosaïque d'accords régionaux, en rationalisant les procédures aux frontières et en donnant la priorité aux réformes commerciales, la ZLECAf pourrait aider les pays africains à renforcer leur résilience face à de futurs chocs économiques.

Stimulation des échanges intrarégionaux dans le secteur manufacturier

Le rapport de la Banque mondiale précise également que la ZLECAf pourrait permettre de réorganiser les marchés et les économies de la région, entraînant la création de nouvelles industries et l'expansion de secteurs clés. Les gains économiques d'ensemble seraient variables, les plus importants bénéficiant aux pays qui supportent actuellement des coûts d'échanges élevés. Ainsi, la Côte d'Ivoire et le Zimbabwe, où les coûts commerciaux sont parmi les plus lourds de la région, enregistreraient les résultats les plus favorables avec une augmentation de 14% des revenus dans chaque pays.

La zone de libre-échange stimulerait également de manière significative le commerce africain, en particulier les échanges intrarégionaux dans le secteur manufacturier. Les exportations intracontinentales augmenteraient de 81%, tandis que la progression vers les pays non africains serait de 19%.

La mise en œuvre de l'accord entraînerait également des hausses de salaire plus importantes pour les femmes que pour les hommes d'ici à 2035, avec des augmentations respectives de 10,5% et de 9,9%. Elle permettrait également d'augmenter de 10,3% le salaire des travailleurs non qualifiés et de 9,8% ceux des travailleurs qualifiés.

« Néanmoins, la réussite de sa mise en œuvre sera primordiale », a prévenu M. Zeufack. Pour l'économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique, il conviendra notamment de suivre attentivement les effets de la zone de libre-échange « sur tous les travailleurs — femmes et hommes, qualifiés et non qualifiés — dans tous les pays et secteurs afin de garantir que l'accord porte pleinement ses fruits ».

Réduire tous les coûts commerciaux exigera une action volontariste

La publication du rapport de la Banque mondiale a pour but d'aider les pays africains à mettre en œuvre des politiques susceptibles de maximiser les bénéfices potentiels de l'accord tout en minimisant les risques.

La création d'un marché à l'échelle du continent exigera une action volontariste pour réduire tous les coûts commerciaux. Il faudra pour cela adopter des législations permettant aux marchandises, aux capitaux et aux informations de circuler librement et facilement à travers les frontières. Les pays qui



y parviendront pourront attirer les investissements étrangers et stimuler la concurrence, facteurs d'augmentation de la productivité et de l'innovation des entreprises nationales.

L'institution financière internationale de Washington estime enfin que les gouvernements africains devront aussi préparer leur main-d'œuvre à tirer parti des nouvelles opportunités grâce à de nouvelles réformes destinées à réduire les coûts liés aux réorientations professionnelles.

\*\*\*\*\*

The Chairperson of the African Union Commission appeals for calm in Ethiopia

<https://au.int/fr/node/38779>

juillet 02, 2020 02 July 2020, Addis Ababa: The Chairperson of the African Union Commission, H.E Moussa Faki Mahamat is monitoring the recent developments in Ethiopia closely, following the killing of Ethiopian musician Haacaaluu Hundeessaa. The violence has claimed many lives so far with scores of people injured.

The Chairperson wishes to extend his heartfelt condolences to the bereaved families and wishes the injured a speedy recovery.

As the country mourns the loss of Haacaaluu Hundeessaa, the Chairperson appeals for calm, restraint by all sides and calls on all Ethiopians to refrain from acts that could further escalate the current situation.

The Chairperson further calls on the Government of the Federal Republic of Ethiopia to bring the perpetrators to face justice for this heinous act and encourages all sides to resolve differences through dialogue and peaceful means.

The Chairperson reaffirms the continued support of the African Union to the government and people of the Federal Republic of Ethiopia in their efforts to promote peace, stability and peace in the country.



## **CHINA :**

China's allies at loggerheads over Ethiopia dam – will Beijing intervene?

<https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3094650/chinas-allies-loggerheads-over-ethiopia-dam-will-beijing>

Ethiopia has begun filling its Blue Nile reservoir against the wishes of Sudan and Egypt, which feared doing so could cause droughts

Beijing has investments in all three countries, including in electricity production under the dam project

Jevans Nyabiage Published: 8:30am, 26 Jul, 2020

Beijing may not have directly funded the controversial US\$4.6 billion Grand Ethiopian Renaissance Dam

(GERD) across the Blue Nile, but it provided loans for related infrastructure and has an interest in a three-nation row over the project being resolved.

Ethiopia, Sudan and Egypt – the three countries in dispute over the dam's construction – are key allies of China. Analysts say Beijing can use its diplomatic and economic influence to help ease tensions and find a lasting solution to the dispute.

On Wednesday, Ethiopian Prime Minister Abiy Ahmed confirmed that his country had achieved its target of filling the reservoir behind the dam with its first 4.9 billion cubic metres of water – days after its neighbours Sudan and Egypt raised objections against doing so.

“The completion of the first round of filling is a historic moment that showcases Ethiopians’ commitment to the renaissance of our country,” Ahmed said.

Is China pushing Africa into a 'debt trap'?

China is neither directly funding the dam nor is it playing an official role in mediation talks taking place through the African Union (AU), but it wields a lot of diplomatic and investment clout in the three countries.

Chinese companies and banks funded the main transmission line from the dam that will supply electricity to neighbouring towns and cities, and other Chinese companies are subcontractors for the project.

Last year, Ethiopia awarded contracts worth US\$40.1 million and US\$112 million respectively to China Gezhouba Group and Voith Hydro Shanghai.

SCMP Global Impact Newsletter

Uncover the most important stories from China that affect the world

By registering, you agree to our T&C and Privacy Policy

In 2013, China advanced US\$1.2 billion in loans to Ethiopia to build power transmission lines to connect the dam to major towns and cities. And last year, China promised to lend a further US\$1.8 billion to fund the expansion of Ethiopia’s power grid, following a visit by Ahmed to Beijing.

Kenya opens massive US\$1.5 billion railway project funded and built by China

The dam itself is funded by the Ethiopian government and through public loans and infrastructure bonds.

According to Ahmed, filling the reservoir would enable the Horn of Africa nation to produce electricity by next year from two turbines.

He made his announcement on Wednesday a day after South African President Cyril Ramaphosa, who is also chairman of the AU, hosted leaders from the three countries and other presidents from the continent to discuss the dispute.

Ramaphosa said at the meeting that trilateral negotiations would continue via the African Union to resolve contentious issues. Egypt and Sudan had yet to respond to Ethiopia’s statement.

Have China’s dams been drying up the Mekong River or is low rainfall to blame? Have China’s dams been drying up the Mekong River or is low rainfall to blame?

The GERD has been a source of tension in the Nile basin since the project broke ground in 2011.

Ethiopia had planned to start filling the reservoir this month during the rainy season, but Egypt and Sudan were worried that doing so could lower the river’s water levels.

Last week, tensions ratcheted up after reports, and satellite images captured by the European space agency, emerged suggesting that Ethiopia had started filling it. The reservoir has a capacity of more than 74 billion cubic metres.

Although China has avoided being directly involved in the controversy, analysts said its voice should be more pronounced to help end the stalemate.

China asked to write off more African debts as coronavirus hits economies

Stephen Chan, a professor of politics and international relations at the London School of Oriental and African Studies, said Beijing could use its experience in the construction of dams and management of the effects of mega dams to help the three countries reach an agreement.

“What China could do is advance blueprints of phased water levels and phased releases of water from the dam, using technical as opposed to normal political initiatives to ensure acceptable equity in the valuable water resources involved,” he said.

In the three countries, Chinese money has gone into the construction of massive infrastructure projects, including special economic zones, railway lines, highways, oil refineries and new cities such as the new administrative capital city being built in Egypt.

Most of those projects are part of the Belt and Road Initiative

, China's multibillion-dollar project aimed at boosting trade and investment across Asia, Africa and Europe.

Record flood year stokes fears about safety of China's ageing dams  
Record flood year stokes fears about safety of China's ageing dams

Mohammed Soliman, a non-resident scholar at the Washington-based think tank Middle East Institute, said China's standpoint was to support the process led by the African Union and negotiations.

"Beijing enjoys strong relations with Cairo and Addis Ababa and is involved in building and financing major economic development projects in both countries, and indeed is interested in avoiding an escalation between Egypt and Ethiopia", he said.

"Having Chinese mediation might help to rebuild the diminished trust between Cairo and Addis Ababa."

In March, US-led negotiations failed to resolve the dispute after Ethiopia pulled out from the talks, claiming that the US was favouring Egypt.

In the AU-led talks that ended on July 13, the parties failed to reach agreement on issues including drought mitigation and whether dam agreements were binding under international law.

Tensions then flared days later following reports that Ethiopia had started filling the dam.

In separate telephone calls in June with Sameh Shoukri and Gedu Andargachew, the respective foreign ministers of Egypt and Ethiopia, Chinese Foreign Minister Wang Yi expressed a wish for dialogue to find "a solution acceptable to all parties as soon as possible".

Wang said China was "ready to continue to play a constructive role".

However, due to its close relations with Egypt, Ethiopia and Sudan, Beijing is likely to do all it can to stay out of the Nile water question.

"China does not want to jeopardise relations with any one of them," said David Shinn, a former US ambassador to Ethiopia and professor at George Washington University's Elliott School of International Affairs.

Beijing had a vested interest in seeing the project completed, which would complicate its direct involvement in the negotiations, he said.

"China might be able to help by providing funding for improved water management practices in both Sudan and Egypt."

The Blue Nile, which starts in Ethiopia, is the Egyptian Nile's main source of water. A further controversial element is a colonial-era treaty signed in 1929, which Ethiopia was not a party to, guaranteeing Egypt exclusive rights over the Nile's waters. The treaty has been contested by other countries, including Ethiopia.

But the dam, which spans 6,000 feet across the Blue Nile, could spell doom for Egypt, which depends on the Nile for 90 per cent of its water needs, including for irrigation, according to the Egyptian authorities.

Predominantly a desert country with about 100 million people, Egypt says its economy will suffer without the Nile's waters and asserts that the dam poses an existential threat.

Egypt has been pushing for legal guarantees that a minimum volume of water will be released downstream to prevent drought, but Ethiopia has so far refused.

Ethiopia, where 65 per cent of people do not have direct access to electricity, is pinning its industrialisation hopes on the dam, which is designed to produce 6,000 megawatts of power to more than double the country's electricity production capacity, when it is complete. It will be the largest hydroelectric dam in Africa, with potential to export electricity to neighbouring countries.

Purchase the 120+ page China Internet Report 2020 Pro Edition, brought to you by SCMP Research, and enjoy a 30% discount (original price US\$400). The report includes deep-dive analysis, trends, and case studies on the 10 most important internet sectors. Now in its 3rd year, this go-to source for understanding China tech also comes with exclusive access to 6+ webinars with C-level executives, including Charles Li, CEO of HKEX, James Peng, CEO/founder of Pony.ai, and senior executives from Alibaba, Huawei, Kuaishou, Pinduoduo, and more. Offer valid until 31 August 2020. To purchase, please click [here](#)

\*\*\*\*\*

Tanzania signs road construction agreements with two Chinese firms

<https://africa.cgtn.com/2020/07/11/tanzania-signs-road-construction-agreements-with-two-chinese-firms/>

By Nyawira Mwangi - July 11, 2020

Tanzania and two Chinese firms have signed agreements for the construction of Dodoma City Outer Dual Carriageway Ring Road worth about 95.7 million U.S. dollars.

The construction of the 112.3-kilometer road to be financed by the African Development Bank and the government of Tanzania marked another milestone towards improvement of the east African nation's infrastructure.

The agreements were signed Friday in the capital Dodoma between the Tanzania National Roads Agency (TANROADS), on behalf of the government of Tanzania, and representatives from China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC) and AVIC INTL Project Engineering Company.

Speaking after the signing of the agreements, Patrick Mfugale, TANROADS Chief Executive Officer, said CCECC will construct 52.3 kilometers of the road for 100.8 billion Tanzanian shillings (about 43.5 million U.S. dollars) within 39 months and AVIC INTL Project Engineering Company will construct 60 kilometers of the road at 120.86 billion Tanzanian shillings within 43 months. Mfugale, who was flanked by the Minister of Works, Transport and Communications Isack Kamwelwe, said the construction of the road will help boost the economy.

\*\*\*\*\*

RDC : Sele Yalaghuli accélère l'interconnexion numérique des données des régies financières

<https://zoom-eco.net/a-la-une/rdc-sele-yalaghuli-accelere-linterconnexion-numerique-des-donnees-des-regies-financieres/>

Published 2 jours ago on 8 août 2020 By La Rédaction

Le ministre des Finances, Sele Yalaghuli vient d'accélérer le processus d'interconnexion numérique des données des régies financières de la Rd Congo. Objectif : rendre effective la chaîne de l'e-recette devant assurer la traçabilité de la collecte des recettes publiques et sécuriser ces dernières contre le coulage.

En effet, l'argent national a réuni autour lui, le jeudi 6 août 2020, que le Ministre des Finances, les délégués d'Exim Bank of China (bailleur de fonds) et de Huawei (chargé d'implémenter techniquement le système) en vue de passer en revue les conditions de mise en place d'une équipe technique de pilotage de ce projet d'interconnexion des services mobilisateurs des recettes de l'Etat. D'après le compte-rendu officiel, ce Comité de pilotage réunissant les délégués des parties prenantes dépendra du ministère des Finances et sera chargé de poser les conditions suspensives, avant de passer à la phase de décaissement des fonds par Exim Bank of China.

Disposé à accompagner le Gouvernement dans ce grand chantier de rationalisation du système de mobilisation des recettes publiques, le directeur général de Huawei/RDC a promis de répondre à ces attentes de l'Etat congolais par le biais du ministère des Finances en y apportant toute son expertise en la matière.

A RE(LIRE) : accroissement des recettes publiques, une priorité nationale impérative (Tshisekedi)

Pour Sele Yalaghuli, il est question, à travers ce projet, d'accroître la performance de la Direction générale des impôts (DGI), Direction générale des douanes et accises (DGDA) et de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations.

« Chacune avait un système autonome qui ne permettait pas une intégration avec les autres de manière à rendre le partage d'information nécessaire pour la mobilisation des recettes », a-t-il insisté devant la presse.

La modernisation des trois régies financières de la Rd Congo qui connaît son accélération actuellement est un projet amorcé sous le mandat du ministre des Finances Henri Yav. Il consiste à informatiser l’outil de travail des ces services mobilisateurs par la mise en place d’une base de données en vue du partage et de l’échange d’informations. Emilie MBOYO

\*\*\*\*\*

Kenya eyes bigger export market in China

<https://www.the-star.co.ke/business/2020-08-08-kenya-eyes-bigger-export-market-in-china/>

Targets mainly agricultural products

In Summary

- The country is counting on the Integrated National Export Development and Promotion Strategy, an export diversification plan unveiled in July 2018.
- Trade is currently in favour of China with Kenyan imports valued at approximately Sh390 billion annually, against exports of Sh11 billion.

Kenya is working on reducing the huge trade deficit with China by securing more market for its exports in the East Asian country, Trade and Enterprise Development Cabinet Secretary Betty Maina has said.

This is mainly on agricultural products, riding on the Integrated National Export Development and Promotion Strategy, an export diversification plan unveiled in July 2018.

According to CS Maina, the country is tightening phytosanitary requirements and conformity which will make more produces acceptable in the international markets.

“We are improving our competence which will ensure we have more access to markets,” CS Maina told the Senate Committee on Tourism, Trade and Industrialisation this week.

In April 2019, President Uhuru Kenyatta and President Xi Jinping signed a deal allowing Kenya to export Hass avocados to China.

Kenya has began exporting avocados to China

Kenya exported goods worth Sh11bn to China in 2018, up from Sh9bn in 2017.

The country is keen to grow its exports of other farm produce such as flowers, mangoes, french beans, peanuts, vegetables, meat, herbs, bixa and macadamia to China.

In 2018, the two countries signed a food, plant and animal safety agreement that provides the framework for the export of fruit, vegetables, flowers and meat to China.

If successful, it will help bridge the trade deficit, even as China remains among top import sources for the country.

Trade is currently in favour of China with Kenyan imports valued at approximately Sh390 billion annually, against exports of around Sh11 billion.

Top imports from China include electrical machinery and equipment, mechanical appliances, nuclear reactors, railway or tramway locomotives, iron and steel, furniture, and textile.

Apart from China, Kenya also heavily depends on imports from India, UAE, Saudi Arabia and South Africa.

Other markets are Japan, UK, US, Germany, Netherlands, and France.

“We want to guarantee a predictable export market,” the CS said, noting that the Integrated National Export Development and Promotion Strategy remains critical in the country’s trade expansion.

The strategy seeks to reverse the downward trend of Kenya’s export performance by way of targeted sectoral export growth, through the value chain approach that ensures direct link of domestic sector value chains to target destination markets.

It is driven by the overriding national goal of closing the balance of trade deficit through export growth, factor productivity and stimulating overall factor employment and economic development. The targeted export growth rate that will deliver a balance of trade surplus by 2022 is estimated at an average annual growth rate of 25 per cent.

Chinese imports from Kenya increased by 74.13 per cent in the first six months of last year, as the country reaped from an aggressive diplomatic charm offensive by the government in the past three years.

During the period, China bought goods worth Sh7.48 billion, compared to Sh4.30 billion it ordered in the same period in 2018.

China remains a key infrastructure and economic development partner with Kenya, something the government is keen to ride on to build a stronger export market for Kenyan goods, mainly crop produces.

\*\*\*\*\*

China plays key role in Uganda's energy infrastructure dev't: report

<https://africa.cgtn.com/2020/07/13/china-plays-key-role-in-ugandas-energy-infrastructure-devt-report/>

Sarah Mukabana - July 13, 2020 China is playing a major role in the energy infrastructure development in Uganda as the country strives to fast-track economic development, a new report issued here on Monday showed.

An annual report by Electricity Regulatory Authority (ERA), a state owned agency, showed that China is financing construction of hydropower plants and power evacuation lines in the East African country.

During the year under review 2018/19, construction of Chinese financed 183 MW-Isimba Hydropower Plant was completed and commissioned. The commissioning of the 566-million-U.S. dollar power plant largely contributed to the increase of the total power generated in the country to 1,176.6MW from 953.8 MW, according to the report.

"Perhaps the greatest milestone this financial year (2018/19) was the commissioning of the 183 MW Isimba Hydropower Plant at the border of Kayunga and Kamuli districts," Ziria Tibalwa Waako, chief executive of ERA said in the report.

"The Isimba plant is truly testimony that public-private-partnerships are a crucial building block towards sustainable electricity supply," she added. The power plant was financed by the Export-Import Bank of China (85 percent) and Ugandan government (15 percent).

According to the report, power generated by Isimba will be sold at U.S. cents 4.16/kWh (from year 1 to year 15) and cents 1.01/ kWh (after year 15), making it the cheapest in the country, with the exception of the power from the 380 megawatts Nalubaale-Kiira Generation Complex.

China is also financing the construction of the 600MW Karuma Hydropower Plant. The project, which is in its final stages, will substantially increase the power generated in the country, according to the report.

The report showed that the Export-Import Bank of China is also financing the 248km, 400kV power evacuation lines from the Karuma power plant to Kawanda, near the capital Kampala. Chinese construction company, Sino Hydro was contracted to construct the transmission line.

China is also financing a feasibility study of the construction of the 10km, 400kV Ayago-Karuma Interconnection Project. The line is expected to evacuate power from the proposed 680MW Ayago Hydropower Project.

**USA :**

US Pulling Africa Command from Germany

By Jeff Seldin July 31, 2020 12:25 PM | <https://www.voanews.com/usa/us-pulling-africa-command-germany>

The United States is preparing to pull more troops from Germany, days after President Donald Trump criticized the country for being “delinquent” on defense spending.

U.S. Africa Command confirmed Friday it is in the early stages of moving its headquarters from the city of Stuttgart, where it has been located since the command was first stood up in 2008.

“U.S. Africa Command has been told to plan to move,” its commander, Gen. Stephen Townsend, said in a statement. “While it will likely take several months to develop options, consider locations, and come to a decision, the command has started the process.”

U.S. military officials have been looking for months at reducing the approximately 6,000 troops stationed in Africa.

And top U.S. defense officials warned earlier this week that moving the location of AFRICOM headquarters, along with U.S. Special Operations Command Africa, was under consideration during a Wednesday news conference about the redeployment of almost 12,000 U.S. troops from Germany. That plan already calls for U.S. European Command (EUCOM) headquarters, along with U.S. Special Operations Command Europe, to relocate headquarters, also in the German city of Stuttgart, to Belgium.

Currently, AFRICOM has about 1,200 military and civilians assigned to its headquarters in Stuttgart. But officials said the move should not impact U.S. operations in Africa.

“It is important our African partners understand our commitment to them remains strong,” Townsend said in Friday’s statement, adding his command “will continue to work with our African and other partners to address mutual interests.”

While a new site for the command headquarters has not yet been chosen, an AFRICOM official told VOA that planners will be looking first to other European countries, and then at moving the command to the U.S.

“The team will look at available infrastructure, housing, access to transportation, adequate medical care, and a range of other consideration factors,” said AFRICOM spokesman Col. Chris Karns.

“It will be a deliberate and orderly approach and process,” he added, noting, “It was important to let partners as well as personnel and families know that planning is under way.”

Africa itself, where the U.S. has long tried to maintain a small military footprint, is not under consideration, officials said.

Just how much moving AFRICOM’s headquarters from Stuttgart will cost, and how much money could be saved by using another location, has yet to be determined.

Reaction to changes

While U.S. military officials argue the changes are strategically necessary and will give them more flexibility, German officials have expressed disappointment at the U.S. decision to pull some 12,000 troops from the country.

Norbert Roettgen, Chairman of the Foreign Affairs Committee of the Bundestag, speaks during a press conference in Berlin,...

FILE - Norbert Roettgen, Chairman of the Foreign Affairs Committee of the Bundestag, speaks during a press conference in Berlin, Germany, Feb. 18, 2020.

“Instead of strengthening NATO, the troop withdrawal will weaken the alliance,” Norbert Roettgen, a senior ally of German Chancellor Angela Merkel and the chairman of the German parliament’s foreign affairs committee, told the Augsburg Allgemeine newspaper.

U.S. lawmakers, including some Republicans who often side with Trump, have also raised concerns about the changes, though Sen. Jim Inhofe, chairman of the Senate Armed Services Committee, has called the moves “sound.”

Trump defended the decision to pull troops out of Germany earlier this week, suggesting the U.S. could move troops based with other NATO allies if those countries do not increase defense spending.

“We don’t want to be the suckers anymore,” he told reporters Wednesday.

But some analysts have raised concerns that moving troops and critical commands from Germany will hurt overall operations.

“We get huge benefits from our U.S. military posture in Germany,” said Bradley Bowman, a former adviser to members of the Senate Armed Services and Foreign Relations committees.

“We are able to project U.S. military power into North Africa and the Middle East much more effectively because of our military posture in Germany,” said Bowman, now with the Washington-based Foundation for the Defense of Democracies.

Pentagon to shift US troops from Germany to Belgium, Italy

<https://www.euractiv.com/section/defence-and-security/news/pentagon-to-shift-us-troops-from-germany-to-belgium-italy/>

By Alexandra Brzozowski | EURACTIV.com | 29 juil. 2020

US Defense Secretary Mark Esper outlined plans on Wednesday (29 July) to take thousands of US troops out of Germany by shifting some of the forces to Italy and Belgium, ending weeks of uncertainty over US troop withdrawal strategy in Europe.

The move was designed to “strengthen NATO” and “deter Russia” and would retool the US military for a “new era of great power competition,” Esper said, detailing a Pentagon plan that will cost billions of dollars and take years to complete.

In June, US President Donald Trump announced his intention to cut the number of US troops in Germany to 25,000, faulting Berlin for failing to meet the military alliance’s 2% GDP defence spending target and accusing it of taking advantage of America on trade.

Most troops are currently stationed at the Ramstein Air Base in southwestern Germany, the largest American military base outside the US.

According to the withdrawal plan, a total of 11,900 personnel will be withdrawn from Germany, reducing the contingent to about 24,000 troops in the country “in a manner that will strengthen NATO, enhance the deterrence of Russia, and meet the other principles I set forth,” Esper announced.

The Pentagon had already been carrying out a review of US forces globally before Trump’s long-running dispute with Germany bubbled over.

“Of the 11,900, nearly 5,600 will be repositioned within NATO countries, and approximately 6,400 will return to the US, though many of these or similar units will begin conducting rotational deployments back to Europe,” Esper added.

General John Hyten, vice-chairman of the joint chiefs of staff, said the troop reallocation would bolster US commitment to its allies because it would “better distribute forces across Europe and increase the use of rotational forces”.

The remaining 6,400 forces and their families will be returned to the US and will in time redeploy to Europe on a rotational basis.

Around 4,500 of them would be members of 2nd Cavalry Regiment, while similar Stryker units will head further east and around the Black Sea on a rotational basis, reinforcing NATO’s presence in a key area between Russia and continental Europe.

A fighter squadron and elements of a fighter wing will also shift from Germany to Italy, positioning those fighters closer to the Black Sea Region.

Another 2,500 airmen based in Mildenhall, UK, who were scheduled to re-base to Germany, will remain in the UK.

Esper also said the plan is to consolidate US headquarters in countries in Europe outside Germany, such as NATO bases in Belgium and Italy.

According to US EUCOM and NATO Supreme Allied Commander Europe, Tod Wolters, some of the key headquarters currently based in Germany will be brought to NATO’s SHAPE headquarters in Mons, Belgium, including possibly EUCOM HQ, while two other battalions will go to Italy.



At the same time, both officials also confirmed that the US Africa Command (US AFRICOM), also headquartered in Stuttgart, “might soon relocate to a location to be determined”, but here “discussions are a long way to go”.

Washington’s initial announcement to reduce the contingent of US troops in Germany drew criticism from the host country and took NATO allies by surprise.

The Pentagon has been tight-lipped on how it would carry out the Trump administration’s plans, which constitute a singular rebuke to one of Washington’s closest trading partners and military allies.

The minister-presidents of the four German states that host US troops have appealed to members of the US Congress to block Trump’s withdrawal, which current and former US officials have criticized as politically, rather than strategically, driven.

Several NATO defence ministers have also expressed concern about the withdrawal, particularly since Trump has repeatedly talked about bringing troops home and getting the US out of “endless wars.”

US Ambassador to NATO, Kay Bailey Hutchinson, told EURACTIV in June that “most certainly, there is no sign of American retreat from Europe, America is deeply committed and more committed than ever in Europe. No one should ever think that America is walking away from Europe in any way.”

Poland had been quick to offer to host some of these forces with Prime Minister Mateusz Morawiecki saying in June he hoped that some of the US troops will be reassigned to Poland, something also supported by President Andrzej Duda.

Since the conservative PiS (Law and Justice) government came to power, Poland had presented a vast plan to modernise its army and revived the calls for a permanent US base in the country with “boots on the ground”, dubbed ‘Fort Trump’.

The current plan does not foresee a permanent troop re-assignment to Poland but, according to US officials, could result in the “possibility to reassign more troops to Poland and the Baltics” on a rotational basis.

“Once Warsaw assigns a defence cooperation agreement and burden sharing deal as previously pledged, there are may be other opportunities as well to move additional forces into Poland and the Baltics,” Esper added.

However, the final decision on the implementation of the planned partial deduction might go to the US Congress, where resistance has formed among both Democrats and Republicans, who through a law on the upcoming military budget could adjust any of such plans.

[Edited by Zoran Radosavljevic]

L’US European Command s’installe en Belgique

<https://defencebelgium.com/2020/07/31/lus-european-command-sinstalle-en-belgique/>

Le Secrétaire d’État américain Mark Esper a annoncé ce 29 juillet 2020 une importante révision de l’organisation du commandement des forces américaines en Europe (EUCOM). Ce commandement, basé à Stuttgart, rassemble l’ensemble des forces américaines en Europe, qu’elles soient terrestres, navales, aériennes ou autres.

Son effectif a pu atteindre 400.000 hommes durant la guerre froide. Depuis 1991, ces effectifs n’ont fait que décroître. Les grandes unités blindés (1st Armored Division et 1st Infantry Division) ont été remplacées par des brigades plus légères (2nd Cavalry Regiment et 173rd Airborne Regiment). À côté d’elles, d’autres unités de taille plus réduite assurent le soutien. Son commandant occupe également la fonction de SACEUR, Supreme Allied Commander Europe (commandant en chef des alliés pour l’Europe). Ce poste est occupé actuellement par le général de l’US Air Force Tod Wolters.

Le plan présenté de réorganisation entraîne une diminution du nombre de soldats américains en Allemagne, passant de 36 000 à 24 000. 6 400 d’entre eux vont rentrer aux États-Unis. Parmi eux, les 4 500 hommes du 2nd Cavalry Regiment. Cette unité est une brigade Stryker, rassemblant 4 500

soldats et 300 véhicules de la famille Stryker. Les 5 600 autres membres du personnel vont être répartis dans différents pays de l'OTAN.

Pour ce qui concerne directement la Belgique, le quartier général de l'EUCOM déménage pour rejoindre le site du SHAPE, près de Mons. Cette décision est vue par le Secrétaire général de l'OTAN comme une marque d'attachement des Etats-Unis à l'OTAN. De plus, cela évitera de nombreux voyages pour le général Wolters. Le quartier général de l'OTAN de Naples verra également arriver des Américains.

D'autres quartier généraux américains vont également quitter l'Allemagne. Celui du V Corps va rejoindre Varsovie, signe du rapprochement entre la Pologne et les USA en ce qui concerne la défense de l'Europe. Le sort de l'AFRICOM n'est quant à lui pas encore connu. Un déplacement vers la base de Rota en Espagne ou vers l'Italie ne sont pas à exclure.

Le Général Wolters, lors de la même conférence de presse, a également annoncé que le commandement des opérations spéciales en Europe (SOCEUR), trois quartier-généraux de niveau brigade (qui pourraient être stationnés à Chièvres), un bataillon Air Defense et un bataillon du génie allaient également être déplacés d'Allemagne vers la Belgique. Le lieu ou les lieux où seront stationnés ces unités ne sont pas encore connus.

Ce retrait n'est pas une surprise. Le Président Trump avait déjà annoncé au cours des mois précédents qu'il comptait diviser par deux la présence américaine en Allemagne, en voulant la réduire à 25 000 (le chiffre officiel du Pentagone de soldats présents en permanence n'est que de plus ou moins 34 000, chiffre qui peut monter à plus de 50 000 lors d'exercices). Ce retrait prend place dans un contexte de tensions, notamment commerciales, entre l'Allemagne et les États-Unis.

\*\*\*\*\*

AFRICOM Says Civilian Killed in Airstrike in Somalia

<https://www.voanews.com/africa/africom-says-civilian-killed-airstrike-somalia>

By Carla Babb July 28, 2020 03:09 PM

WASHINGTON - The U.S. Africa Command (AFRICOM) says an airstrike that was intended to target al-Shabab fighters in Somalia earlier this year killed one civilian and wounded three others, in a rare admission by the Command.

The findings were part of AFRICOM's second quarterly report on civilian casualties and marks only the third time in AFRICOM's history that the command has said civilians were killed in Somalia as a result of U.S. airstrikes against Islamist militants.

"Our goal is to always minimize impact to civilians. Unfortunately, we believe our operations caused the inadvertent death of one person and injury to three others who we did not intend to target," AFRICOM Commander Army Gen. Stephen Townsend said in a statement Tuesday.

The death occurred from a U.S. strike on Feb. 2 in the vicinity of Jilib, Somalia. The civilians killed and wounded "weren't visible" when the military conducted the strike, which targeted and wounded one al-Shabab terrorist, AFRICOM spokesman Air Force Col. Chris Karns told VOA Tuesday.

"We are getting after a mutual threat in al-Shabab," Karns said. "If we're found to have made a mistake, we will admit to it because accountability and trust is key."

The U.S. military has conducted 100 airstrikes against terror groups in Somalia and Libya between February 2019 and July 21, 2020, according to military press releases.

U.S. AFRICOM has closed investigations on civilian casualty allegations related to 27 separate incidents, including one posed by VOA about a strike in Jilib, Somalia, on Feb. 24, 2020.

AFRICOM concluded in its latest report that the person killed in the strike was an al-Shabab commander.

Four incidents of potential civilian casualties are still under review.

The allegations arose through self-reporting, traditional and social media reporting, non-government organizations, and internal oversight processes, according to the Command.

Amnesty International has called AFRICOM's civilian casualty reports a "welcome glimmer of transparency in more than a decade of deadly military operations."

Brian Castner, the senior crisis advisor for arms and military operations at Amnesty International, urged AFRICOM on Tuesday to provide reparations for the victims and their families.

"While AFRICOM has made tentative progress in acknowledging civilian casualties, they now need to prevent these civilian casualties in the first place," he said.

AFRICOM has said its strikes have killed a total of five civilians in Somalia since April 2018.

AFRICOM made its first acknowledgment of civilian casualties from U.S. airstrikes in Somalia last year, when new information revealed that a woman and child were killed, along with four al-Shabab militants, in a U.S. airstrike near the central town of El Burr on April 1, 2018.

The second acknowledgment came in April, when AFRICOM said two civilians were "regrettably and unintentionally killed" as a result of a strike on Feb. 23, 2019. The strike also killed two al-Shabab terrorists, who were the intended targets.

\*\*\*\*\*

Reprise de la coopération militaire entre la RDC et les USA, les militaires congolais seront désormais formés aux États-Unis

<https://www.politico.cd/la-rdc-a-la-une/2020/08/04/reprise-de-la-cooperation-militaire-entre-la-rdc-et-les-usa-les-militaires-congolais-seront-desormais-formes-aux-etats-unis.html/66014/>

Par La Rédaction 4 août 2020 à 13:08

US Africa Command a signé la lettre de reprise de la coopération sécuritaire y compris la formation des officiers FARDC aux États-Unis d'Amérique.

Cette signature intervient vu que la RDC est au Niveau 2-de la liste de surveillance dans le 2020 TIP Report grâce aux efforts de la Présidence de la République contre la traite des personnes.

Il y a 5 jours, les États-Unis avaient annoncé collaborer avec le gouvernement Tshisekedi pour continuer à faire des progrès importants dans la lutte contre la traite des êtres humains.

« Ensemble, nous pouvons mettre fin à ce fléau, » avait tweeté l'ambassade des USA en RDC.

Thierry Mfundu

\*\*\*\*\*

Angola aims for 60% electrification by 2025

By Michael van Niekerk, Intern on July 12, 2020

<https://www.africaoilandpower.com/2020/07/12/angola-aims-for-60-electrification-by-2025/>

The Angolan government has partnered with Power Africa, a U.S. Government-led partnership coordinated by the U.S. Agency for International Development (USAID), and The African Development Bank (AfDB) to start a major transmission project, which aims to connect the central and southern power grids of Angola. The Energy Sector Efficiency and Expansion Program (ESEEP) will create an interconnected national grid supplying north, central and south Angola to create a 60% electricity access rate by 2025. Power Africa will also be assisting the AfDB in connecting pre-paid meters. In December 2019, the government was granted a \$500 million loan package from the AfDB to finance the program. The beneficiaries of the project include households, industries, businesses and small to medium sized enterprises in Angola, with the aim of increasing access to cheaper, more reliable and sustainable electricity.

ESEEP aims to strengthen Angola's power transmission and distribution system. The program is structured around the construction of a 343-km, 400kV Central-South transmission line; revenue improvement through installation of prepaid meters; and program management for project design and implementation. The program has four components, including the Transmission Network Expansion, the Revenue Improvement Program, Program Management and the Resettlement Action Plan implementation.

During a webinar hosted by Africa Oil & Power and the African Energy Chamber on June 25, Paul Ghiotto, Deputy Political-Economic Chief and Energy Officer of the U.S. Embassy in Luanda, Angola, spoke about the company's involvement in the project.

"We are partnering with the AfDB and we are providing support for the AfDB and their more than \$500 million loan package," said Ghiotto. "In addition, Power Africa is providing technical support for Rede Nacional de Transporte de Electricidade (RNT), the national transmission company; Empresa Nacional de Distribuição de Electricidade (ENDE), the national distribution company; the Regulatory Institute for Electricity and Water Services (IRSEA); and the regulatory agency in partnership with the AfDB and the Angolan government."

RNT will complete the Transmission Network Expansion. This consists of the construction of a 343km long 400kV transmission line, construction of 400kV Substation, construction of line-bay at Huambo substation and the installation of a Supervisory Control and Data Acquisition (SCADA) system. ENDE will complete the Revenue Improvement Program. This consists of the installation of 860,000 pre-paid meters and the normalization of existing services to customers, the installation of 400,000 new customers with pre-paid meters and the provision of a GIS customer data base system.

"This major transmission project, which will reduce dependence on fossil fuels, lower the costs of electricity generation and improve the reliability of national power systems, has shown to be a large investment opportunity for private investors," said Frederico Martins Correia, Energy, Resources & Industrials Partner of Deloitte. Correia also said that joining this project and investing in the major transmission project is low-risk because of the procured funding, donors that are already in place and that the budget will be managed by AfDB.

Ghiotto further expanded on the opportunities for investment in the project by the private sector, including a recent tender launched for the first step of the Transmission Network Expansion component of the project.

There is a tender available for the resettlement plan for the creation of the transmission line and tender bidding documents have been available since March 2020. The U.S. Embassy, together with the private sector, USAID and the foreign commercial service have teamed up to get the tender opportunities out to the market. More tenders will be launched throughout the course of the project, which is projected to last 4-5 years.

"The private sector will interact with some of the tenders that are forthcoming," Ghiotto said. "I see a real opportunity for companies to come into Angola and compete for those tenders over the next several years."

\*\*\*\*\*

The United States' unwavering partnership with Tanzania

<https://www.thecitizen.co.tz/oped/-The-United-States--unwavering-partnership-with-Tanzania/1840568-5604300-67ws9n/index.html>

Wednesday August 5 2020

Newly posted US ambassador to Tanzania lays out his agenda as he embarks on tour of duty which brings him back to Dar es Salaam after 30 years

\*\*\*\*\*

The US and Kenya launch negotiations on a free trade agreement. Will they succeed?

<https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/07/29/the-us-and-kenya-launch-negotiations-on-a-free-trade-agreement-will-they-succeed/>

Witney Schneidman and Brionne Dawson Wednesday, July 29, 2020 | Despite the coronavirus pandemic, the Trump administration and Kenyan government launched trade negotiations in early July. Depending on the outcome of the negotiations, which were held virtually, the trade agreement could be the most significant development in U.S.-Africa trade relations since the African Growth and Opportunity Act (AGOA) passed Congress in 2000. Indeed, according to the U.S. Trade Representative (USTR), Ambassador Robert Lighthizer, the U.S.-Kenya agreement will become a model for future trade agreements with other African countries.

Then again, while the U.S. and Kenyan governments have a strong commitment to a successful outcome, the challenges cannot be minimized.

Both sides have described what they hope to achieve in the negotiations. The U.S. objectives are predictably comprehensive. USTR has identified 24 chapters on which it plans to negotiate, including technical barriers to trade, intellectual property, digital trade, anti-corruption, good regulatory practices, and subsidies, among others. Kenya's statement of objectives is equally fulsome if not quite as detailed. The Ministry of Industrialization, Trade, and Enterprise Development has

identified 22 chapters it intends to negotiate with the U.S.

At this point, the political commitment to the negotiations of both leaders is of paramount importance. President Uhuru Kenyatta is one of the few African leaders to have established a positive rapport with President Trump and is the only African leader to have made two visits to the White House. In the wake of their second meeting in February, the U.S. Chamber of Commerce established a

U.S.-Kenya Trade Working Group to build mutual trust and seek common ground between the parties on key trade priorities for the business community.

While these negotiations are intended to produce the first bilateral trade agreement with a country in sub-Saharan Africa, negotiators will have to navigate a number of challenges including:

Regional agreements. One of the most frequently asked questions is how a U.S.-Kenya Free Trade Agreement will impact efforts to implement the African Continental Free Trade Agreement (AfCFTA). So far, USTR's

statement on this issue has been ambiguous, saying only that the U.S. will "support regional integration, where appropriate." U.S. businesses and groups such as the U.S. Chamber of Commerce avow that they support both the FTA talks and the AfCFTA, and that the two mutually reinforce Kenya's growth and development goals. President Kenyatta has also sought to dispel fears that the ongoing trade talks between Kenya and the U.S. will undermine the AfCFTA. In his view, Kenya's trade deal with the U.S. will assist the continent more broadly by creating a reference upon which other African nations can negotiate bilateral arrangements within the AfCFTA framework going forward. Kenya also has obligations as a member of the East African Community (EAC) Customs Union. Like its fellow EAC members, Kenya applies a common external tariff and may have limited latitude to negotiate concessions in that area. As for the future of AGOA, USTR has not indicated whether it supports an extension past 2025 for those African countries who have not negotiated a free trade agreement which, obviously, would be the majority of current beneficiaries.

Related Books

Taxes on data. Few countries have advanced as quickly in the use of mobile-based financial services and digital transformation as Kenya. In an effort to derive more revenue from digital transactions, the government recently imposed two taxes: A 1.5 percent digital services tax, which will take effect on January 1, 2021 and an earlier withholding tax charged on "marketing, sales promotion and advertising services provided by non-resident persons." American technology companies find these taxes discriminatory. In fact, last month, the U.S.

announced tariffs on some French goods in retaliation for France's unilateral digital services tax targeting American companies. While this matter has not been directly linked to the trade talks, it

remains to be seen how the U.S. might approach this issue in the negotiations. How will efforts to resolve this matter in the OECD factor into discussions between the parties?

Genetically modified organisms (GMOs). U.S. agri-food industries are innovators in GMOs and related technologies that improve yields and reduce the need for chemical fertilizers and pesticides. Kenya is adamantly opposed to the importation of any foods that have been genetically modified. In fact,

these foods are not allowed to enter or transit Kenyan ports for other destinations. Like the WTO Sanitary and Phytosanitary Standards (SPS) agreement, U.S. trade agreements require that SPS rules be science- and evidence-based, which sets up a clash with Kenya's stance on GMOs. This disagreement could impact small and medium enterprises, especially in the agriculture sector, that rely on low-cost feedstock and other inputs. Based on conversations with industry representatives in the U.S. and Kenya, we anticipate that both sides will be able to find a satisfactory resolution on this issue.

The calendar. Trade agreements can take several years to negotiate. In just over three and a half months, the U.S. will hold its presidential elections. As we saw in the transition from the Obama to the Trump administrations,

trade negotiations can be scuttled. If Biden wins in November, will his administration continue the negotiations with Kenya? The strong bipartisan support that has existed in Congress over the course of four administrations for programs in Africa suggests that there will be continuity on this initiative. Another challenge is that Trade Promotion Authority (TPA)—the law that lays out parameters for consultations between the administration and Congress and ensures an up-or-down vote on the final deal—will expire in July 2021. Without TPA, the eventual implementing bill could be amended by Congress, potentially unraveling it. Another potential complication is that President Kenyatta's second term ends in 2022. He sees the FTA as a legacy issue. Will it be completed by then? And then, there is the reality of COVID-19. In fact, shortly after the first round of virtual negotiations, the Kenyan government

paused the trade talks over concern that its negotiators were exposed to the coronavirus.

The talks between Kenya and the U.S. on a free trade agreement set a new marker for increasing the competitiveness of U.S. firms in one of the continent's most vibrant economies and regions. They also pave a path for Kenyan businesses to build on the successes of AGOA, while locking in trade benefits such as market access beyond 2025. In completing this agreement, the U.S. will send a strong signal that it is serious about the importance of Africa, its people, and its long-term prosperity.

\*\*\*\*\*

Afrique de l'Ouest : Les USA menacent de retirer leur soutien au Sahel

<https://vonews.net/afrique-de-louest-les-usa-menacent-de-retirer-leur-soutien-au-sahel/>

Par Vonews - juillet 11, 2020 Les États-Unis ont averti les pays du Sahel en Afrique de l'Ouest qu'ils pourraient retirer leur soutien si le personnel de sécurité violait les droits des civils.

Le département d'État américain a fait part de sa profonde inquiétude face aux récentes allégations documentées par Human Rights Watch (HRW).

Le groupe de défense des droits de l'homme a déclaré qu'au moins 180 corps ont été retrouvés dans une fosse commune au Burkina Faso, avec des preuves suggérant que les forces gouvernementales étaient impliquées dans des exécutions extrajudiciaires.

Selon la porte-parole du département d'État, Morgan Ortagus, les États-Unis ont clairement indiqué que leur aide à la région ne doit pas être utilisée d'une manière qui contribue aux violations ou aux abus des droits de l'homme.

Elle a ajouté que sans une action rapide et approfondie pour répondre à ces allégations, l'assistance américaine à la sécurité pourrait être en danger.

Le département d'État américain a également exhorté les chefs d'État du G5 Sahel représentant le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger à enquêter sur les allégations et à tenir pour responsable toute personne reconnue coupable de violations ou d'abus des droits de l'homme.

\*\*\*\*\*

Les USA financent une formation en logistique en Afrique

<https://www.agenceecofin.com/formation/1607-78626-les-usa-finacent-une-formation-en-logistique-en-afrique>

(Agence Ecofin) - Les USA ont annoncé un financement de 15 millions \$ pour la création d'un centre de formation en vue d'améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement en Afrique. Le centre qui sera implanté au Ghana découle d'un partenariat entre deux universités américaine et ghanéenne.

L'Agence américaine pour le développement international (USAID), l'organisme du gouvernement des Etats-Unis chargé du développement économique et de l'assistance humanitaire dans le monde a annoncé le 14 juillet 2020, un financement de 15 millions de dollars pour soutenir le secteur de la formation et de la recherche afin d'améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement en Afrique.

Le financement va être affecté à la création d'un centre de recherche et de formation innovant dans le domaine. Un projet qui découle d'un partenariat entre l'Arizona State University aux USA et la Kwame Nkrumah University of Science and Technology au Ghana.

Le centre sera implanté au Ghana et formera des chercheurs et des praticiens. Il sera question pour les apprenants de comprendre les besoins et d'améliorer la façon dont les produits et services locaux passent des producteurs aux clients. Ce processus est essentiel pour développer des économies fortes et autonomes sur le continent.

Vanessa Ngono Atanagana

\*\*\*\*\*

USA – Denver: Hommage aux 5 Sénégalais tués dans l'incendie du 5 Août 2020, Regardez !  
Senego [9/08/2020]

[https://senego.com/usa-denver-hommage-aux-5-senegalais-tues-dans-lincendie-du-5-aout-2020-regardez\\_1137533.html](https://senego.com/usa-denver-hommage-aux-5-senegalais-tues-dans-lincendie-du-5-aout-2020-regardez_1137533.html)

La communauté de Denver (USA) a rendu hommage aux 5 Sénégalais tués dans l'incendie du 5 Août 2020. Parents, amis, voisins, etc. ont tous fait des témoignages émouvants. Le Sénégalais Djiby Diol, sa femme, sa fille, sa sœur et son neveu ont tous péri, ce mercredi 5 août, dans un incendie déclaré criminel à Denver, aux Etats-Unis. "Une famille sénégalaise complètement décimée", avaient commenté les médias américains. Djiby Diol, ingénieur sénégalais, originaire de Guédiawaye, venait juste de déménager avec sa femme du Sénégal vers les Usa.

Selon les pompiers, 3 personnes ont sauté du deuxième étage de la maison et ont survécu.

## ONU / UN :

Un réfugié du Soudan du Sud, athlète et olympien, nommé Ambassadeur de bonne volonté du HCR  
<https://news.un.org/fr/story/2020/08/1074592>

8 août 2020 Aide humanitaire | Yiech Pur Biel était membre de la première équipe olympique de réfugiés qui a participé aux Jeux de 2016 à Rio de Janeiro, au Brésil. Depuis lors, il a voyagé dans 26 pays en tant qu'athlète et défenseur des réfugiés, et a participé activement aux efforts pour apporter la paix dans son pays.

« C'est un grand honneur pour moi de pouvoir utiliser mon statut d'athlète pour aider les réfugiés et les personnes déplacées, de partager ma propre histoire et celle d'autres réfugiés comme moi et de m'assurer que les réfugiés du monde entier ont une voix », a-t-il déclaré.

« Je veux être un ambassadeur pour les réfugiés partout dans le monde et je suis très heureux de pouvoir continuer à travailler avec le HCR, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, en aidant les réfugiés non seulement à survivre mais aussi à s'épanouir. Ce travail est incroyable et d'une importance vitale pour tant de personnes dans le monde entier ».

Toujours en fuite

Après le conflit au Soudan du Sud en 2005, M. Pur s'est rendu seul au camp de réfugiés de Kakuma, au Kenya voisin. Il n'avait que 10 ans à l'époque.

Pendant son séjour au camp, M. Pur s'est consacré à l'athlétisme et s'est entraîné au camp de Tegla Laroupe à Nairobi, créé par le coureur primé. Il a commencé à courir en compétition en 2015 avant de faire partie de l'équipe olympique historique des réfugiés un an plus tard.

M. Pur soutient le HCR depuis 2016, en participant et en prenant la parole lors de campagnes à New York et à Paris.

En tant que nouvel ambassadeur de bonne volonté de l'agence, il continuera à défendre les droits des personnes déplacées tout en poursuivant sa formation pour faire partie de l'équipe olympique des réfugiés aux Jeux de Tokyo en 2021.

Dans le monde, près de 80 millions de personnes sont déplacées de force, selon un récent rapport du HCR. L'étude cite la longue histoire de déplacement du Soudan du Sud, avant et après l'indépendance en juillet 2011, comme une crise majeure qui a contribué au déplacement mondial.

Une voix pour les réfugiés

Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et chef du HCR, Filippo Grandi, a accueilli M. Pur en tant que nouvel ambassadeur de bonne volonté de l'agence.

« Ce nouveau rôle contribuera à formaliser et à amplifier encore son plaidoyer. A un moment où les déplacements forcés ont atteint des niveaux sans précédent, avec un pour cent de l'humanité désormais déraciné par les conflits, la persécution et la violence, sa contribution est plus essentielle que jamais », a déclaré M. Grandi.

Les contributions de M. Pur à la paix au Soudan du Sud comprennent la représentation des réfugiés aux pourparlers de paix tenus à Addis-Abeba et à Khartoum en 2018, ainsi qu'aux réunions du comité de l'Union africaine en 2019.

Il a travaillé avec le Comité international olympique (CIO) après Rio, et a rejoint le conseil d'administration de la Fondation olympique pour les réfugiés.

Thomas Bach, président du CIO, a qualifié le « voyage extraordinaire » de M. Pur, du camp de réfugiés aux Jeux de Rio, d'inspiration pour tous.

« Aujourd'hui, Pur est également une voix forte au sein de la Fondation olympique pour les réfugiés, qui permet aux jeunes déplacés de force dans le monde entier d'accéder à des activités sportives en toute sécurité », a-t-il déclaré.



« Je suis sûr que dans son nouveau rôle d'ambassadeur de bonne volonté du HCR, il continuera à agir comme un modèle et à démontrer que le sport peut non seulement apporter de l'espoir mais aussi changer des vies, donner du pouvoir aux jeunes et entraîner des changements positifs dans notre société », a-t-il ajouté.

\*\*\*\*\*

Des experts de l'ONU appellent l'Éthiopie à autoriser les manifestations pacifiques

<https://news.un.org/fr/story/2020/07/1073481>

21 juillet 2020 Droits de l'homme | « L'accès à Internet est étroitement lié au droit de réunion pacifique », a déclaré Clément Nyaletsossi Voule, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit de réunion et d'association pacifiques. « Nous avons demandé à maintes reprises au gouvernement de s'abstenir d'imposer des perturbations d'Internet, y compris lors de la 44e session du Conseil des droits de l'homme en juillet 2020 ».

M. Voule a également renouvelé l'appel des experts de l'ONU à Addis-Abeba pour que les autorités rétablissent pleinement l'Internet mobile et les services de données.

Le 15 juillet, certains services ont été rétablis 15 jours après que le gouvernement a fermé l'Internet lors des troubles civils provoqués par le meurtre, le 29 juin, de Hachalu Hundessa, un chanteur oromo populaire et défenseur des droits humains.

« La coupure d'Internet a rendu extrêmement difficile la vérification du nombre de personnes tuées et blessées lors de la répression des manifestations », ont déclaré les experts. « Il n'a pas non plus été possible de déterminer les circonstances exactes des violences ».

Une semaine de troubles dans la région d'Oromia

Les experts estiment « essentiel que les autorités mènent une enquête approfondie et transparente pour déterminer exactement ce qui s'est passé » au cours d'une semaine de troubles dans la région d'Oromia en Éthiopie et dans la capitale, Addis-Abeba, « Les responsables de la mort de civils doivent rendre des comptes », ont-ils souligné.

Les manifestations se sont rapidement propagées à travers le pays après le meurtre d'Hundessa. Les rapports officiels font état de 166 personnes tuées, bien que des rapports non officiels indiquent un nombre beaucoup plus élevé. Selon la police, quelque 2.000 personnes ont été arrêtées, dont des dirigeants de l'opposition. « Même les faits de base ne sont pas clairs, mais l'ampleur des arrestations est profondément inquiétante », ont déclaré les experts.

Ils estiment que les forces de sécurité éthiopiennes doivent être réformées et formées pour gérer les rassemblements dans une société démocratique. « Cela renforcera la transition démocratique de l'Éthiopie et devrait empêcher le type de meurtres et de blessures dont nous avons été témoins récemment », ont dit les experts, qui ont également appelé les autorités éthiopiennes à respecter le droit de réunion pacifique et à s'abstenir de recourir à la force lors de futures manifestations.

NOTE :

Les experts sont Clément Nyaletsossi Voule, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit de réunion pacifique et d'association ; Agnès Callamard, Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ; David Kaye, Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des le droit à la liberté d'opinion et d'expression ; et Mary Lawlor, Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs des droits de l'homme.

Les Rapporteurs spéciaux font partie de ce que l'on appelle les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. Les procédures spéciales, le plus grand organe d'experts indépendants du système des droits de l'homme des Nations Unies, est le nom général des mécanismes indépendants d'enquête et de suivi du Conseil qui traitent soit des situations nationales spécifiques, soit des questions thématiques dans toutes les régions du monde.

Les experts des procédures spéciales travaillent sur une base volontaire; ils ne font pas partie du personnel des Nations Unies et ne reçoivent pas de salaire pour leur travail. Ils sont indépendants de tout gouvernement ou organisation et servent à titre individuel.

\*\*\*\*\*

Nigéria : l'ONU condamne le meurtre de civils et travailleurs humanitaires

24 juillet 2020 Aide humanitaire

Les trois humanitaires travaillaient pour les organisations non-gouvernementales ACTED, International Rescue Committee (IRC) et Action contre la faim (ACF).

Par la voix de son porte-parole, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a fermement condamné ces meurtres. Dans un communiqué publié jeudi soir, M. Guterres a appelé les autorités nigérianes à ne ménager aucun effort pour identifier et traduire rapidement en justice les auteurs de ces meurtres.

Le Coordinateur humanitaire au Nigéria, Edward Kallon, s'est dit choqué et horrifié par ces « meurtres horribles » qu'il a également fermement condamné ainsi que toutes les violences visant les travailleurs humanitaires et les civils qu'ils aident.

« C'étaient des humanitaires dévoués qui ont consacré leur vie à aider les personnes et les communautés vulnérables dans une zone fortement touchée par la violence », a rappelé M. Kallon dans un communiqué publié au lendemain des meurtres.

Les trois humanitaires tués mercredi avaient été enlevés en juin alors qu'ils voyageaient sur une route principale reliant la ville de Monguno à Maiduguri, la capitale de l'État de Borno. « Leur sécurité et la sécurisation de leur libération ont été notre priorité absolue depuis leur capture le mois dernier », a rappelé le coordinateur humanitaire.

L'ONU est préoccupée par le nombre de points de contrôle illégaux pour les véhicules qui ont été mis en place par des groupes armés non étatiques le long des principales routes d'approvisionnement humanitaire. « Ces points de contrôle perturbent la fourniture d'une assistance vitale et augmentent les risques pour les civils d'être enlevés, tués ou blessés, les travailleurs humanitaires étant de plus en plus pointés du doigt », a déploré M. Kallon.

« Cesser de viser les travailleurs humanitaires et les civils »

La mort des membres d'ACTED, d'IRC et d'ACF n'est tragiquement pas le premier meurtre de travailleurs humanitaires kidnappés au Nigéria. « Nous avons demandé à maintes reprises qu'un sort aussi dévastateur et une violation flagrante du droit international humanitaire ne se reproduisent plus », a dit M. Kallon. « Et pourtant, c'est le cas. J'implore toutes les parties armées de prendre leurs responsabilités et de cesser de viser les travailleurs humanitaires et les civils ».

Après l'annonce de ces meurtres, le Secrétaire général de l'ONU a réaffirmé que les attaques contre des civils, y compris des travailleurs humanitaires, sont une violation du droit international humanitaire. « Le droit international relatif aux droits de l'homme et le droit international humanitaire doivent être pleinement respectés, y compris l'obligation de protéger les civils », a rappelé son porte-parole.

Le Coordinateur humanitaire au Nigéria et le Secrétaire général de l'ONU ont exprimé leurs plus sincères condoléances aux familles des victimes et à leurs proches.

10,6 millions de personnes ont besoin d'un soutien urgent dans le nord-est du Nigéria (OCHA)

Les travailleurs humanitaires et l'assistance qu'ils apportent aux populations les plus vulnérables font la différence entre la vie et la mort pour des communautés entières. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), près de huit millions de personnes avaient besoin d'une aide vitale urgente dans le nord-est du Nigéria au début de l'année. « Aujourd'hui, 10,6 millions de personnes ont besoin d'un soutien urgent alors que les États (fédérés du Nigéria) touchés par le conflit luttent contre la pandémie de Covid-19 », a prévenu M. Kallon. « À un moment où les besoins humanitaires ont atteint des niveaux sans précédent, il est inacceptable que ceux qui tentent d'aider soient attaqués et tués », a-t-il ajouté.

Pour OCHA, cet incident ne dissuadera pas la communauté internationale de fournir une aide à des millions de Nigériens qui ont désespérément besoin d'assistance dans le nord-est du pays « La communauté humanitaire est solidaire des habitants des États de Borno, d'Adamawa et de Yobe qui ont souffert de longues années de conflit et ont désormais besoin d'une protection contre un virus mortel », a souligné M. Kallon.

\*\*\*\*\*

Un expert de l'ONU exhorte le Mali à intensifier ses efforts pour retrouver et libérer l'opposant Soumaïla Cissé

<https://news.un.org/fr/story/2020/07/1074181>

30 juillet 2020 Droits de l'homme - « Il est troublant que le sort de M. Cissé demeure un mystère quatre mois après son enlèvement », a déclaré Alioune Tine, l'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Mali. « Je me joins à l'appel de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui a demandé aux autorités maliennes de redoubler d'efforts pour le faire libérer ».

L'enlèvement de M. Cissé, qui aurait été le fait de groupes extrémistes violents, alors qu'il faisait campagne dans son bastion de Niafunké, dans la région de Tombouctou, a plongé le pays dans une nouvelle tourmente.

« Je salue le fait qu'au cours du mois d'avril, les autorités ont mis en place une cellule de crise pour coordonner les efforts de libération de M. Cissé », a déclaré M. Tine. « Cependant, conformément à ses obligations internationales, le Mali doit intensifier ses efforts pour rechercher et localiser M. Cissé ainsi que pour éclaircir le sort qu'il lui a été réservé et le lieu où il se trouve afin d'obtenir sa libération le plus rapidement possible », a souligné l'expert.

99 enlèvements par des acteurs non étatiques depuis le début de l'année

Les enlèvements restent une préoccupation majeure au Mali, en particulier dans la région de Tombouctou où le chef de l'opposition malienne a été kidnappé. Du début de cette année au 21 juillet, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a documenté au moins 99 enlèvements par des acteurs non étatiques dans différentes régions du pays.

« J'exhorte les autorités maliennes, avec l'aide de la communauté internationale, à prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer la protection des civils, y compris contre les enlèvements, et à obtenir dans les meilleurs délais la libération d'autres personnes qui restent à ce jour entre les mains de leurs ravisseurs », a déclaré M. Tine. L'expert a également appelé à ce que les responsables des enlèvements répondent de leurs actes.

M. Tine a également appelé les Maliens à mettre fin à des mois d'instabilité qui affecte le pays de la région du Sahel. « J'appelle les filles et les fils du Mali à puiser dans les ressorts profonds de leur culture et de leur histoire les remèdes appropriés pour surmonter ensemble par le dialogue et dans la paix cette grave crise qui menace leur pays et la sous-région », a-t-il déclaré.

NOTE :

Les Experts indépendants font partie de ce qu'on appelle les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. Le terme « procédures spéciales », qui désigne le plus grand corps d'experts indépendants au sein du système onusien des droits de l'homme, est généralement attribué aux mécanismes indépendants d'enquête et de supervision mis en place par le Conseil des droits de l'homme afin de traiter de la situation spécifique d'un pays ou de questions thématiques dans toutes les régions du monde.

Les experts des procédures spéciales travaillent bénévolement ; ils n'appartiennent pas au personnel de l'ONU et ne perçoivent pas de salaire pour leur travail. Ils sont indépendants de tout gouvernement ou de toute organisation et exercent leurs fonctions à titre individuel.

\*\*\*\*\*

Conseil des droits de l'homme : des enquêteurs de l'ONU plaident pour un maintien de la pression sur le Burundi

<https://news.un.org/fr/story/2020/07/1073011>

Selon les enquêteurs onusiens, « il faut plus qu'un nouveau Président pour briser le cycle de la violence au Burundi ».

Ils mettent donc en garde la communauté internationale contre « un relâchement prématuré » et une volonté « à tourner la page », « comme si... une élection et une transition politique suffisaient à garantir automatiquement l'amélioration de la situation des droits de l'homme à l'avenir ».

Si la communauté internationale est réellement soucieuse de voir la situation des droits humains évoluer positivement au cours des prochains mois et années, elle doit rester vigilante car « le système de gouvernance mis en place au profit du parti CNDD-FDD reste en place ».

Une façon d'alerter les pays qui tenteraient de « tourner la page comme si l'entière et exclusive responsabilité reposait sur le seul feu Président Nkurunziza », décédé en juin 2020.

Pour la Commission d'enquête dirigée par le Sénégalais Doudou Diène, le système de gouvernance mis en place au profit du parti CNDD-FDD est toujours présent, ainsi que de nombreux facteurs de risque. Des violations des droits de l'homme se sont poursuivies jusqu'à présent et il serait prématuré de se prononcer sur la possible évolution de la situation avec les nouvelles autorités.

Des facteurs de risque, notamment de type structurel, demeurent et ils ne vont pas disparaître du seul fait de la transition politique en cours. Dans ces conditions, « la communauté internationale doit rester vigilante et mobilisée pour encourager des actions qui s'attaquent aux causes profondes des violations des droits de l'homme », a insisté Doudou Diène.

Des « mesures concrètes » attendues pour traduire cette volonté d'ouverture

D'une manière générale, la Commission d'enquête estime que Bujumbura se trouve aujourd'hui « à la croisée des chemins ».

Bien qu'aucune violence massive n'ait été documentée, « le dernier processus électoral a été caractérisé par l'intolérance politique et de multiples violations des droits de l'homme, avant et pendant la campagne électorale officielle, le jour du scrutin et après l'annonce des résultats officiels des élections », a fait valoir M. Diène.

Et dans cette quête du renouveau, « la transition politique pourrait devenir une telle opportunité si, et uniquement si, la communauté internationale reste vigilante et mobilisée à encourager la prise des mesures qui remédient aux causes profondes des violations ».

A cet égard, les enquêteurs onusiens ont pris note de la volonté d'ouverture du nouveau pouvoir. En effet, lors de son discours d'investiture du 18 juin, le nouveau Président, Evariste Ndayishimiye, a souligné « la nécessité d'améliorer la situation des droits de l'homme et la lutte contre l'impunité dans le pays, ainsi que l'importance d'œuvrer à la réconciliation politique et au retour de tous les réfugiés burundais ».

« Cependant, ils ont également souligné que les politiques du nouveau Président seront mises en œuvre par un gouvernement composé essentiellement de caciques du régime du défunt Président Nkurunziza, dont certains sont sous le coup de sanctions en raison de leur implication dans de graves violations des droits de l'homme », tempère ensuite la Commission d'enquête, rappelant les nombreux abus commis depuis 2015, par les forces de sécurité et les membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir CNDD-FDD, connue sous le nom d'« Imbonerakure ».

Volonté du Burundi de s'attaquer à la Covid-19 « après des mois de déni »

Dans ces conditions, les enquêteurs veulent juger Bujumbura sur ses actes. Et cette « volonté de changement » passe donc par une coopération avec les mécanismes internationaux des droits de l'homme, dont la Commission d'enquête de l'ONU, mais aussi un geste en faveur des activistes locaux.

« La libération immédiate des quatre journalistes d'Iwacu et des défenseurs des droits humains tels que Germain Rukuki et Nestor Nibitanga constituerait également un geste significatif », soulignent les enquêteurs onusiens.

Par ailleurs, la Commission d'enquête s'est félicitée du fait qu'à la suite de « la mort inopinée » du Président Pierre Nkurunziza le 8 juin dernier, le nouveau Président burundais a décidé de « s'attaquer sérieusement à la pandémie de Covid-19, après des mois de déni ».

« Le Burundi était en effet un des seuls pays au monde où, malgré la présence de cas avérés de la Covid-19, n'a été règlementé ni l'accès aux lieux de réunion tels que les églises, les bars et les restaurants, ni interdit les grands rassemblements sportifs et politiques », a relevé Doudou Diène devant le Conseil des droits de l'homme.

Il a donc noté avec satisfaction que depuis le décès du Président Nkurunziza, les autorités burundaises semblent avoir plus pris « conscience des risques sanitaires » posés par la pandémie « ne serait-ce que par l'abandon du message selon lequel le Burundi serait protégé par la grâce divine ».

Désormais, des messages des plus hautes autorités rappellent à la population la nécessité d'adopter les gestes barrières et de se présenter aux centres de santé pour se faire dépister en cas de symptômes.

« Nous espérons que les autorités prendront, en coopération avec l'OMS, toutes les mesures nécessaires pour enrayer la propagation du coronavirus et seront transparentes quant à la situation de la pandémie dans le pays qui fait l'objet de spéculations », a conclu M. Diène.

En réponse à ce tableau de la pandémie décrit par les enquêteurs onusiens, le Burundi a, de son côté, invité la Commission « à se garder de politiser et dramatiser la situation ». « Par ailleurs, le sadisme avec lequel cette Commission manifeste sa satisfaction de la gestion de cette Covid-19 par rapport au décès du Président Pierre Nkurunziza témoigne d'un déficit d'humanité », a déclaré l'Ambassadeur Rénovat Tabu, Représentant permanent du Burundi auprès de l'ONU à Genève.

« Les scénarios apocalyptiques ont été balayés d'une main par le peuple burundais »

Bujumbura a donc tenu à « informer que jusqu'à preuve du contraire, le Président Nkurunziza n'est pas mort de la Covid-19 ». « Tous les pays du monde entier ont été touchés par cette maladie et la situation au Burundi est aujourd'hui maîtrisée », a détaillé l'Ambassadeur burundais, ajoutant que « les structures sanitaires sont à l'œuvre et les maladies guérissent ».

Selon un bilan établi mardi par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Burundi signale 258 cas confirmés de Covid-19 dont 1 décès.

Plus largement, le Burundi a rejeté le rapport d'une Commission dont « le vrai mandat est de tout faire pour faire changer le système de gouvernance au Burundi » et d'« un mécanisme avec un agenda géopolitique minutieusement et librement accompli au profit notamment de l'opposition politique burundaise ». Le contenu des rapports de cette Commission n'offre pas l'odeur et la qualité d'une expertise onusienne neutre, affirme ce pays. C'est pour cette raison que le Burundi réaffirme son refus de coopérer avec une telle Commission.

De plus, les scénarios apocalyptiques de violations massives de droits humains, présentés par cette Commission dans ses précédents rapports et basés « sur de soi-disant facteurs de risque à l'occasion des élections de 2020, ont été balayés d'une main par le peuple burundais qui a plutôt défié cette Commission et témoigné de sa maturité à prendre en main sa propre destinée », a encore affirmé la délégation. « Par les élections de 2020, le Burundi vient de marquer l'histoire et tourner la page avec la transition pacifique au sommet de l'Etat et la mise sur pied d'un nouveau gouvernement », a poursuivi l'Ambassadeur Rénovat Tabu, tout en invitant les différents partenaires « à changer de vision et poser des gestes de bonne coopération au développement ».

\*\*\*\*\*

L'ONU condamne les attaques terroristes dans le bassin du Lac Tchad

<https://news.un.org/fr/story/2020/08/1074312>

3 août 2020 - Paix et sécurité

Ces attaques ont entraîné le meurtre et l'enlèvement de nombreux civils, notamment des femmes, des enfants et des personnes déplacées qui avaient fui les violences, a précisé le bureau du porte-parole du chef de l'ONU.

« Les responsables de ces atrocités doivent être tenus pour responsables », a souligné le porte-parole adjoint du Secrétaire général qui a rappelé que le droit international relatif aux droits de l'homme et le droit international humanitaire doivent être pleinement respectés et que tous les civils au Cameroun et au Tchad doivent être protégés.

« L'Organisation des Nations Unies continue d'appuyer fermement les pays du bassin du lac Tchad dans leurs efforts pour vaincre le fléau du terrorisme et relever les défis sécuritaires, politiques, humanitaires et socio-économiques de la région », a ajouté le porte-parole adjoint du Secrétaire général.

\*\*\*\*\*

Somalie : les inondations ont déjà poussé plus de 650.000 personnes à quitter leur foyer en 2020  
<https://news.un.org/fr/story/2020/08/1074642>

7 août 2020 Aide humanitaire | Plus de 150.000 Somaliens ont été contraints de fuir leur foyer depuis la fin juin, dont 23.000 rien que semaine dernière, en raison de crues soudaines et d'inondations fluviales dans des régions au sud du pays. L'année a été marquée par des inondations extrêmes, qui ont forcé plus de 650.000 personnes à fuir leur foyer à travers le pays depuis début 2020.

Selon le HCR, les villages dans les États de Hirshabelle et du Sud-Ouest sont parmi les plus touchés. Un grand nombre de nouveaux déplacés vivent désormais dans des abris de fortune surpeuplés, construits à l'aide de vieux vêtements, de sacs en plastique, de morceaux de carton et de bâtons, dans des sites de déplacés internes qui sont déjà sinistrés. Ces abris offrent peu de protection contre les éléments et exposent les familles à un risque accru de crimes tels que le vol et le viol. Ces pluies diluviennes ne feront qu'aggraver la crise humanitaire dans ce pays. « La nourriture se fait également rare et beaucoup souffrent de la faim », a déclaré Charlie Yaxley, porte-parole du HCR. La malnutrition des enfants augmente. Ce qui les expose au risque de mourir de faim. Dans certaines régions, le prix des denrées alimentaires de base, en particulier le lait et les légumes, a augmenté de 20 à 50%.

Les conditions sanitaires sont dégradées et l'accès aux soins médicaux est peu fréquent. Les partenaires de santé mettent en garde contre les risques de diarrhée, de maladies à transmission vectorielle, d'infections des voies respiratoires et d'autres maladies transmissibles qui se propagent rapidement parmi la population déplacée. Bien qu'aucune épidémie majeure de Covid-19 n'ait été signalée, les tests sont extrêmement limités et la congestion et les conditions d'insalubrité constituent des risques de transmission à grande échelle.

Selon le HCR, davantage de personnes risquent encore d'être déplacées, car les inondations pourraient se poursuivre dans certaines régions. Selon le tout dernier rapport consultatif de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur la protection contre les inondations, le niveau de la rivière Shabelle va continuer à monter en raison des fortes pluies.

Le HCR entend venir en aide à quelque 70.000 personnes dans les jours à venir

Les toutes dernières inondations révèlent un schéma inquiétant où les conditions météorologiques extrêmes augmentent en fréquence et en intensité. Avant juin 2020, les crues soudaines et les inondations fluviales causées par les pluies saisonnières ont déplacé plus de 450.000 personnes à travers le pays. Par rapport aux inondations de 2018 et 2019 qui avaient déplacé respectivement 281.000 et 416.000 personnes, les chiffres des déplacements liés aux inondations montrent une tendance à la hausse, année après année.

Face à la recrudescence des inondations et des déplacements de population, le gouvernement somalien et le HCR continuent à travailler dans les camps de déplacés à travers le pays. L'objectif est de fournir, aux populations déplacées et aux communautés d'accueil vulnérables, du matériel médical, des équipements personnels de protection, un soutien en matière d'hygiène et d'assainissement, ainsi que des allocations d'aide en espèces. Le HCR exhorte les propriétaires fonciers à travers le pays à maintenir un moratoire sur les expulsions du fait de ces circonstances extrêmement difficiles.

Outre l'aide fournie par le gouvernement fédéral somalien, le HCR fournit des articles de secours essentiels tels que des couvertures, des jerrycans et des bâches en plastique, ainsi que des abris et des allocations d'aide en espèces à des milliers de familles affectées. Les distributions se poursuivront dans les prochains jours et les semaines à venir, pour venir en aide à quelque 70.000 personnes au total.

Parmi les personnes plus vulnérables figurent des femmes, des ménages dirigés par des femmes ou des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées et des malades. Mais pour continuer à venir en aide aux 2,6 millions de déplacés internes, un soutien urgent est nécessaire de la part de la communauté internationale. Le HCR n'a reçu jusqu'à présent que le tiers des 154 millions de dollars nécessaires à son travail d'aide humanitaire en Somalie.

**DAM, NY, AGNEWS, <http://burundi-agnews.org>, Lundi 10 août 2020**